

LE TEMPS

CHF 3.80 / France € 3.50

JEUDI 14 OCTOBRE 2021 / N° 7143

> **L'information régionale
de qualité: plus qu'un enjeu,
un besoin**

Le Temps
revient
dans
les régions



Comment
couvrons-nous
l'actualité de votre
région?

letemps.ch/regions

Scannez ce code QR
pour être les premiers à
recevoir ces nouveaux
contenus ou rencontrer
nos journalistes!

> **Enquêtes,
vidéos,
podcasts,
événements:
toute l'actualité
analysée et
commentée**



La marche du monde, le pouls des régions



FORUM DES 100

Nous vous souhaitons une excellente 17^e édition du Forum des 100



**Le rendez-vous en
présentiel qui vous donne
l'occasion de vous inspirer,
de débattre mais surtout
de réseauter.**

**Un merci tout particulier à Alain Jeannet
qui a créé ce rendez-vous il y a 17 ans
et le pilote pour la dernière année.**

**Réservez d'ores et déjà le 11 octobre 2022 pour
la prochaine édition du Forum des 100.**



LE TEMPS

CHF 3.80 / France € 3.50

JEUDI 14 OCTOBRE 2021 / N° 7143

Livres

L'histoire du suffrage féminin racontée aux enfants ●●● PAGES 20, 21



Economie

La Suisse romande s'est montrée résiliente face aux crises ●●● PAGE 15

Débats

De l'héritage colonial à la peur des migrants, réflexions autour de la haine ●●● PAGES 12, 13

«Le Temps» à vélo

Escapade sur le lac de Lugano à bord d'un bateau électrique ●●● PAGE 22

ÉDITORIAL

La métropole et le territoire

MADELEINE VON HOLZEN
@MvonHolzen

En 1950, 750 millions de personnes vivaient dans les villes; cent ans plus tard, on comptera quelque 6 milliards de citadins sur la planète. La concentration urbaine augmente et, avec elle, les difficultés. Pollution, bruit, logements inabondables, embouteillages, manque de nature, ghettos sociaux: les contraintes sont immenses et les défis politiques le sont tout autant. L'impact des villes sur le climat est à la hauteur de cette évolution: alors qu'elles ne recouvrent que 2% de la surface de la terre, les agglomérations occasionnent 70% des émissions de CO₂. «Les villes au cœur du changement», le titre de l'édition 2021 du Forum des 100, qui se tient ce jeudi à l'École polytechnique fédérale de Lausanne, témoigne d'une réalité incontournable.

Car en Suisse aussi, le défi existe. Deux tiers de la population vit dans les agglomérations. Le sondage réalisé pour *Le Temps* montre l'inquiétude des citoyens: la moitié des personnes interrogées anticipe une dégradation – des villes suisses moins agréables à vivre dans dix ou quinze ans. Le scepticisme est de mise face aux plans climat préparés par les autorités. L'actualité récente, la confirmation de dioxine dans les sols lausannois, illustre parfaitement les enjeux.

Les villes, à l'origine des problèmes, sont aussi au cœur des solutions. Mais à l'heure de l'accélération numérique, de la concentration des emplois dans les centres urbains et du grand déséquilibre démographique entre ceux-ci et leur

périphérie, aucune solution durable ne pourra émerger sans reconnecter les métropoles aux territoires qui les entourent. Des enjeux aussi cruciaux que la mobilité, la transformation énergétique de l'habitat ou l'attractivité économique ne peuvent pas être traités par les villes seules, comme si un rempart invisible les séparait de leur arrière-pays.

Cette réalité incontournable est celle que *Le Temps* est résolu à mieux prendre en compte en se redéployant dans les cantons. Partout, la Suisse romande regorge d'initiatives et d'acteurs d'avenir qui, le plus souvent, trouvent des soutiens pour leurs projets au contact de partenaires économiques, sociaux et culturels capables de les promouvoir.

La Suisse romande, si petite sur la carte de ces enjeux planétaires, est à son échelle un laboratoire de premier plan. Ce mardi au Forum des 100, les élus de Lausanne, Sion, Neuchâtel, Genève seront là pour témoigner de leur ardeur à transformer leurs villes et d'en faire, à chaque fois, des moteurs de l'indispensable transformation économique, sociale et écologique. *Le Temps* est fier de les avoir réunis. Et encore plus fier, par notre présence réaffirmée dans les cantons, d'être le témoin, le miroir et le porte-parole de ces mutations helvétiques en marche. ■

La Suisse romande est à son échelle un laboratoire de premier plan

Dans les villes, ces mutations qui nous divisent



(CATHERINE RÜTTIMANN/LE TEMPS)

FORUM DES 100 Notre sondage le confirme: la majorité des Suisses interrogés est convaincue que les transformations écologiques des métropoles auront, demain, un impact décisif sur nos vies

■ Fait incontournable pour les élus confrontés aux mutations urbaines: les leaders d'opinion et la majorité de la population divergent sur les priorités et le niveau d'acceptabilité

■ Autres leçons de notre enquête, publiée pour l'édition 2021 du Forum des 100: l'enjeu décisif des villes moyennes et les risques de colère engendrés par les limitations de vitesse à 30 km/h

●●● PAGES 4 à 7

«La forêt du bassin du Congo est sous pression»

INTERVIEW «A la COP26, la RDC se présentera comme un pays-solution pour limiter l'augmentation de la température planétaire à 1,5 degré. Le bassin du Congo abrite la seconde plus grande forêt du monde.» Invitée au Forum des 100, la ministre de l'Environnement de la RDC, **Eve Bazaiba Masudi**, appelle les pays industrialisés à financer les barrages de son pays pour réduire la pression sur le poumon vert africain de la planète. ●●● PAGE 8



L'offensive vaccinale du Conseil fédéral

PANDÉMIE A l'occasion d'une séance extra-muros à Lucerne, le Conseil fédéral est venu à la rencontre de la population. Ambiance entre manifestants et admirateurs, profondément divisés sur la question du coronavirus

■ Le gouvernement a lancé une semaine de la vaccination et renonce au scénario des bons de 50 francs

●●● PAGES 10-11

L'étau se resserre autour des proches de Trump

ÉTATS-UNIS A quel point Donald Trump peut-il être tenu responsable et être considéré comme l'incitateur en chef de l'attaque du Capitole? Qu'a-t-il exactement fait le 6 janvier 2021? C'est bien à ces questions que veut une nouvelle fois répondre le Congrès. Quatre hommes de son entourage doivent se présenter dès ce jeudi devant une commission d'enquête parlementaire. L'ex-président tente par tous les moyens d'empêcher cette audition. Mais, les responsables de la commission ne cèdent pas aux pressions: ils menacent les quatre hommes de poursuites pour outrage s'ils venaient à se montrer récalcitrants. ●●● PAGE 9

LE TEMPS

Avenue du Bouchet 2
1209 Genève
Tél +41 22 575 80 50

www.letempsarchives.ch
Collections historiques intégrales: Journal de Genève, Gazette de Lausanne et Le Nouveau Quotidien.

INDEX
Avis de décès 18
Convois funèbres 18
Fonds 14, 16
Bourses et changes 16
Toute la météo 16

SERVICE ABONNÉS:
www.letemps.ch/abos
Tél. 0848 48 48 05 (tarif normal)



9 17714231396001

4 0 0 4 1

4 Forum des 100

La transformation écologique des villes: les Suisses disent oui, mais...

MUTATIONS Réalisée par l'institut M.I.S Trend à l'occasion du Forum des 100, qui se tient ce jeudi à Lausanne, l'étude Sophia confirme les attentes de la population en matière de transformation urbaine. Mais le fossé ville-campagne est loin d'avoir disparu

ALAIN JEANNET
@alainjeannet

Au plus fort de la pandémie, des images de science-fiction ont pu faire croire à l'exode des citadins vers les campagnes. Avec quelques mois de recul, ce scénario apparaît comme fantasmagorique. Selon toute probabilité, les projections des démographes devraient se réaliser. Et si la moitié des 7,8 milliards d'êtres humains vivent aujourd'hui dans les villes, ce pourcentage devrait augmenter à 70% lorsque la population mondiale s'élèvera à 10 milliards d'individus. Cette proportion est d'ailleurs déjà une réalité en Suisse.

L'enjeu écologique

À l'heure des dérèglements climatiques, la transition écologique se joue donc principalement dans les agglomérations urbaines, c'est presque une tautologie de le dire. Comme le montre le sondage de M.I.S Trend à l'occasion du Forum des 100, les villes sont perçues comme sources de dynamisme, d'emplois et riment avec diversité culturelle, divertissement et formation.... Elles constituent aussi les principales sources d'émissions de CO₂ et évoquent, aussi bien chez les leaders qu'au sein de la population, nuisances sonores, embouteillages, logements inabondables... Bref, les villes sont à la fois le problème et la solution. À la condition que les modèles urbains qui ont prévalu jusqu'ici soient remis en cause. Et c'est là que le bât blesse. Notre sondage montre que les leaders, surtout à gauche, sont très confiants dans

la capacité des villes à proposer les bonnes mesures pour assurer la transition écologique. La population est nettement moins positive comme en témoigne par exemple un grand scepticisme vis-à-vis des plans climat ambitieux présentés par plusieurs municipalités en Suisse romande. Cette retenue est d'autant plus marquée que près de la moitié des personnes sondées sont d'avis qu'ils contribueront à accroître encore les inégalités sociales. Un débat

30 km/h
La généralisation de la limitation de vitesse dans les villes est jugée nécessaire mais attise la colère.

d'ailleurs récurrent lors de la votation sur la loi sur le CO₂ cette année.

Pour les auteurs de l'étude, Corina Fleischhacker et Mathias Humery, chercheurs chez M.I.S Trend, les résultats de l'enquête mettent en évidence deux visions bien distinctes de la ville chez les sondés de gauche et de droite. Ils s'opposent tout particulièrement sur les questions de mobilité. «Cependant, écrivent-ils, c'est surtout le cas chez les leaders, le clivage gauche-droite étant moins fort au sein de la population. Ce qui implique parfois un décalage important entre ce que pensent les leaders, de gauche ou de droite, et leur électorat respectif.» On voit d'ici les ten-

sions s'accroître encore si les politiques climatiques ne font pas l'objet d'une consultation continue et d'une communication impeccable de la part des autorités.

L'UDC, qui évoque en boucle l'existence d'un fossé entre ville et campagne, a bien identifié ce qui irrite et inquiète bien au-delà de sa base électorale habituelle. Ainsi, comme le montre l'étude Sophia, la généralisation des zones 30 km/h engendre une grogne qu'il serait dangereux de ne pas prendre en compte. Comme la résistance à la diminution des places de parc. Tout aussi révélatrice, l'opposition marquée à l'interdiction des voitures à moteur thermique d'ici à 2030. Malgré la conversion spectaculaire à l'électrique de beaucoup de fabricants automobiles, le Grand Soir du zéro émission n'est pas pour demain.

Mais, comme souvent, les sondages révèlent une bonne dose d'ambivalence et pas mal de contradictions. On observe ainsi un soutien assez massif en faveur de la piétonnisation des centres-villes. Les systèmes d'autopartage, à condition qu'ils aillent de pair avec quelques incitations, recueillent de nombreux suffrages. Et le vélo électrique remporte un très large soutien, au contraire des trottinettes électriques, d'ailleurs, qui ne font pas très fort. Voilà pour l'anecdote.

Pour le retour de la nature en ville

De manière générale, on en appelle au retour de la nature en ville. D'accord pour la construction de tours, mais à condition qu'elle aille de pair avec la planification



d'espaces verts. On trouve aussi une appétence certaine pour ce qu'on appelle la ville «marchable» ou «du quart d'heure», c'est-à-dire où les services, le lieu de travail, les écoles... se trouvent idéalement à dix-vingt minutes à pied.

On sait donc que la densification urbaine va se poursuivre, il n'y a pas d'autre choix si l'on veut éviter le mitage du territoire. Chez les leaders surtout, les villes moyennes sont clairement désignées comme les plus adaptées à l'accueil de nouvelles populations dans une Suisse à 10 millions d'habitants.

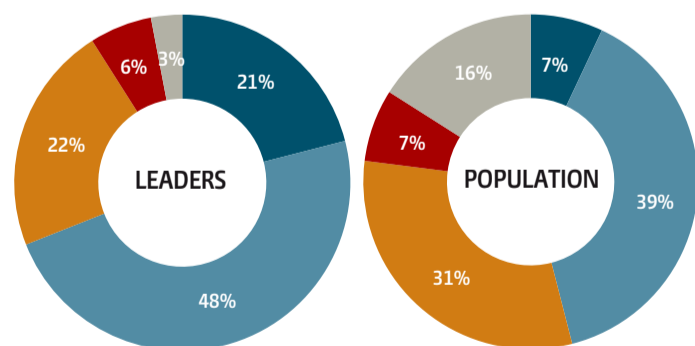
Et qu'inspire aux sondés la question sur l'existence d'une métropole lémanique? Ce concept, lancé il y a une trentaine d'années par certains urbanistes et sociologues, ne s'est concrétisé que pour un quart des Romands. En revanche, près de 50% d'entre eux estiment que, si cette métropole n'est pas

encore une réalité, elle le deviendra bientôt. Le signe que, pour une majorité, la région entre Genève et Montreux va continuer de se densifier.

Mais revenons aux changements immédiats induits par la pandémie. On se plaît à souligner, en France, le nombre croissant de Parisiens qui désertent la capitale pour aller s'installer dans des villes de province ou à la campagne. En Suisse, ce mouvement reste marginal. À la question: suite à la pandémie, avez-vous envie de changer de lieu d'habitation? seuls 6% des leaders répondent positivement et 16% de la population. Plus surprenant encore: cette proportion est pratiquement identique chez les sondés en zone urbaine et en zone dite «intermédiaire et rurales». Voilà ainsi démentie l'existence d'un exode des citadins. Les villes sont donc plus que jamais au cœur du changement de la société et de l'économie. ■

Pour les leaders d'opinion, les villes font partie de la solution

Face au défi climatique, certains considèrent que les villes seront plus une solution qu'un problème dans le futur. Vous-même, êtes-vous d'accord ou non avec cette opinion?



■ Tout à fait d'accord ■ Assez ■ Pas vraiment
■ Pas du tout d'accord ■ Ne sait pas

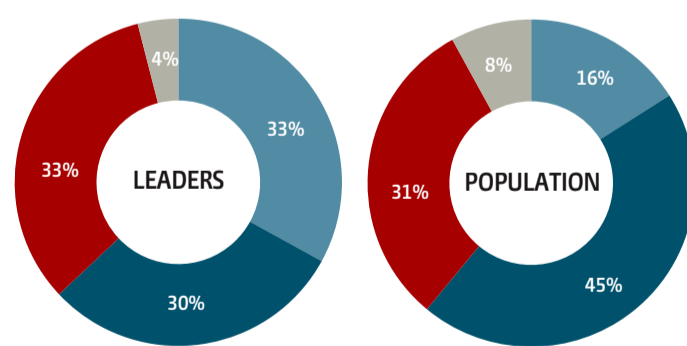
Les nuisances sonores, les embouteillages, les prix des logements, la pollution, le coût de la vie... Tels sont les cinq inconvénients principaux associés aux villes. Si une majorité de leaders pensent qu'elles offrent dans le même temps les solutions à ces problèmes civilisationnels, la population, elle, est moins optimiste. Les premiers sont ainsi sept sur dix à défendre cette position contre à peine 50% dans le grand public qui prévoit d'ailleurs presque dans les mêmes proportions que les villes suisses seront moins

INQUIÉTUDES

agréables à vivre dans dix ou quinze ans. Relevons que ce sont surtout les leaders de gauche qui créent cet écart avec la population, les leaders de droite étant plus en phase elle. On retrouve cet écart de manière encore plus marquée lorsqu'on demande aux sondés s'ils considèrent la concentration de la population mondiale dans les villes comme un danger ou une chance. Près de deux tiers de la population se révèlent inquiets. Alors que la proportion est très exactement inverse pour les leaders. ■

Les plans climat: surmonter scepticisme et inégalités

Plusieurs villes en Suisse ont des plans climat très ambitieux d'ici à 2030. De manière générale, pensez-vous que ce sont...



■ Des objectifs sincères et réalistes ■ Des objectifs sincères mais irréalisables
■ Des opérations électorales et peu réalistes ■ Ne sait pas

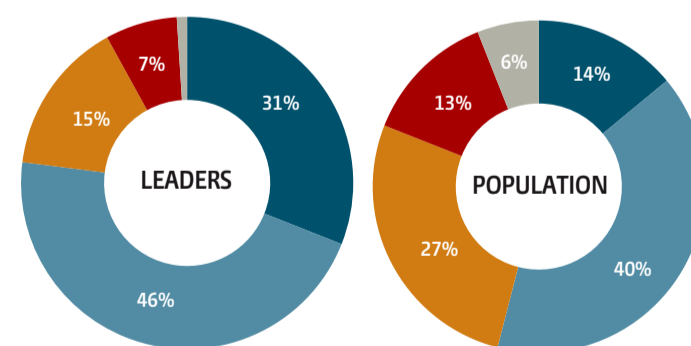
Les villes ne recouvrent que 2% de la surface de la terre. Mais elles occasionnent 70% des émissions de CO₂. Ce qui devrait garantir aux plans climat des villes un fort soutien. Notre sondage révèle que, aussi bien chez les leaders que dans la population, seule une minorité considère ces initiatives comme sincères et réalistes. L'optimisme n'est donc guère de mise. Plus précisément: un tiers des leaders et près de la moitié de la population estiment que les objectifs des

SINCÉRITÉ

dirigeants communaux sont sincères, mais irréalisables. Dans les deux catégories, 30% des sondés sont franchement négatifs. Sans surprise, le clivage gauche-droite est important, tout particulièrement chez les leaders de droite où la moitié des répondants considère ces plans comme purement électorales. En revanche, toutes les catégories se rejoignent pour dire que ces plans climat vont tendanciellement augmenter les inégalités sociales plutôt que de les amoindrir. ■

L'urbanisme durable au défi des constructions en hauteur

Etes-vous favorable ou non à la construction de grandes tours en milieu urbain pour répondre aux problèmes d'aménagement du territoire?



■ Très favorable ■ Assez ■ Pas vraiment
■ Pas du tout favorable ■ Ne sait pas

Les grandes tours ont plutôt bonne presse chez les leaders, près de huit sur dix étant favorables à de telles constructions, 31% étant même convaincus. La population est beaucoup plus mitigée avec 40% d'avis négatifs et 14% d'enthousiastes. Dans les deux catégories, les Allemands sont beaucoup mieux disposés que les Latins. Les leaders sont majoritairement favorables quelle que soit leur orientation politique, mais ceux de droite le sont tout de même un peu plus que ceux de gauche, différence

RENOUVELABLE

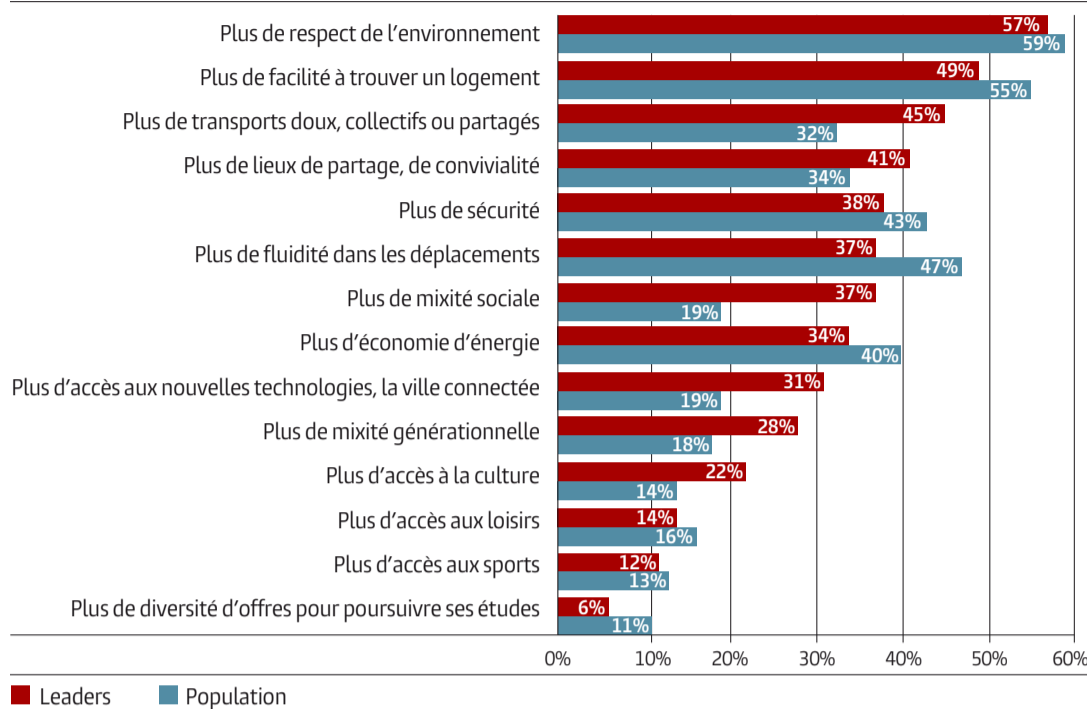
que l'on retrouve dans le grand public. Ce relatif soutien aux tours se double d'une forte appétence pour un urbanisme durable (sauf chez les leaders de droite). Ainsi la construction au sein des villes de ce qu'on appelle des villages verticaux en rehaussant les bâtiments existants pour créer de nouveaux logements. L'obligation d'installer des dispositifs végétalisés et de production d'énergie renouvelable. Forte majorité aussi en faveur de subventions pour la conception, la construction et la gestion d'immeubles verts. ■



Les villes moyennes sont clairement désignées par les Suisses comme les plus adaptées à l'accueil de nouvelles populations. (HIROSHI WATANABE/GETTY IMAGES)

Unanimité en faveur d'un retour de la nature en ville

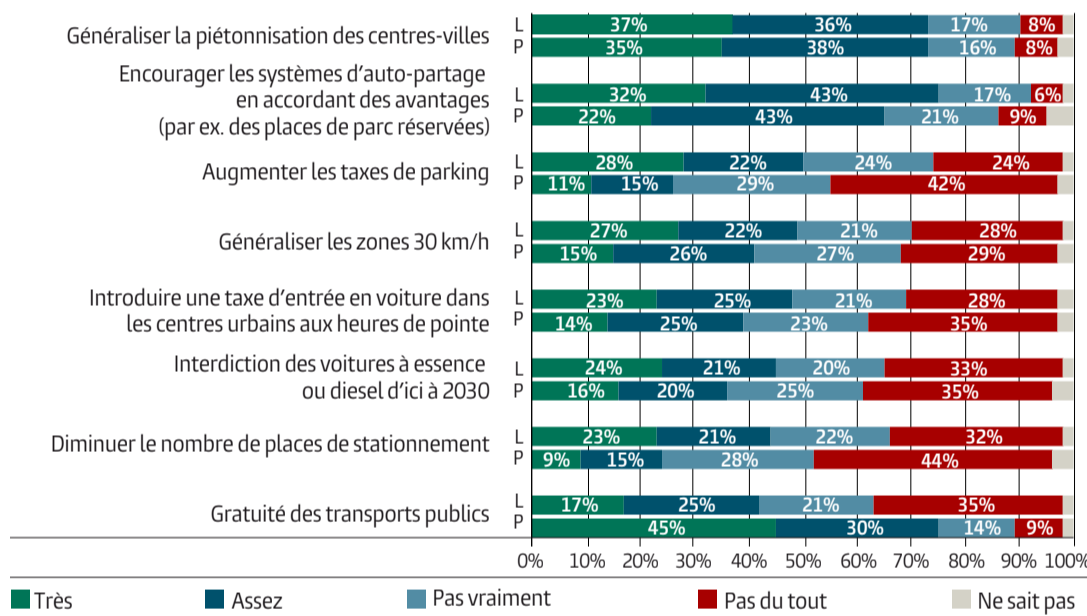
Si vous aviez le pouvoir de changer la ville, quelles seraient vos cinq priorités?



Leader et population sont d'accord sur le fait que la principale priorité des villes doit être le respect de l'environnement. En deuxième, c'est clairement l'accès au logement qui doit être amélioré. En revanche, pour les autres dimensions de la vie urbaine, on observe de sérieux clivages. Les leaders placent le besoin de transports doux et l'existence de lieux de partage en troisième et quatrième positions. Le grand public attend, lui, prioritairement plus de fluidité dans les déplacements et plus de sécurité. Une plus grande mixité sociale apparaît comme un objectif souhaitable à près de 37% des leaders et à 19% de la population. Un sérieux clivage, donc, que l'on observe aussi à propos de l'offre culturelle. Très spectaculaire, le besoin de nature apparaît très nettement dans les réponses apportées à plusieurs autres questions du sondage. Ainsi deux tiers des leaders et du grand public jugent essentiels l'existence d'espaces verts ainsi que la végétalisation de l'espace urbain. ■

Ovation pour la piétonnisation

Voici ci-dessous quelques idées que l'on entend parfois ou déjà mises en œuvre concernant la mobilité en milieu urbain; pour chacune, veuillez indiquer si vous y êtes favorable ou non.



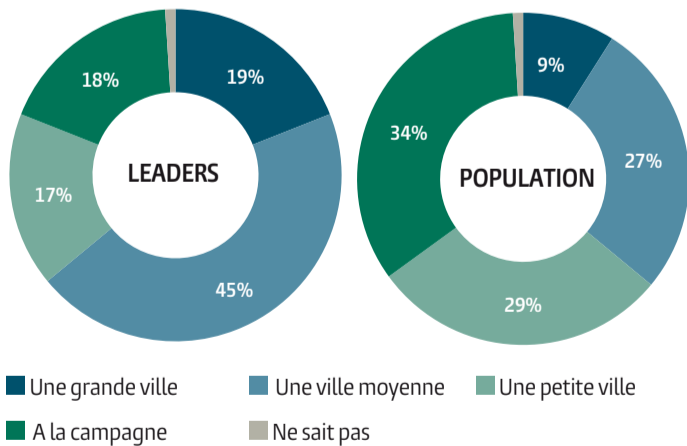
Seules deux propositions recueillent une claire majorité dans les deux catégories: la piétonnisation des centres-villes et l'encouragement des systèmes d'autopartage. Sept sondés sur dix répondent positivement. Dont une moitié d'enthousiastes. La plupart des autres idées divisent les leaders en deux camps presque égaux, avec dans la population une assez nette résistance aux mesures visant à vider les villes des voitures, au moins celles à moteur thermique. Soit l'augmentation des taxes de parking (refus de près des trois quarts de la population); la généralisation des zones 30 km/h; les péages urbains. L'interdiction des voitures à essence ou à diesel d'ici à 2030 rencontre, elle aussi, un rejet assez clair. Comme la diminution du nombre des places de stationnement (72% de la population). La gratuité des transports publics rencontre, en revanche, un large soutien de la population qui contraste avec l'opposition des leaders. Y compris ceux de gauche, qui se trouvent ainsi en net décalage avec leur électoral. ■

FICHE TECHNIQUE SOPHIA 2021

L'étude Sophia 2021, lancée et menée par M.I.S Trend, Institut de recherches économiques et sociales, à Lausanne et à Berne, s'adresse chaque année à deux cibles distinctes. D'une part, le grand public, à raison de 542 Romands, 526 Allemands et 212 Tessinois, représentatifs de la population âgée de 18 ans et plus. Ces 1280 personnes ont été interrogées au moyen d'un questionnaire auto-administré par internet du 11 au 24 août 2021. Sophia consulte en outre 300 leaders d'opinion qui développent leur activité en Suisse. Ils sont détectés en raison de leur réflexion sur le présent et l'avenir de la Suisse, des messages qu'ils diffusent et de la place qu'ils prennent dans la vie publique suisse. Par souci de représentativité, ils appartiennent au monde de l'économie, de l'administration, de la science et de l'éducation, de la culture et de la politique. Ils sont Latins ou Allemands, un tiers a un rayon d'action international et exerce un mandat politique au niveau communal, cantonal ou fédéral. Ils ont été consultés de juin à août 2021 à l'aide d'un questionnaire en ligne ou sur papier. ■

Les villes moyennes mieux armées pour la transition

Si vous pouviez choisir, préféreriez-vous vivre dans...



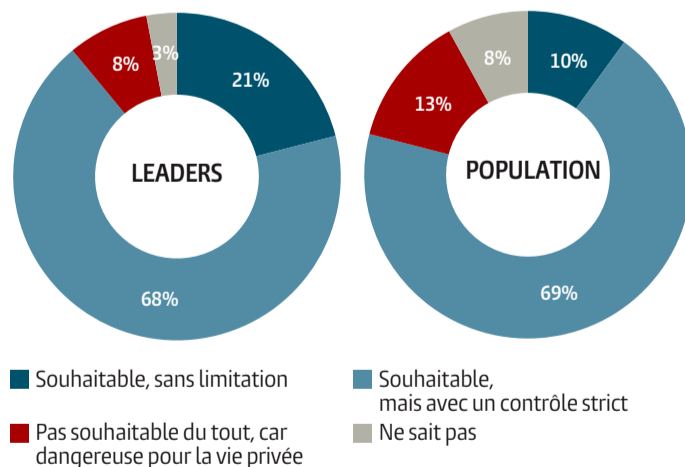
La ville moyenne recueille le plus de suffrages chez les leaders. La moitié d'entre eux considère d'ailleurs que la croissance de la population doit se localiser de préférence dans les villes moyennes. Ce qui est également le cas dans le grand public, mais de façon moins nette. On observe la même tendance dans d'autres pays, le terme «moyen» paraissant probablement rassurant. Par ailleurs, pour les leaders, les villes moyennes sont clairement celles qui s'adapteront le mieux au défi climatique. Dans la popu-

TERRITOIRE

lation, on est très partagé entre les villes moyennes, les petites villes et la campagne. Assez logiquement, les citoyens penchent plutôt pour les villes, quelle que soit leur taille. Toujours aussi logiquement, deux tiers des habitants des zones dites intermédiaires et rurales nourrissent un penchant pour la campagne. Le sondage montre aussi nettement que les sondés sont globalement satisfaits du lieu où ils vivent. Ainsi, seuls 6% des leaders et 16% du grand public aspirent à un changement d'environnement. ■

Les Suisses, technophiles et protecteurs de leurs données

Les technologies numériques offrent des possibilités de meilleure gestion des villes. Voilà pourquoi on parle de «villes intelligentes». Pensez-vous que leur utilisation généralisée soit...



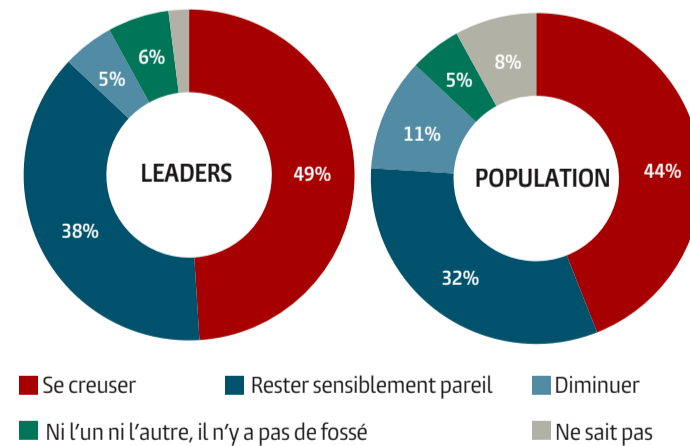
Les leaders surtout, mais aussi la population, sont majoritairement confiants quant à l'efficacité des nouvelles technologies pour améliorer la qualité de vie en milieu urbain. Notamment dans les domaines de la mobilité, de la tarification des services urbains (eau, électricité...), de l'administration publique et de la participation des citoyens... Pour une fois, la gauche et la droite expriment le même avis. Tout en restant relativement prudents. En effet, seuls deux répondants sur dix chez les leaders et 10%

MOBILITÉ

de la population prônent un recours sans limitation aux technologies numériques. Ce qui explique aussi qu'une forte majorité souhaite que la digitalisation aille de pair avec un contrôle strict. Logiquement, une très large majorité dans toutes les catégories craint ainsi une utilisation abusive des données à des fins commerciales ou de surveillance. Au niveau régional, les Romands semblent globalement encore plus préoccupés que les Allemands et les Tessinois. ■

Le fossé helvétique ville-campagne se creuse encore

On évoque depuis quelques années, mais notamment après les dernières votations fédérales, un fossé ville-campagne. Pensez-vous que dans les dix-quinze prochaines années, ce fossé va plutôt...



Les leaders et la population sont sur la même longueur d'onde: près de la moitié des personnes sondées estiment que le fossé ville-campagne se creusera à moyen terme, alors que les optimistes sont très peu nombreux. Un avis majoritaire dans tous les sous-groupes. Les leaders de droite se révèlent plus négatifs que les autres. Curieusement, lorsqu'on pose la question d'une représentation accrue des villes au plan fédéral, où vivent près deux tiers de la population suisse, par exemple

FINANCES

en leur garantissant un ou deux sièges au Conseil des Etats, une opposition claire se fait jour. Notamment chez les leaders. De même, une majorité se dégage contre la mise à disposition de moyens financiers supplémentaires au profit des villes venant des cantons, de la Confédération ou de la Banque nationale suisse (BNS). Les leaders de gauche se distinguent toutefois, puisque respectivement sept et six leaders sur dix souhaitent ce soutien cantonal et fédéral accru. ■

6 Forum des 100



(LAURENT GILLIÉRON/KEYSTONE)

A Vevey, la force du marketing

RECONVERSION En vingt ans, la cité ouvrière anciennement sinistrée est devenue hautement désirée. Sans s'épargner un corollaire inévitable: la gentrification

BORIS BUSSLINGER
@BorisBusslinger

Vevey. Contempler les peupliers qui bordent la place du marché, boire un verre à la Guinguette, manger une cervelle au 10 août, longer les halles des ateliers mécaniques (ACMV), danser au Toit du monde ou aux Temps modernes... C'est fini. Ces lieux n'existent plus que dans la mémoire des vieux jeunes comme moi et de leurs aînés. Rien de plus qu'un souvenir.

Les arbres ont été rasés, la Guinguette et les ACMV ont fait place à des quartiers d'habitation et, de centre alternatif, le Toit du monde est devenu un centre commercial. Quant au 10 août, c'est désormais un Starbucks. En vingt ans, la démographie s'est envolée avec le niveau de vie et de nombreux cols-bleus ont déteint vers le blanc. La ville a changé. Ma ville. L'occasion pour le local de l'étape de revenir sur cette mutation.

«Redonner vie aux friches»

Face à la Veveysse, un rempart d'immeubles aux balcons bleutés sent le neuf. Oubliée l'industrie lourde des ateliers mécaniques, le «crash» de 1992, l'effondrement des recettes fiscales, la montée du taux de chômage à 13% – record national à l'époque. Les halles ont fait place à une centaine d'appartements, un bureau d'ingénieur, un bureau d'audit, un dentiste, un studio de pole dance. Vevey a repris du poil de la bête, même si pour certains l'animal est devenu trop pomponné.

«Les punks sont bel et bien partis. La gentrification est indéniable»

STEFANO STOLL, DIRECTEUR DU FESTIVAL IMAGES VEVEY

«Quand la bulle immobilière du début des années 1990 a explosé, Vevey a perdu environ 10% de ses places de travail, conte Laurent Ballif, syndic entre 2006 et 2016. Le coup a été rude. Face au marasme, la ville aurait pu se recroqueviller en attendant que quelque chose se passe, comme l'a fait Yverdon. Ou innover.» La municipalité choisit la deuxième solution et, entre 1995 et 2000, elle conclut ce que Laurent Ballif appelle des «contrats de confiance» avec les milieux alternatifs «pour redonner vie aux friches mortifères». L'idée fait grincer quelques dents mais s'impose. Et lance une nouvelle dynamique.

Le miracle générationnel

Coup de chance, un autre événement intervient en 1999, le plus veveysan d'entre tous: la Fête des Vignerons. «On savait qu'elle aurait lieu quoi qu'il arrive, car son financement ne dépendait pas de la ville. Ça a donné un horizon aux habitants. Et de quoi voir la ville en positif.» La Confrérie va de l'avant, un metteur en scène est choisi, la proclamation officielle du spectacle a lieu, le croquis de la future arène

prend forme. La culture traditionnelle déploie ses ailes aux côtés de l'alternative et – miracle – une partie de la sinistrose s'estompe.

En parallèle, la ville développe une stratégie de marketing urbain. En 1998, les armoiries jaunes et bleues font place à... un logo. Carré bleu décomposant Vevey en deux syllabes, souligné d'un slogan accrocheur: «ville d'Images». Connue dès le début du XVIIIe siècle pour ses impressions d'almanachs et estampes vantant la beauté de la région avant de faire tourner ses presses pour les catalogues Nestlé, la petite cité revient à ses classiques. D'autant qu'elle dispose d'une école de photo réputée, d'un festival du film de comédie et, surtout, d'un cadre exceptionnel.

La fin des bières bon marché

«Pour valoriser la ville, nous avons subventionné tout ce qui mettait en valeur le patrimoine bâti», dit Laurent Ballif. Cependant la sauce peine à prendre. «Je me souviens d'un graffiti sur une pancarte «Vevey ville d'images» qui disait «comme toutes les autres», raconte Stefano Stoll, directeur du Festival Images Vevey, créé dans les années 1990. Ça m'avait marqué. Après plusieurs éditions, même les Veveysans ne s'étaient pas approprié le label. Il fallait agir pour amener un concept fédérateur et identitaire.»

L'idée vient aux créatifs de sortir les photos des salles d'expositions pour en recouvrir les bâtiments. Et le succès est au rendez-vous. A tel point que vingt ans plus tard, le serpent culturel se mord la queue. «Durant le festival, les gens découvrent de lieux insolites, dit Stefano Stoll. Et souvent lors de l'édition suivante, les locaux ont été achetés. Comme si la biennale participait au développement de la ville malgré elle. Si des Veveysans nous lisent, nous sommes presque à sec pour exposer en intérieur!»

Sous l'effet conjugué d'une revalorisation de la ville, d'une reprise économique et de l'intérêt des Lausannois pour cet îlot calme situé entre la capitale vaudoise et les montagnes, l'ère des bières bon marché a pris fin. Du moins en partie. Depuis les années 2000, les centres alternatifs s'effacent, au profit de locatifs et autres centres commerciaux. Une gentrification accélérée est-elle en marche?

«La ville possède une centaine d'immeubles à loyer modéré, 1000 places en garderie et offre un filet social important, tempère Laurent Ballif. La mixité y est toujours d'actualité.» Toutefois la plupart des punks sont bel et bien partis et la gentrification est indéniable, considère Stefano Stoll: «C'est désormais le plus grand défi qui menace notre biennale, qui a jusqu'ici tiré profit des espaces disponibles en ville.»

Sous les cols blancs...

Boboïsée ou non, les deux hommes l'assurent cependant: «La ville a gardé son esprit underground». Car, disent-ils, «les Veveysans sont curieux et créatifs de nature.» Ce n'est pas Yvan Luccarini qui les contredira, nouveau syndic décroissant anciennement joueur de billard, imprimeur, facteur et vendeur en épicerie. L'anticonformisme a de l'avenir. Même si la menace vient parfois de l'intérieur.

«Les gentrificateurs sont souvent des locaux recherchant un lieu de vie économe proche de ce qu'ils connaissent déjà, notamment en tant qu'étudiants, tout en s'enrichissant progressivement», écrit le professeur britannique Tim Butler, spécialiste du phénomène. Sous les nouveaux cols blancs, il y a sans doute quelques tatouages. ■

Métamorphoses urbaines

#LETEMPSAVÉLO Les journalistes du «Temps» terminent leur tour du pays. Récit des transformations du pays. Récit des r



A Zurich, les révolutionnaires intransigeants

PIÉTONNISATION Dans la plus grande ville de Suisse, tout le monde veut favoriser le vélo mais, à la fin, c'est toujours le lobby automobile qui gagne. Grâce à un vieil enchevêtrement de lois et de règlements et au manque de courage des autorités. Les cyclistes se reprochent d'avoir été trop gentils et songent à la désobéissance civile

CAROLINE CHRISTINAZ
@caroline_tinaz

Pete Mijnsen rit. Si le rédacteur en chef du magazine *Velojournal* édité avec l'association Pro Velo s'esclaffe soudainement sous nos yeux, c'est parce qu'on vient de lui demander si Zurich était une ville accueillante pour les cyclistes. En réalité, l'homme rit jaune et sa réponse est claire: «Non!»

Il nous a donné rendez-vous en milieu d'après-midi sur un bras de terre au milieu de la Sihl. Evidemment, il arrive à vélo. Il commande un café sans sucre et fait rapidement part de son amertume: «A Zurich, le problème, c'est le légalisme», commence-t-il.

Depuis 1993, quand il a créé le périodique tiré aujourd'hui à 22 000

exemplaires, ce cycliste à la vie comme à la ville n'a pas cessé de se battre pour offrir à la petite reine une place décente dans les rues de sa métropole. «On a eu beaucoup de belles idées, se souvient-il. Ça a demandé beaucoup d'énergie. Aujourd'hui, nous attendons des résultats concrets.»

L'homme passe en revue la série d'initiatives communales destinées à réclamer davantage de mobilité douce dans la ville la plus peuplée de Suisse. Il évoque le Masterplan Velo, un programme d'encouragement pensé en 2012 par la municipalité, dont l'objectif est de doubler le nombre de trajets effectués à vélo d'ici à 2025. Il pense à la promesse faite par ces mêmes autorités en 2016 de créer des pistes cyclables rapides larges de près de 5 mètres sur lesquelles les cyclistes auraient la priorité. Il relève qu'en septembre dernier la population a de surcroît clairement approuvé une initiative appelant la ville à créer 50 kilomètres de «routes pour vélo» sur lesquelles, sauf exception, les voitures n'auraient pas l'autorisation de rouler.

Et bien sûr, il aborde l'initiative vélo acceptée en 2018 par tous les cantons et 73,6% de la population suisse qui

visait à inscrire les pistes cyclables dans la Constitution. A ses yeux, il n'y a aucun doute: «Le peuple aspire à plus d'infrastructures pour les vélos. Les autorités doivent donc agir. Mais tout est compliqué.»

Casse-tête urbain

Quelques heures plus tôt, dans les bureaux de Pro Velo, Andrea Freiermuth, responsable de la communication de l'association, pointait justement du doigt des articles de loi qui paralysent la majeure partie de ses actions. Le *Parkplatzkompromiss* ou compromis des parkings, voté en 1996 par le conseil municipal zurichois, figure parmi ses exemples. Dans l'idée de rendre le centre-ville plus attractif pour les piétons, il vise à déplacer les places de stationnement de surface vers les parkings souterrains. «Il impose toutefois que, sur la base d'un recensement de 1990, le nombre total de places ne soit pas affecté», précise la cycliste.

En 2017, l'inscription à la Constitution cantonale zurichoise de l'article baptisé «anti-embouteillage» met, lui-aussi, des bâtons dans les roues des militants pro-vélo. Il impose pour sa part de systématiquement devoir trouver un moyen de compenser

aines et helvétiques

de Suisse à vélo. Au fil de leurs rencontres, ils n'ont cessé de raconter mutations de trois villes emblématiques



(ROGER SZILAGYI/KEystone)

geants de la «Petite Reine»

une réduction de trafic instaurée sur une route nationale. «A Zurich, où les routes cantonales et communales s'entremêlent, réduire le trafic de l'une d'entre elles au profit d'une piste cyclable est par conséquent un véritable casse-tête», relève Andrea Freiermuth. Pour l'activiste, la ville étouffe sous le lobby de la voiture.

Pourtant, la petite reine a gagné en popularité ces dernières années. Les porte-paroles de Pro Velo ont vu au fil des décennies leur communauté s'élargir à tous les âges et toutes les classes sociales. L'inauguration en 1998 des itinéraires nationaux cyclables SuisseMobile a, à leurs yeux, permis à la population de réaliser que le vélo n'était pas qu'un phénomène. L'emballement pour le vélo électrique a aussi donné un nouveau souffle à la promotion des pistes

«Les cyclistes sont plus nombreux, mais beaucoup roulent mal»

TOBIAS SCHÄR, CODIRECTEUR DE VELOBLITZ

cyclables. Mais selon la NZZ, cela a aussi contribué à multiplier par deux, depuis 2012, le nombre d'accidents impliquant des cyclistes dans les rues de Zurich. «Les infrastructures ne suivent pas, constate Andrea Freiermuth. Il est urgent d'améliorer cette situation.»

En selle du matin au soir, Tobias Schär, codirecteur de Veloblitz, l'entreprise de coursiers à vélo née en 1989, partage les mêmes observations. Il témoigne par ailleurs d'une atmosphère tendue sur les routes de sa cité et pointe du doigt des comportements inadéquats de nouveaux usagers. «Les cyclistes sont plus nombreux, mais beaucoup roulent mal, affirme-t-il. Certains croient que le fait d'être à vélo permet de transcender les règles. Rouler à vélo électrique sur les trottoirs, par exemple, est un non-sens. Tout comme utiliser un appareil qui monte à 45 km/h en pleine ville, d'ailleurs. Cela ne favorise pas la cause des cyclistes en ville.»

Plus de radicalité

Les administrations zurichoises sont sous pression. «Les politiciens ne veulent pas se mouiller, le conseil municipal n'en fait pas assez. En règle

générale, on manque de courage, fulmine Pete Mijnsen. Ces dernières années, nous avons été trop gentils dans l'espoir que nous allions ainsi obtenir des résultats. Je pense désormais qu'il faut être plus radical.» Le rédacteur en chef du *Velojournal* prône-t-il par conséquent la désobéissance civile? «J'y songe sérieusement», admet-il.

La demi-mesure ne convient plus à ce père de famille. Il salue la mise en place de pistes cyclables temporaires «pop-up», dont notamment les cyclistes du canton de Vaud ont bénéficié pendant le confinement. Quant à l'avenir de sa ville, il ne voit désormais plus qu'une seule solution. «La population ne va pas cesser d'augmenter dans les prochaines années. Pour conserver un environnement sain et vivable, il faut fermer le centre-ville à la circulation automobile. Ramener les vélos en ville ne fonctionnera que si on remplace les voitures.»

Il se lève. Il doit nous laisser. Une manifestation de cyclistes réclamant plus de place et de sécurité sur les routes zurichoises débute. En mai, lors d'une *critical mass*, ils étaient plusieurs milliers à battre le bitume de la cité. ■



(SEDRİK NEMETH POUR LE TEMPS)

A Sierre, élan et enthousiasme

AUDACE Avec son association Satellite, Nicolas Fontaine, paysagiste, codirecteur d'une entreprise de robotique, transforme la vie des Sierrois. Ses jardins communautaires, ses ateliers de formation aux technologies, ses moutons vagabonds dans les quartiers ont créé un formidable élan, durable qui plus est

ALEXANDRE DEMIDOFF
@alexandredmiff

«Soldat Fontaine, sautez!» Ce jour-là, au milieu de l'azur, Nicolas Fontaine, 19 ans à l'époque, se jette dans le vide. Une poignée de secondes, il fuse comme Peter Pan, dont il a le physique fluide et insolent. Puis son parachute s'ouvre comme une pivoine ébouriffée. A 4000 mètres d'altitude, la Terre change de texture. L'enfant de Nuvilly, dans le canton de Fribourg, réalise alors son rêve, au sein d'une unité d'élite de l'armée suisse: voler.

Cette panique d'un instant, cette symphonie éolienne, Nicolas Fontaine les raconte sur un canapé au cuir fripé, dans son QG de Sierre, avenue Max-Huber, à 300 mètres de la gare. Il vous reçoit au Stamm, qui tient à la fois du salon alternatif, de la salle de débat volcanique, de l'atelier de mécano, de la planque pour activistes utopiques. Ce repaire est le cœur de Satellite, l'association qu'il a créée en 2017. Son but? «Favoriser le vivre-ensemble», explique son fondateur, expression vague qui ne laisse pas deviner le foisonnement d'actions qui sont en train de modifier un biotope citadin où le poète Rainer Maria Rilke avait ses habitudes dans les années 1920.

A travers Satellite et sa centaine de membres, Nicolas Fontaine, 30 ans depuis vendredi dernier, a déjà monté des jardins urbains où chacun est appelé à choyer son arbre. Il a aussi disséminé des moutons dans des quartiers, ouvert un atelier où apprivoiser les arcanes de l'électronique, comme de réparer un smartphone patraque. Sus à l'obsolescence programmée! Il propose encore une bibliothèque où emprunter une perceuse, une machine à café ou un vélo électrique. Bref, tout cela ne fait pas encore une révolution, mais sous-tend un élan durable et enthousiasmant, note Alexandre Doublet, metteur en scène qui a codirigé le Théâtre Les Halles de Sierre.

La quête du parachutiste

«Le saut en parachute, c'est une dose d'adrénaline, quand tu ouvres la porte de l'avion, c'est tellement cool, confie en ce début de matinée Nicolas Fontaine, qui codirige avec trois amis Workshop.4.0, entreprise spécialisée dans l'impression 3D, dans le show et l'intégration robotique. Mais j'ai vieilli et je réalise que je peux vivre ce frisson autrement. Créer une société, c'est comme se jeter dans le vide à 4000 mètres. Entreprendre, c'est risquer de se brûler les ailes, comme les personnages de la série sud-coréenne *Squid Game*, qui croulent sous les dettes et se retrouvent embarqués dans un jeu mortel. Moi, je fais en sorte de n'avoir aucune dette.»

«Nicolas Fontaine est un phénomène, souligne Isabelle Bagnoud Loretan, rédactrice en chef du *Journal de Sierre*. Il faut le voir se promener avec Spot, ce robot chien conçu par une boîte américaine. Avec Satellite, il donne du souffle à une ville qui financièrement a touché le fond et qui se relève à travers ce genre d'initiative. Il ne tient pas de grands discours, il agit et fait en sorte que la vie devienne ici plus agréable. Allez voir ce qui se passe à l'Antenne, sur l'avenue Max-Huber, elle aussi. Dix artistes y partagent un espace, sur deux étages, pour un loyer riquiqui. C'est Nicolas qui a rendu cela possible.»

A l'Antenne, donc, le photographe Samuel Devantéry, 29 ans, salue l'efficacité de ce touche-à-

tout. «J'ai contacté Nicolas et il nous a aidés. Nous avons ouvert en janvier cet endroit où cohabitent des plasticiens, un vidéaste, un styliste et une officinante laïque.» Gary Germanier, qui a rompu avec son métier de comptable pour vivre sa passion de la couture, décrit ainsi leur allié. «C'est un pyromane. Il vient, il allume et il part. Il ne s'investit pas à la place des autres.»

Mais au fond, pourquoi Nicolas Fontaine, paysagiste de formation, fils d'un infirmier naturopathe et d'une gestionnaire, a-t-il choisi Sierre pour se déployer? «Un coup de bol, confesse-t-il. Un copain me dit: «Fontaine, Fribourg en parachute, c'est moche, rejoins-moi en Valais.» Je n'avais pas une thune, pas de taf et je me suis installé à la Cité du Soleil, une colocation de 72 personnes où j'habite toujours. Avec un gars, j'ai créé une société de paysage, Balet & Fontaine – Lumières et Jardins. Puis j'ai quitté la boîte et lancé l'association Satellite, qui est une manière de donner une autre forme à l'avenue de la colocation. L'avantage de Sierre, c'est qu'elle offre des opportunités à un jeune comme moi. Il y a eu un esprit ici qui s'est traduit dans les années 1990 par le Festival de BD. Il ne demande qu'à être rallumé.»

Vert, social et PLR

Entreprendre pour fédérer par-delà les chapeaux. C'est la ligne de cet hyperactif, inadapté au système scolaire, naguère en pétard contre toute forme d'autorité, mais structuré par l'armée avec laquelle il a fini par se fâcher. Dans cette veine, il créait, il y a un an, sous l'égide de Satellite, Les Communs, un *makerspace* où le moins technophile peut se familiariser avec la gravure laser, l'impression 3D, la soudure. «Nous voulons transmettre des savoirs», explique-t-il. Sa motivation, poursuit-il, c'est de faire le bien. Pas l'argent, en tout cas, jure-t-il. «Je n'ai pas besoin de beaucoup, je me suis offert une Tesla, j'aime bien manger, mais pas forcément dans des restaurants gastronomiques, et je vis toujours en colocation. Ce qui m'anime, c'est l'amour de cette ville et de ses habitants. J'ai envie de me battre pour ça.»

Satellite, ce serait donc ça: une galaxie où gravitent femmes et hommes de bonne volonté. Politiquement, Nicolas Fontaine affirme qu'il est très Vert, très social, très PLR aussi, qu'il a de l'affection pour l'ancien conseiller fédéral UDC Adolf Ogi, depuis ce 1er janvier 2000 où il l'a vu à la télévision brandir un sapin comme symbole du pays. «J'aime ne pas être calculable. A la Jeune Chambre de Sierre, mes collègues peinent à me classer.»

L'ombre du «Seigneur des anneaux»

Quand Spot lui lâche les basques, quand il parvient à refuser une sollicitation – «Mon drame, c'est que je ne sais pas dire non» –, il monte à Derborence où il retrouve un copain berger. Dans les pâturages, il se souvient du jardin extraordinaire de ses parents à Nuvilly, des 850 espèces de plantes qui font les malignes sous le soleil, de la centaine de tisanes qu'elles offrent au visiteur, des lapins indolents et des poules farceuses, un pays de Cocagne où il voudrait finir ses jours, soufflet-il. Il a une pensée aussi pour les héros de son adolescence, Harry Potter, et plus encore Aragorn le valeureux, le chef des rôdeurs dans *Le Seigneur des anneaux*, l'ami des elfes et de Gandalf le magicien.

«Nicolas, comment vous projetez-vous dans cinq ans? Vous imaginez-vous avec une famille?» «J'y songe, mais j'ai les jetons. Ce qui est sûr, c'est que je veux m'engager pour cette ville. J'en suis amoureux et je suis un guerrier.» Tête baissée sur le divan, l'Aragorn de Sierre parle ainsi. Il donne envie de s'envoler avec lui. Les elfes ont de sacrés pouvoirs. ■

8 International

«Pour protéger la forêt tropicale, il faut des compensations»

FORUM DES 100 La ministre de l'Environnement de la RDC, Eve Bazaiba Masudi, appelle les pays industrialisés à financer les barrages de son pays pour réduire la pression sur le second poumon vert de la planète après l'Amazonie

SIMON PETITE
@SimonPetite

Ministre de l'Environnement de l'immense République démocratique du Congo (RDC) et vice-première ministre depuis avril dernier, Eve Bazaiba Masudi interviendra jeudi au Forum des 100 sur «les villes au cœur du changement», organisé par *Le Temps*. En novembre prochain, elle mènera la délégation de son pays à Glasgow pour la COP26, la vingt-sixième conférence des Nations unies sur le climat, qui s'annonce cruciale pour l'avenir de la planète. Rencontre.



«Les Etats industrialisés doivent investir dans les pays qui ont des solutions contre le réchauffement»

EVE BAZAIBA MASUDI

financer des gouvernements, mais des services à l'humanité.

Est-ce aussi parce que vous ne parvenez pas à financer votre projet Inga III, un méga-barrage sur le Congo? C'est vrai, nous ne sommes pas encore parvenus à financer ce projet qui nous tient à cœur, même si nous avons d'autres projets plus petits sur des affluents du Congo. Nous pouvons aussi construire les quatre turbines graduellement. Mais la donne a aujourd'hui changé. Il y a une prise de conscience de l'urgence climatique et de la nécessité de protéger les forêts. Les discours des pays et des entreprises qui polluent ne suffisent plus. Nous les appelons à devenir des partenaires du barrage d'Inga.

Cet appel s'adresse-t-il aussi à la Suisse, un pays de barrages? Oui, bien sûr. Nous sommes intéressés par l'expertise suisse. J'ai d'ailleurs invité l'ambassadeur suisse lors d'une randonnée au bord du fleuve samedi dernier avec d'autres représentants de pays partenaires de la RDC.

A Glasgow, allez-vous aussi vous engager sur des réductions de gaz à effet de serre? Nous viendrons positivement dans le concert des nations. Même si nos émissions sont modestes, nous nous engageons à les réduire de 21% : 19% à condition que nos engagements puissent être financés et 2% inconditionnellement. Le gouvernement congolais va instaurer une taxe carbone. Nous avons aussi l'ambition de réduire, voire de bannir, l'agriculture sur brûlis, mais cela nécessite des fonds d'adaptation.

Pourquoi avez-vous récemment mis fin au moratoire sur de nouvelles concessions d'exploitation forestière? Le moratoire était en place depuis dix-neuf ans. C'était une situation provisoire qui n'avait pas vocation à devenir permanente. Nous

avons mis fin à ce moratoire, car nous avons pris des mesures plus contraignantes pour gérer la forêt congolaise de manière durable. Le gouvernement a suspendu les exportations du bois qui n'est pas transformé en RDC. Nous allons revoir toutes les concessions forestières. Nous n'hésiterons pas à retirer celles qui ont été accordées illégalement. Nous nous pencherons aussi sur les concessions accordées à but de conservation pour capter des crédits carbone. La levée du moratoire ne servira pas à brader la forêt congolaise. Depuis ma décision, cet été, je n'ai accordé aucune nouvelle concession. Nous réfléchissons aussi à élargir les zones totalement protégées pour mieux préserver la biodiversité.

Comment vous y prenez-vous pour réguler les activités des géants miniers qui menacent l'environnement? Je suis allée récemment dans la région minière du Haut-Katanga. Quand j'ai découvert sur une mine de cobalt des bassins d'acide sulfurique pour nettoyer les minerais, j'ai fait fermer ces bassins. J'ai fourni un rapport à mon collègue ministre des Mines, ministère dont j'ai la coordination en tant que vice-première ministre. Ce dernier a suspendu les concessions de ces entreprises. Il s'agissait malheureusement de nos amis chinois. Ces sociétés n'ont rien à voir avec le gouvernement de Pékin et baignent souvent dans l'illégalité. Je me suis aussi rendue dans des mines de Glencore [société basée en Suisse, ndlr]. J'ai dû retourner à Kinshasa pour une urgence mais j'y reviendrai. De manière générale, le gouvernement n'hésitera pas à retirer des concessions si nécessaire.

Qu'attendez-vous de votre participation ce jeudi au Forum des 100 sur les villes? C'est un marché d'échange d'expériences. Je suis à la recherche de solutions en Suisse, notamment dans la gestion des déchets, et aussi d'investisseurs. Nos besoins sont énormes. Notre capitale Kinshasa comptait moins d'un demi-million d'habitants à l'indépendance. Aujourd'hui, la population de la capitale compte 17 millions d'habitants, mais les infrastructures n'ont pas suivi.

Pourquoi avez-vous rejoint le président Félix Tshisekedi malgré les doutes sur la régularité de son élection? Nous sommes un parti politique, pas un syndicat ou une ONG. Nous avons fait un choix pragmatique de rejoindre la nouvelle coalition gouvernementale [après la fin de l'alliance de Félix Tshisekedi avec l'ancien président Joseph Kabila, ndlr]. La population ne pouvait pas continuer à attendre des changements. Ce n'est pas un pouvoir issu d'élections régulières, c'est vrai, mais il découle d'un courage politique. Nous avons maintenant jusqu'en 2023 et les prochaines élections pour réformer la Commission électorale nationale indépendante (CENI) et garantir un véritable scrutin démocratique. ■

MAIS ENCORE

L'ONU lance un nouvel organe sur le climat à Genève

Les Nations unies lancent un centre sur le climat et la résilience face aux désastres. Ce dispositif de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et du Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNDRR) a été dévoilé mercredi à Genève. Il doit contribuer à relayer des indications sur «les impacts grandissants du changement climatique et des situations météorologiques extrêmes», affirme le secrétaire général de l'OMM Petteri Taalas. Ceux-ci ont été multipliés par cinq ces dernières décennies. (ATS)

Saïd Bouteflika condamné à 2 ans de prison

ALGÉRIE Le frère cadet du défunt président Abdelaziz Bouteflika était poursuivi pour «incitation à falsification de documents officiels», «abus de fonction» et «entrave à la justice»

ATS

Saïd Bouteflika, frère cadet du défunt ex-président Abdelaziz Bouteflika, a été condamné mardi soir à 2 ans de prison ferme par un tribunal algérois pour «entrave au bon déroulement de la justice», a indiqué l'agence officielle APS.

Le parquet avec requis 7 ans ferme contre Saïd Bouteflika qui a comparu devant le Tribunal criminel de Dar el-Beida, à l'est d'Alger où il était poursuivi avec d'autres anciens responsables pour «incitation à falsification de documents officiels», «abus de fonction», «entrave à la justice», «incitation à la partialité de la justice» et «outrage à magistrat».

Le principal accusé dans ce procès est l'ancien ministre de la justice Tayeb Louh. Il a écopé de 6 ans de prison tandis que l'ancien patron des patrons, l'homme d'affaires Ali Haddad, a été condamné à 2 ans ferme, a précisé l'agence.

L'ancien inspecteur général du Ministère de la justice, Tayeb Belhachemi, a également été condamné à 2 ans d'emprisonnement. Le tribunal a prononcé l'acquiescement de six autres accusés.

Saïd Bouteflika, 63 ans, avait été arrêté en mai 2019 en compagnie de trois coaccusés et condamné en septembre de la même année à 15 ans d'emprisonnement lors d'un procès éclair devant un tribunal militaire pour «complot contre l'armée», qui demandait alors publiquement le départ du président Bouteflika pour sortir de la crise née du Hirak, le mouvement de contestation anti-régime.

Un conseiller influent

Le 2 janvier 2021, une cour d'appel militaire avait acquitté Saïd Bouteflika, mais étant sous le coup d'un mandat de dépôt pour «trafic d'influence», il avait été

transféré d'une prison militaire à une prison civile.

Saïd Bouteflika fut l'influent conseiller de son frère Abdelaziz, décédé le 17 septembre. Cité dans d'autres affaires en cours d'instruction, comme le financement de la campagne du cinquième mandat

avorté, il devrait rester en prison même en ayant déjà purgé la peine des 2 ans qui lui a été infligée mardi.

Depuis la démission forcée d'Abdelaziz Bouteflika début avril 2019, sous la pression des manifestations du Hirak et de l'armée, la justice algérienne a placé en détention préventive ou condamné plusieurs responsables politiques ainsi que de puissants hommes d'affaires proches de lui, notamment pour des faits de corruption. ■



INTERVIEW

EN BREF

Le président chilien visé par une procédure de destitution

Le parlement chilien va entamer l'étude d'une procédure de destitution lancée par l'opposition contre le président Sebastian Piñera pour la vente controversée d'une compagnie minière, réalisée dans un paradis fiscal et révélée par l'enquête internationale des Pandora Papers. Fin 2019, le président avait déjà fait face à une tentative de destitution pour sa répression violente du soulèvement social contre les inégalités, mais l'initiative n'avait pas abouti. AFP

Plusieurs personnes tuées par un homme armé d'un arc en Norvège

Un homme armé d'un arc et de flèches a tué plusieurs personnes et en a blessé plusieurs autres à Kongsberg, dans le sud-est de la Norvège, a annoncé la police, qui a arrêté un suspect. Les mobiles de l'attaque, qui s'est produite à plusieurs endroits dans le centre-ville de Kongsberg, sont encore indéterminés. AFP

Brexit: le ton monte entre Londres et Bruxelles sur l'Irlande du Nord

COMMERCE L'Union européenne propose une simplification du protocole nord-irlandais, qui régit le contrôle des marchandises dans la région. Le Royaume-Uni préfère le renégocier entièrement

ERIC ALBERT, LONDRES
@CilLondres

Escalade? Ou le début d'une solution pour l'Irlande du Nord? En deux jours, la dispute autour de l'Irlande du Nord entre l'Union européenne et le Royaume-Uni a oscillé entre le chaud et le froid. Mardi, David Frost, le ministre britannique chargé du Brexit, s'est déplacé à Lisbonne pour un grand discours coup de poing: il veut entièrement renégocier le «protocole nord-irlandais», qui régit le contrôle des marchandises dans cette région depuis le Brexit.

Mercredi, Bruxelles a répondu avec une branche d'olivier: elle a fait une série de propositions techniques visant à largement simplifier la mise en œuvre du protocole, mais sans revoir le texte lui-même.

Si la dispute peut sembler ésotérique, elle concerne pourtant une réalité très difficile sur le terrain. Depuis le Brexit, les marchandises envoyées vers l'Irlande du Nord circulent mal. Viande réfrigérée, fleurs et même médicaments venant de Grande-Bretagne sont sujets à des contrôles. Au début de l'année 2021, quand les nouvelles règles sont entrées en vigueur, les supermarchés nord-irlandais ont soudain eu du mal à s'approvisionner, débordés par la paperasse à remplir. Depuis, la situation est progressivement rentrée dans l'ordre, mais seulement parce que le gouvernement britannique a décidé de suspendre unilatéra-

lement une partie de l'application du protocole, provoquant la colère de Bruxelles. C'est ce que les journaux britanniques appellent la «guerre de la saucisse».

Situation hautement inflammable

La situation est d'autant plus explosive qu'il s'agit d'une région qui a connu jusqu'en 1998 une guerre civile de trente ans faisant 3500 morts. D'un côté, les «nationalistes» qui veulent rejoindre la République d'Irlande; de l'autre, les «unionistes» qui souhaitent rester dans le Royaume-Uni. Pour ces derniers, voir soudain des contrôles à l'intérieur même du Royaume-Uni (entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord) est un symbole insupportable. Leur principal parti, le Democratic Unionist Party (DUP), exige la suppression du protocole.

Devant cette situation inextricable, et hau-

tement inflammable, David Frost s'est montré extrêmement ferme mardi. «Qu'est-ce que ça coûte à l'UE de mettre un nouveau protocole en place? Pas grand-chose, il nous semble.»

Pas question, répond la Commission européenne, qui ne veut pas relancer des années de négociations et n'est plus en position de force face à Londres, le reste du Brexit étant fait. Surtout, beaucoup suspectent Boris Johnson d'avoir été de mauvaise foi, en ayant prévu de ne jamais appliquer le protocole quand il l'avait signé. Sur Twitter, l'ancien conseiller de Boris Johnson, Dominic Cummings, a confirmé cette version: «On avait prévu de se débarrasser des éléments qu'on n'aimait pas.»

Mercredi, plutôt que de renchérir, la Commission européenne a préféré faire une série de propositions. Les saucisses pour-

raient désormais être exportées vers l'Irlande du Nord sans contrôle, à condition d'un étiquetage spécial; les règles européennes vont être modifiées pour permettre les exportations de médicaments; les camions remplis de différents produits alimentaires pourront passer avec un seul certificat sanitaire pour l'ensemble de la marchandise, au lieu d'un certificat par type de produit.

«C'est une intervention majeure de la Commission et un effort réel et honnête», affirme Simon Coveney, le ministre des Affaires étrangères irlandais. La communauté d'affaires nord-irlandaise a plutôt bien reçu cette proposition, qui peut vraiment changer la réalité sur le terrain. Reste à voir la réaction de Londres, qui peut choisir l'escalade pour des raisons politiques ou choisir d'entrer dans le détail des mesures. ■

Le cercle de Trump sommé de témoigner

ÉTATS-UNIS L'ex-président tente d'empêcher quatre hommes de son entourage de se présenter dès jeudi devant une commission d'enquête parlementaire sur l'attaque du Capitole. Ces derniers sont menacés de poursuites s'ils ne se conforment pas aux citations à comparaître

VALÉRIE DE GRAFFENRIED
@VdeGraffenried

Provocation? Stratégie de diversion? Volonté d'imposer son propre récit? Alors que quatre de ses proches devraient être auditionnés en cette fin de semaine par une commission d'enquête spéciale de la Chambre des représentants sur l'attaque du Capitole du 6 janvier, Donald Trump a choisi d'apparaître dans une vidéo pour évoquer l'anniversaire d'Ashli Babbitt, qu'il tente d'ériger en héroïne.

Lettre d'un avocat

Ashli Babbitt est cette émeutière proche du mouvement complotiste QAnon parvenue à entrer dans l'enceinte du Capitole, qui a été tuée par la police. «En ce jour horrible du 6 janvier, Ashli est arrivée au Capitole des États-Unis. Elle a été abattue et tragiquement tuée. Aujourd'hui aurait été son anniversaire. Joyeux anniversaire, Ashli», relève l'ancien président dans une vidéo diffusée dimanche. Il apporte son soutien à la famille et appelle surtout le Ministère de la justice à rouvrir l'enquête sur sa mort, bouclée en avril. Cela alors que l'attaque provoquée par des manifestants pro-Trump, qui cherchaient à empêcher le Congrès de valider la victoire de Joe Biden, s'est soldée au total par cinq morts. Plus de 600 personnes qui y ont participé font aujourd'hui face à des accusations criminelles.

A quel point Donald Trump peut-il être tenu responsable et être considéré comme l'incitateur en chef de cette attaque? Qu'a-t-il exactement fait le 6 janvier 2021? C'est bien à ces questions que veut une nouvelle fois répondre



Une militante pro-Trump lors d'une manifestation au Michigan pour contester les résultats de la présidentielle. (JIM WEST/IMAGO IMAGES)

le Congrès. En février, Trump est ressorti blanchi de son deuxième procès en destitution pour «incitation à l'insurrection». Mais les démocrates, insatisfaits, ont fait pression pour lancer de nouvelles

enquêtes. La gestation de la commission spéciale de la Chambre des représentants, qui multiplie les auditions, a été douloureuse. L'idée d'une commission bipartite indépendante, comme

celle créée après les attentats du 11-Septembre, a très vite été balayée, boycottée par les républicains. Et seuls deux républicains (sur 9 membres) siègent dans l'actuelle entité.

L'ex-président n'est pas vraiment ravi que quatre de ses proches collaborateurs soient invités à témoigner devant les élus. Il n'affronte pas cette échéance sereinement. Son ex-chef de cabinet Mark Meadows, son ancien conseiller Steve Bannon, Kashyap Patel, qui a été son conseiller à la sécurité, et Dan Scavino, responsable des réseaux sociaux, ont tous reçu un même courrier il y a quelques jours: une lettre d'un

«Nous n'autoriserons aucun témoin à défier une injonction légale ou à jouer la montre»

LE DÉMOCRATE BENNIE THOMPSON ET LA RÉPUBLICAINE LIZ CHENEY

de ses avocats leur demandant de ne pas répondre à la convocation ni transmettre les documents demandés, révèlent plusieurs médias américains. Motifs invoqués? Protection des données, secret professionnel et privilèges de l'exécutif. «L'ancien président continue d'essayer de faire de l'obstruction aux assignations», a réagi, agacé, le démocrate Adam Schiff, sur Twitter.

Les responsables de la commission ne cèdent pas aux pressions: ils menacent les quatre hommes de poursuites pour outrage s'ils venaient à se montrer récalcitrants. «Nous n'autoriserons aucun témoin à défier une injonction légale ou à jouer

la montre, et nous examinerons vite la possibilité de poursuites pénales pour entrave au travail du Congrès», ont précisé, dans un communiqué, le démocrate Bennie Thompson et la républicaine Liz Cheney, respectivement président et vice-présidente de la commission. L'administration Biden vient par ailleurs de donner son feu vert à la transmission d'une partie des archives de l'ère Trump susceptibles d'aider à faire la lumière sur l'assaut du Capitole. Les fameux documents qui devraient permettre de retracer les agissements de Trump le 6 janvier 2021.

Une guerre des nerfs

Ces auditions se transforment en véritable guerre des nerfs. Steve Bannon, ex-conseiller de Donald Trump, qui ne travaillait plus dans son administration au moment de l'attaque, avait affirmé la veille de l'assaut que tout allait «partir en vrille». Selon les révélations du livre *Péril* des journalistes Bob Woodward et Robert Costa, c'est lui qui aurait convaincu Trump de rentrer à Washington pour le 6 janvier, alors que des appels à manifester de ses sympathisants se répandaient sur les réseaux sociaux.

Que savait-il vraiment? Et quels conseils précis a-t-il prodigués à Trump? Steve Bannon refuse de coopérer avec le Congrès. Or, selon le démocrate Jamie Raskin, un refus de comparaître pourrait lui valoir une arrestation. Raskin rappelle que Susan McDougal, une associée du couple Clinton, a passé 18 mois en prison de 1996 à 1998 pour avoir refusé de participer à l'enquête Whitewater du Congrès contre Bill Clinton, alors qu'elle était assignée à comparaître. ■

Démanteler Facebook, mission vraiment impossible?

TECHNOLOGIE Accusé de «trahir la démocratie» et de laisser fleurir les théories conspirationnistes, Facebook, comme d'autres réseaux sociaux, parvient pourtant à repousser les tentatives de régulation. L'autorité américaine de la concurrence vient d'essayer un échec devant la justice

Depuis l'audition de Frances Haugen, une ingénieure informatique qui a travaillé pour Facebook, des parlementaires américains se montrent plus que jamais déterminés à «mieux réguler» le géant californien. Or les scandales, auxquels est venue se greffer la récente panne historique, ont beau se succéder, un démantèlement de Facebook s'avère presque mission impossible. Pourquoi?

«Il est très difficile de démanteler une entreprise en vertu du droit américain. La Federal Trade Commission (FTC) [l'autorité américaine de la concurrence, ndlr] a récemment essayé un revers dans sa tentative d'obtenir une décision de justice établissant que Facebook a un statut de monopole au sens de la législation antitrust américaine», rappelle Joel Mitnick. Avocat spécialisé dans le domaine, il a plaidé en faveur de recours collectifs antitrusts jusqu'à la Cour suprême et commencé sa carrière à la FTC.

Joel Mitnick ajoute: «Une décision de justice concluant à un abus de pouvoir monopolistique serait une condition préalable à toute nouvelle tentative de la FTC de démanteler Facebook. Mais même dans un tel cas, un tribunal pourrait ne pas être d'accord avec la FTC sur le fait qu'une mesure aussi draconienne est justifiée. Et un démantèlement par le biais

du Congrès est encore plus improbable. Le Congrès ne peut pas légiférer contre une seule entreprise. Il faudrait qu'il trouve une majorité bipartite prête à rédiger une loi qui rendrait illégale la plateforme de Facebook, telle qu'elle est actuellement constituée. C'est très difficile à faire.»

Les élus ne parviennent pas à s'entendre sur la question sensible des limites de la liberté d'expression

L'autorité de la concurrence accuse le groupe d'abus de position dominante et d'avoir illégalement racheté ou enterré des concurrents quand leur popularité devenait «une menace existentielle». Alexandria Occasio-Cortez, élue démocrate new-yorkaise, s'en est d'ailleurs émue sur Twitter. Pour elle, la «mission» de Facebook de «posséder, copier ou détruire toute plateforme concurrente» a des «effets incroyablement destructeurs sur la société libre et la démocratie»: «Si le comportement monopolistique de Facebook avait été contrôlé au moment où il aurait dû l'être (peut-être au moment où il a commencé à acquérir des concurrents comme Instagram), les continents entiers qui dépendent de WhatsApp et d'Instagram pour communiquer ou faire du commerce se porteraient bien en ce moment.»

Devenue lanceuse d'alerte pour dénoncer les dérives de Facebook qui, à ses yeux, «trahit la démocratie pour protéger ses revenus», Frances Haugen est bien consciente du pouvoir quasi illimité de l'entreprise. Elle n'est d'ailleurs pas en faveur d'un démantèlement de Facebook, mais pousse néanmoins les élus à agir. Jusqu'ici, les différentes tentatives de réguler ce type de plateforme et de casser leur pouvoir économique colossal ont fait chou blanc. Mais les efforts se poursuivent. Fin juin, une commission parlementaire a approuvé six projets de loi qui, théoriquement, pourraient faciliter le démantèlement des GAFA (Google, Amazon, Facebook et Apple), en leur interdisant notamment d'acquérir des concurrents.

Lentueur critiquée

Le président Joe Biden lui-même soutient les tentatives de limiter les pouvoirs de la Silicon Valley. Fin juillet, il s'en est pris frontalement à Facebook, en l'accusant de ne pas modérer suffisamment les interventions des antivaccins, qui «tuent les gens». «Il y a environ 12 personnes qui produisent 65% de la désinformation hostile aux vaccins sur les réseaux sociaux. Toutes restent actives sur Facebook, alors que certaines ont été bannies d'autres plateformes», précisait sa porte-parole, Jen Psaki, en critiquant la lenteur de Facebook à supprimer les messages inappropriés.

Pour Facebook, les difficultés se multiplient. Mais la plupart des experts pensent que cet élan antitrust ne devrait pas durer longtemps. Les élus ne parviennent pas à s'entendre sur la question sensible des limites de la liberté d'expression, garantie par le premier amendement de la Constitution: les républicains sont moins enclins que les

démocrates à brandir l'instrument de la censure pour lutter contre la désinformation. Tout le débat se concentre autour de la «section 230», fameuse législation qui protège ces plateformes en les considérant comme de simples hébergeurs et non comme des éditeurs de contenu.

Une flèche empoisonnée

Cet été, des enquêtes visant Facebook ont également été ouvertes du côté de Londres et de Bruxelles. Avec l'entrée en vigueur, en 2018, du Règlement européen sur la protection des données (RGPD), l'Europe est mieux armée en matière de régulation des GAFA. L'Allemagne a donné l'exemple avec une loi contraignant les réseaux sociaux à supprimer dans les 24 heures des contenus offensifs signalés, sous peine de devoir payer des amendes allant jusqu'à 50 millions d'euros. Si démanteler une entreprise en vertu du droit américain reste difficile, il existe toutefois des précédents. Standard Oil a par exemple été dissoute en 1914 et scindée en 34 sociétés.

Le 9 mai 2019, Chris Hughes, cofondateur de Facebook, avait décoché une première flèche empoisonnée dans le New York Times contre son ancien camarade de jeu Mark Zuckerberg. Dans une longue tribune, il appelait lui-même au démantèlement de l'entreprise, pour la scinder en trois entités: Facebook, Instagram et WhatsApp. «La stratégie de la société a consisté à éclipser tous ses concurrents. Avec l'approbation tacite – et parfois explicite – des autorités et du gouvernement», écrivait-il. Ces derniers jours, Chris Hughes s'est fait plus discret. Quant à Mark Zuckerberg, il fait mine d'appuyer une réforme de la «section 230». Pour mieux protéger les utilisateurs, assure-t-il. ■ VDG

EN BREF

La Pologne veut un mur à la frontière biélorusse

Le pays compte construire un mur pour empêcher les migrants de franchir sa frontière avec la Biélorussie, selon un projet de loi débattu mercredi au parlement. Sa construction est estimée à 353 millions d'euros et comprendra aussi la mise en place de détecteurs de mouvement. Depuis le mois d'août, des milliers de migrants, pour la plupart originaires du Moyen-Orient et d'Afrique, ont tenté de franchir la frontière polonaise depuis la Biélorussie. Selon l'Union européenne, le régime biélorusse a délibérément organisé cet afflux pour se venger des sanctions européennes. AFP

Fermeture d'une mosquée radicale dans la Sarthe

En France, la préfecture de la Sarthe a annoncé mercredi avoir engagé une procédure de fermeture de la mosquée d'Allonnes, près du Mans, qui accueille environ 300 fidèles. «D'après des éléments recueillis, des prêches et l'activité de ce lieu de culte, fréquenté par des individus appartenant ou proches de la mouvance islamiste radicale, légitimement le recours au djihad armé, la mort en martyr, la commission d'actes de terrorisme et le recours à la violence, la haine et la discrimination ainsi que l'instauration de la charia», explique la préfecture dans un communiqué. Ce lieu abrite aussi une école coranique «accueillant environ 110 enfants devant lesquels a été valorisé le djihad armé et qui constitue donc un lieu d'endoctrinement», d'après la même source. AT5

A Lucerne, le gouvernement entre ovations

PANDÉMIE A l'occasion d'une séance extra-muros mercredi, le Conseil fédéral est venu à la rencontre de la population. Entre manifestants et admirateurs, il a connu deux ambiances complètement différentes, fracturées par la question du coronavirus

BORIS BUSSLINGER, LUCERNE
@BorisBusslinger

«Lucerne dit non», scande le flyer. En toile de fond, Alain Berset coiffé d'une perruque est estampillé «Alain Perverset». L'image est partagée sur un groupe Telegram d'«étudiants contre le certificat», qui invite à manifester contre le Conseil fédéral ce mercredi. Réuni à Lucerne pour sa séance hebdomadaire, ce dernier avait annoncé une rencontre avec la population. L'occasion pour les opposants aux mesures sanitaires de montrer leur colère. L'occasion également de constater le soutien du reste des Suisses.

«Dehors!»

Dès le bus menant au Musée des transports depuis la gare de Lucerne, la tension est palpable. Un groupe muni de pancartes entre sans masques et se moque bruyamment des «singes qui nous gouvernent». Au fond du bus, une vieille dame s'offusque: «Pourquoi n'avez-vous pas de masque?!» La bande rétorque que cela ne sert à rien, qu'il faut se renseigner. Une partie du bus se met alors à crier «Dehors!» Les querulents font la moue puis s'exécutent. Le véhicule arrive devant la musée.

«Je suis venu spécialement pour le Conseil fédéral. Pour dire merci. Merci pour leur travail»

UN ADOLESCENT DANS LA FOULE

Sur place, les manifestants commencent à affluer. Il y a des anonymes munis de panneaux «Arrêtez de mentir» ou «Esclave de l'industrie pharmaceutique». Andrea Rimoldi, représentant allemand de l'association pour une Suisse indépendante et neutre. Et des représentants de «Mass-voll!» – «un mouvement pour une politique raisonnable en matière de coronavirus». «Personne n'est mort du virus!», crie une manifestante. Face aux médias, une centaine de mécontents s'agitent.

Enfin, le Conseil fédéral arrive à bord de plusieurs voitures aux vitres teintées. Les manifestants huent, des doigts d'honneur sont tirés. «Menteurs!», crie la petite foule. Le gouvernement s'en-

gouffre dans le musée par une porte située avant l'entrée principale. Pour pénétrer dans une ambiance complètement différente.

De discrets gardes du corps

Sous un avion de la Patrouille suisse suspendu au plafond, une salle comble applaudit Alain Berset, Guy Parmelin et Ignazio Cassis (rejoints par certains de leurs collègues un peu plus tard). Malgré les tensions actuelles, les curieux au bénéfice d'un certificat covid ont pu pénétrer dans la salle gratuitement, sac au dos, sans contrôle. «Bienvenue à Lucerne», souhaite un officiel à l'assemblée. Le directeur du Musée des transports dit quelques mots, suivi d'un membre du gouvernement lucernois. Puis Guy Parmelin monte sur le podium et s'essaie au dialecte local sous les vivats. Les visages sont souriants.

Aux discours succède un bain de foule. Quelques oreillettes indiquent la présence d'une sécurité discrète. Mais il n'y aura aucune alerte. Ravi, un adolescent obtient une photo en compagnie d'Alain Berset et de Guy Parmelin. «J'habite dans la région, dit-il. Je suis venu spécialement pour le Conseil fédéral. Pour dire merci. Merci pour leur travail.» Karin Keller-Sutter et Viola Amherd se joignent à leurs trois collègues. L'apéritif est offert. L'ambiance est conviviale.

Deux mondes

Un coup d'œil sur Telegram rappelle que l'événement n'est pas perçu de la même manière à l'extérieur du bâtiment. Sur les divers groupes d'opposants aux mesures sanitaires, les insultes pleuvent. «Mais Ueli Maurer n'est pas venu, salue un connaisseur. C'est bien le seul à être raisonnable.» Décrié (ou adoré) pour avoir récemment porté le t-shirt d'un groupe de «sonneurs de cloches pour la liberté», l'UDC est à Washington pour une réunion du G20. Simonetta Sommaruga est également absente, ce dont personne ne fait l'écho sur la messagerie.

Enfin, les conseillers fédéraux font leurs adieux. Et retrouvent «l'autre foule». Sur le trottoir, les anti-masques huent le départ du gouvernement, salué de nouveaux gestes obscènes. Un homme invoque Jésus-Christ: «Un jour, chacun doit répondre de ses méfaits devant Dieu!» Les berlines gouvernementales sont déjà loin. A quelques mètres de là, des familles sortent paisiblement du musée, un selfie d'Alain Berset en poche. La visite du Conseil fédéral à Lucerne prend fin, chacun retourne dans sa réalité. ■



Alain Berset avec les supporters de la politique gouvernementale. (PETER SCHNEIDER/KEystone)

Le Conseil fédéral brûle ses bons cadeaux

COVID Tout en lançant une semaine de la vaccination, le gouvernement enterre les bons de 50 francs qui devaient encourager les sceptiques à se faire vacciner. Au moment même où une étude scientifique prouve l'efficacité de cette mesure

MICHEL GUILLAUME, BERNE
@mfguillaume

«Non, la résignation et le fatalisme ne sont pas une option.» Volontariste certes, mais parfois aussi très vague dans ses réponses aux questions pointues, le ministre de la santé Alain Berset a lancé ce mercredi une grande offensive en faveur de la vaccination, qui reste le meilleur moyen de sortir de la crise sanitaire actuelle. Il a ainsi répondu indirectement à des propos tra-

duisant l'aveu d'impuissance de certains acteurs, comme ceux du médecin cantonal d'Appenzell AI Markus Schmidli tenus dans la presse dominicale: «Nous avons déjà tout fait. Les personnes qui désiraient se faire vacciner le sont. Les autres ne veulent pas.»

Piquer un petit million

C'est un fait réjouissant. Sur le front épidémiologique, la situation évolue favorablement par rapport au mois dernier. Mais sur le plan de la vaccination, la Suisse reste un des élèves médiocres du continent. La courbe ne grimpe plus que très lentement. Les cantons ne vaccinent plus que 10 000 personnes par semaine, contre 60 000 au mois de juin. Aujourd'hui, 71% des adultes de plus de 18 ans sont pleinement vaccinés, mais ce taux s'affiche de 10 à 20 points

inférieur à celui de pays comme le Portugal qui a pu lever toutes ses mesures de restriction.

C'est donc la dernière qui sonne. Le Conseil fédéral annonce une semaine de la vaccination – du 8 au 14 novembre – qui vise des objectifs clairement avoués: un taux d'immunité de 80% dans la catégorie des plus de 18 ans et même de 93% chez les plus de 65 ans. Il faut donc piquer un petit million de personnes qui jusqu'à présent ne sont pas protégées contre le coronavirus. En attendant, le gouvernement soutient le développement d'unités de consultation et de vaccinations mobiles, qu'il compte voir tripler, de 50 actuellement à plus de 150 dans les cantons. Il investit au total 96 millions dans son paquet de mesures.

En revanche, le Conseil fédéral a abandonné la mesure la

Demande d'un audit interne après nos révélations sur la compagnie Alias

GENÈVE La ville, qui subventionne la compagnie de danse, aurait été avertie des dérapages de son directeur douze ans avant sa condamnation

DAVID HAEBERLI
@David_Haeblerli

Que savait la ville de Genève des agissements du responsable de la compagnie de danse Alias? Depuis la publication de notre enquête sur ce directeur, la question de la responsabilité de ceux qui subventionnent se pose.

Les dix témoignages de notre enquête décrivent un chorégraphe animé d'une obsession de la nudité, se prêtant à des massages et des attouchements sur des danseuses.

Les récits montrent que les auditions en vue d'un nouveau spectacle pouvaient se terminer au domicile du directeur, parfois dans son lit pour des relations à propos desquelles les danseuses concernées expriment aujourd'hui un profond malaise, tant elles étaient teintées de jeux de pouvoir et de domination.

Un des témoins a été le directeur administratif et financier d'Alias. Il affirme qu'en 2009, il a informé une des personnes responsables du Service culturel de la ville de Genève de ces dérapages. «La réponse que j'ai reçue me tourmente encore, dit-il: «C'est comme ça dans la danse, il ne faut pas en parler, sinon tu ne trouveras pas de travail.»

A la suite de notre enquête, le Syndicat suisse romand du spectacle

(SSRS) et Arts Sainement, un groupe de travail genevois et vaudois composé d'artistes indépendants et indépendantes ont diffusé un communiqué: «Nous demandons que la ville fasse un audit pour faire toute la lumière et que toutes les mesures nécessaires à la protection des professionnel-le-s soient prises dans les plus brefs délais.»

«Faits hautement regrettables»

«Nous avons pris connaissance de ces informations par l'entremise de la journaliste du Temps. Si ces faits sont exacts, ils sont effectivement hautement regrettables, nous a répondu Sami Kanaan, conseiller administratif chargé de la Culture. Mais les responsables politiques et

administratifs de 2009 n'étant plus en fonction, et les faits concernés remontant à une douzaine d'années, une telle intervention serait extrêmement difficile à mener et n'aboutirait très probablement à aucun résultat probant. Les efforts doivent à présent se concentrer sur le dispositif à développer pour s'assurer de la prévention des travailleurs de la culture.»

«Si le magistrat considère que les faits sont assez clairs et qu'un audit n'est pas nécessaire, nous en prenons acte, dit Anne Papilloud, du SSR. Le but d'un audit ne serait pas de désigner des coupables, mais de comprendre des dysfonctionnements. Je suis convaincue que si l'on ne fait pas l'effort de comprendre le passé, on risque de le reproduire.»

«Dès novembre 2017, à la suite du mouvement #MeToo, j'ai demandé de mettre en place des démarches de prévention, en concertation avec les milieux professionnels et syndicaux concernés, rappelle Sami Kanaan. Elles ont été menées conjointement avec le Syndicat suisse romand du spectacle et des spécialistes du domaine. Elles ont abouti à l'inscription, dès 2019, d'un article spécifique dans les conventions de subventionnement de la ville, ainsi qu'à la volonté de mettre en place un tiers de confiance qui pourrait recueillir les témoignages et les faire remonter aux employeurs et aux entités qui subventionnent. Ces dispositions seront proposées au Conseil administratif comme modification des

règlements municipaux en vigueur en matière de subventions, ce qui signifie que leur mise en œuvre sera contrôlée.»

De 2006 à 2021, la compagnie Alias a bénéficié d'une convention de soutien conjoint réunissant la ville de Genève, qui lui a octroyé entre 2018 et 2020 une subvention annuelle de 130000 francs, le canton de Genève, 130000 francs aussi, la ville de Meyrin, 45000 francs, et Pro Helvetia, 97000 francs.

A la fin du mois d'août 2021, le directeur de la compagnie avait été condamné à 5 mois de prison avec sursis pour attouchements sexuels sur une jeune danseuse. Il a fait appel auprès du tribunal lausannois qui a jugé cette affaire dont les faits remontent à 2018. ■

et sifflets



ral. «Cela aurait permis de soulager les personnes qui n'étaient pas fondamentalement opposées au vaccin, mais qui ne souhaitent pas bénéficier d'une dose inutilement», relève-t-il.

«Je savais que cette proposition des bons de 50 francs était peu conventionnelle. Je ne suis donc pas trop surpris du rejet des cantons», a commenté Alain Berset. Ironie de l'histoire: le Conseil fédéral brûle ses bons cadeaux au moment même où la revue scientifique *Science* – l'une des plus sérieuses du monde – publie une étude soulignant justement l'efficacité d'un incitatif financier. Cette dernière, menée en Suède auprès de 8000 personnes âgées de 18 à 49 ans de mai à juillet 2021, a révélé qu'une récompense de 21 francs (200 couronnes) a fait passer le taux de vaccination de 72 à 76%. Plusieurs chercheurs suisses y ont participé, dont Armando Meier pour les universités de Bâle et Lausanne. «Notre étude montre que des incitations financières peuvent augmenter le taux de vaccination même s'il est déjà élevé comme c'est le cas dans nombreux pays de l'UE», déclare ce dernier.

Aux yeux de Philippe Eggimann, président de la Société médicale de la Suisse romande, ces bons de 50 francs constituent donc une occasion manquée. «Il est dommage que le Conseil fédéral brouille son message de tout entreprendre pour augmenter le taux de vaccination», regrette-t-il. Le médecin vaudois écarte l'argument éthique. «Les assureurs utilisent aussi des incitatifs financiers pour rationner l'accès aux prestations médicales et le parlement s'apprête à en inclure le principe dans le projet de maîtrise des coûts proposé par le Conseil fédéral. Or, jusqu'à présent, personne ne semble avoir trouvé cette instauration d'une médecine à deux vitesses éthiquement discutable.»

Ce mercredi, le Conseil fédéral a siégé extra muros à Lucerne, l'occasion pour lui de rencontrer la population au Musée des transports. «Une belle rencontre», a commenté Alain Berset. Les gens s'impatientent, ils veulent savoir où l'on en est dans ce marathon qu'est la pandémie. «Cette métaphore est dépassée», a répondu Alain Berset. L'arrivée du variant Delta a bouleversé la donne. Mais je pense que nous approchons du but», a-t-il ajouté dans un élan d'optimisme. Si Alain Berset refuse de capituler et de céder au fatalisme, il a tout de même surpris par cette déclaration: «Désormais, ce ne sont plus la Confédération ou les cantons qui détiennent la solution de cette crise, mais l'ensemble de notre communauté.» ■

COLLABORATION: VINCENT NICOLET

Planification hospitalière en suspens

VAUD Le Tribunal administratif fédéral vient de forcer le canton de Neuchâtel à annuler sa planification afin de la rendre conforme au droit fédéral. Or la planification vaudoise est identique, dans l'esprit et pour beaucoup dans la forme. La copie sera revue

AÏNA SKJELLAUG
@AinaSkjellaug

«C'est deux ou trois ans de travail pour rien de la part de l'Etat», réprovoque le médecin Vincent Bettschart, président du Groupement des médecins travaillant en clinique privée. Le Département vaudois de la santé et de l'action sociale de la conseillère d'Etat Rebecca Ruiz devait faire entrer en vigueur la future liste LAMal au 1er janvier 2022, elle est reportée. En mai dernier, le département avait lancé la consultation sur le «Rapport du Conseil d'Etat concernant la planification hospitalière des soins somatiques aigus. 2e partie: Conditions-cadres», mais deux éléments nouveaux sont apparus.

«Augmentation des coûts»

D'une part, la modification de l'ordonnance d'application de la LAMal, entrée en vigueur le 1er juillet de cette année, touche les articles qui parlent des critères de planification hospitalière. D'autre part, le Tribunal administratif fédéral (TAF) a rendu le 17 septembre dernier un arrêt relatif à la planification hospitalière neuchâteloise. Cet arrêt précise un certain nombre de points qu'il s'agit d'étudier plus attentivement et de prendre en compte avant de finaliser les conditions-cadres vaudoises. La ministre Rebecca Ruiz estime donc qu'il est nécessaire de prendre le temps d'analyser tous ces éléments de manière approfondie et d'amender le rapport en fonction des résultats de cette analyse.

«C'était prévisible, commente Vincent Bettschart, vu que le canton de Genève s'était vu opposer les mêmes refus par le TAF il y a deux ans. Cette planification n'est pas conforme au droit, coupe toute forme de concurrence, centralise les lieux de soins. Malgré cela, le canton de Vaud s'est obstiné à aller dans cette direction arbitraire.

Cela nous maintient dans le flou, entre libre choix des patients et gestion directe des soins par l'Etat, nous ne savons pas vers quoi nous allons être dirigés.» Il est retenu illégal par le TAF le concept de «hiérarchisation» des critères. «Autrement dit, imposer toutes sortes de conditions préalables telles que conventions collectives de travail, salaires des médecins, pour pouvoir envisager d'obtenir des mandats d'hospitalisation à la charge de l'assurance obligatoire des soins.» Dans son arrêt de plus de 60 pages, le TAF insiste sur la nécessité de respecter la LAMal, qui souhaite une concurrence entre établissements et exige la prise en compte des critères de qualité, exclus de la planification vaudoise et neuchâteloise, et des critères d'économicité: «Les hôpitaux de la FHV sont 9% moins chers que le CHUV, et les cliniques 10% moins chères», précise le président.

«Si le TAF a remis en cause une partie de la méthodologie utilisée par le canton de Neuchâtel quant à l'évaluation des critères de la planification hospitalière, le tribunal a par ailleurs confirmé la légalité de principe de plusieurs critères qui étaient contestés par les recourants, comme l'introduction d'une limitation quantitative de cas, l'exigence du respect des conditions de travail, ou la nécessité d'atteindre une certaine masse critique de cas», rétorque la conseillère d'Etat Rebecca Ruiz. «S'agissant de l'arrêt du TAF sur la planification genevoise, celui-ci avait, lui, déjà été

«Les expériences dans d'autres pays ont démontré qu'une telle mainmise de l'Etat sur la pratique médicale conduit à une diminution drastique de l'accès aux soins»

VINCENT BETTSCHART, PRÉSIDENT DU GROUPEMENT DES MÉDECINS EN CLINIQUE PRIVÉE

pris en compte dans les travaux sur la nouvelle planification hospitalière vaudoise. Dans l'attente d'une nouvelle planification, la planification actuelle du canton reste en vigueur», affirme-t-elle.

Le groupement des médecins de clinique privée rappelle l'importance de la complémentarité des établissements. «Les conditions à remplir dans cette future planification visent des objectifs idéologiques, conduisant à une médecine entièrement contrôlée et administrée par l'Etat. Les expériences de ce type dans d'autres pays, la Grande-Bretagne ou le Québec, ont démontré qu'une telle mainmise de l'Etat sur la pratique médicale conduit à une diminution drastique de l'accès aux soins, à une qualité amoindrie et à une augmentation des coûts», alerte leur président, Vincent Bettschart. Selon le groupement de médecins, la planification hospitalière telle que voulue par le Conseil d'Etat engendrerait une «centralisation extrême» des cas sur le CHUV, «qui ne peut assumer ces volumes». «Des patients attendent depuis plus d'un an pour des cas pourtant simples. Comment imaginer faire toute la chirurgie cardiaque, spinale, urologique, viscérale complexe dans un établissement déjà surchargé?» demande-t-il.

Durant la crise sanitaire, la collaboration des cliniques privées et des hôpitaux de la Fédération des hôpitaux vaudois a permis au CHUV de se décharger de certains patients covid en soins intensifs et lors de leur récupération, ainsi que d'opérations de patients non covid. «Sans cette complémentarité, le système de santé publique n'aurait pas pu faire face», signale Vincent Bettschart.

Afin de maintenir un réseau de soins diversifié et de qualité, les médecins travaillant en milieu hospitalier souhaitent être consultés lors de l'élaboration de la prochaine planification hospitalière, qui définira l'accès aux soins stationnaires pour la population vaudoise. «Le canton va maintenant analyser précisément tous ces éléments de manière approfondie et amender le rapport en fonction des résultats de cette analyse», annonce Rebecca Ruiz. Des *hearings* sont envisagés, vu les positions contrastées entre les différents hôpitaux et structures qui ont répondu. ■

Une cour priée de se montrer candide

AFFAIRE MAUDET Le marathon des plaidoiries de la défense a débuté devant la Chambre pénale d'appel et de révision. Les quatre prévenus plaident leur acquittement et dénoncent un dossier empreint d'un moralisme excessif

FATI MANSOUR
@fatimansour

L'affaire Maudet, un dossier teinté de rigorisme moral, de beaucoup de puritanisme, voire d'une incapacité à comprendre les motivations de ses protagonistes? C'est l'introduction choisie par Me Jean-Marc Carnicé pour plaider l'acquittement de l'ex-chef de cabinet Patrick Baud-Lavigne et inviter la cour à ne pas se laisser aveugler par le mensonge stratégique des débuts, «celui qui plane comme une ombre sur ce dossier», et à juger seulement les faits.

Dans la bouche de son avocat, Patrick Baud-Lavigne n'a commis aucune infraction en acceptant l'invitation d'Abu Dhabi car ce voyage tous frais payés était — pour lui — purement privé. Il y est allé en tant qu'ami du conseiller d'Etat et non pas en tant que «chief of staff», la mention figurant pourtant sur la confirmation officielle de la couronne, et n'a fait que se prélasser. Sans oublier qu'il a agi avec l'autorisation de son supérieur, soit le même Pierre Maudet.

Dans l'hypothèse où cet avantage serait effectivement indu, Me Carnicé estime que rien ne démontre encore que son client a envisagé et accepté le risque d'être redevable en recevant pareil cadeau. Que ce soit à la famille royale qui a financé ou que ce soit à Magid Khoury et Antoine Daher, les chevilles ouvrières de l'escapade au Grand Prix. Zéro faveur accordée, assure encore la défense, balayant le climat qui transpire des messages et la facilitation d'un rendez-vous au «guichet des entrepreneurs».

«Garder de la naïveté»

A la défense de Magid Khoury, Me Marc Hassberger convie les juges à «garder l'esprit ouvert», cet «esprit de naïveté» permet-



A dr., les prévenus, Magid Khoury, Pierre Maudet, Patrick Baud-Lavigne et Antoine Daher. A g., leurs avocats, Mes Marc Hassberger, Guillaume Vodoz, Grégoire Mangeat, Yaël Hayat, Jean-Marc Carnicé et David Bitton.

tant de croire qu'il est encore possible «de rendre service sans arrière-pensée nauséabonde». L'avocat s'en prend à la «pseudo-dynamique» décrite par le Ministère public, soit celle d'une sorte de bande des quatre prête à toutes les compromissions, ainsi qu'au «mythe absurde» de l'unicité entre l'employé Antoine Daher et son patron Magid Khoury impliquant que tous les excès du premier étaient voulus par le second.

Un Magid Khoury dont son conseil dit qu'il n'a absolument pas joué ce rôle déterminant dans l'organisation du voyage, tel que retenu par le jugement, ni espéré la moindre bienveillance future de la part de ces agents publics très choyés. «C'est lui qui se sent redevable envers ce canton qui l'a accueilli.» Dans la foulée, Me Guillaume Vodoz s'emploie à prévenir toute tentation pour la cour de s'écarter de l'acquittement prononcé dans le volet du sondage. «Magid Khoury a effectué ces versements dans le but de soutenir l'action politique de Pierre Maudet.» Rien à voir avec la théorie de l'alimentation progressive développée par le parquet.

Antoine Daher, un spécialiste ès réseautage? Certes, «mais dans le sens noble du terme», soutient Me David Bitton. Selon son défenseur, le «passeur de plats», comme l'ont nommé ses coprévenus, n'a rien octroyé lui-même, n'a pas joué à l'agent de voyages et n'a rien fait de faux dans sa tête. Il ne serait même pas le complice accessoire dépeint par le premier jugement. «Antoine Daher ose déjà tout. Il n'avait pas besoin de ce cadeau pour avoir accès à Pierre Maudet avec lequel il entretenait une amitié sincère.»

La défense de Pierre Maudet intervient en dernier. Logique. Les enjeux sont plus importants pour l'ancien ministre. C'est Me Yaël Hayat qui se lance sur le thème de la déferlante médiatique et de son impact. Puis vient le procès du tribunal «donneur de leçon» qui a condamné ce quatuor et qui n'aurait pas compris grand-chose à la fonction de conseiller d'Etat, ni à la personnalité de celui qui est «un homme de pouvoir, pas d'argent», «un homme très reconnaissant mais pas redevable». Me Grégoire Mangeat enchaîne alors que la nuit commence à tomber. Il faudra sans doute poursuivre ce jeudi. ■

EN BREF

Une piste cyclable fluorescente en Valais

Le Valais teste actuellement une peinture photoluminescente sur un tronçon cyclable sans éclairage public situé hors localité entre Vouvry et Vionnaz. Une première en Suisse qui vise à améliorer le confort des cyclistes et leur sécurité à moindre coût. La peinture qui capte la lumière en journée pour, ensuite, la restituer dans l'obscurité a été appliquée sur un kilomètre, le long de la route cantonale qui relie les deux localités du Chablais valaisan. AT5

Une Suisse parmi les experts chargés d'éclaircir les origines du virus

La Suisse Kathrin Summermatter fait partie des 26 personnes désignées par l'OMS pour devenir membres du nouveau groupe consultatif sur les origines des pathogènes. Si sa place est validée, elle va devoir aider l'institution à avancer sur la recherche concernant la pandémie. Elle dirige le centre de biosécurité à l'Institut des maladies infectieuses de l'Université de Berne. AT5

12 Débats



CHARLES KLEIBER

Charles Kleiber a créé récemment l'Association Disputons-Nous (ADN) qui a pour but de lancer des disputes sur les questions et les colères qui traversent les sociétés. La première sera consacrée à la haine. Elle aura lieu à Lausanne au Palais de Rumine les 29 et 30 octobre prochains

L'avenir de la haine

La haine est vœu de mort. Elle chemine avec ses vieilles compagnes, la peur et la violence, prospère avec l'ignorance, flambe avec l'impudence. Quand elle ne trouve pas d'issue, elle devient haine de soi et trouve sa place dans le noyau dur de la haine. Du haineux, elle cache le désarroi et la solitude.

La haine se fabrique. Elle s'entretient, devient ordinaire et offre le pouvoir à ceux qui savent l'utiliser. Regardons autour de nous, en Europe et ailleurs: le monde se barricade, la haine se propage, mute, devient contagieuse. Les espoirs déçus rassemblent tous ceux qui n'ont pas trouvé leur place. La haine a trouvé de nouveaux territoires: les perdants de la mondialisation ou ceux qui se vivent comme tels. Tout se passe comme si nous avions besoin d'elle. Comme si nous ne pouvions nous passer d'ennemis, comme si la servitude volontaire contre tous les désirs d'émancipation restait une secrète aspiration. N'est-ce pas ce que nous dit, en creux, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou**, professeur d'histoire et de politique internationales au Graduate Institute à Genève dans son archéologie du colonialisme? Et Alexis de Tocqueville, qu'il cite: «Ne dirait-on pas à voir ce qui se passe dans le monde que l'Européen est aux hommes des autres races ce que l'homme lui-même est aux animaux?» D'autres grands noms de la liberté ne sont pas en reste. Question: les mammifères humains cesseront-ils un jour de transformer leurs différences en supériorité? Et il y a le grand remplacement. **Etienne Pignet**, professeur à l'Université de Neuchâtel et vice-président de la Commission fédérale des migrations, déconstruit ce vieux fantasme qui permet de simplifier le monde. **Yves Daccord**, ancien directeur général du CICR a parcouru les territoires du malheur. Lui en a vu d'autres. Il dit, de question en question, les résonances intimes de la haine. Enfin, **Robin Chessex**, chroniqueur sur Couleur 3 et blagueur, amoureux de l'équipe de Suisse de football conclut: «On va pas vers le beau.» Qui le contredira? Ni le désordre climatique, ni l'injustice, ni les menaces sur les libertés ne nous laisseront en paix. La haine prend son temps, elle attend son heure. Elle a de beaux jours devant elle. Pourquoi faut-il que seule la souffrance nous ouvre les yeux et nous permette de changer?

Conseil pour les jours sombres: levez les yeux, saluez les étoiles, essayez l'oubli. ■

Sur les chemins de la haine Cette semaine, notre invité invite les siens



MOHAMMAD-MAHMOUD OULD MOHAMEDOU

PROFESSEUR D'HISTOIRE ET POLITIQUE INTERNATIONALES AU GRADUATE INSTITUTE À GENÈVE, RÉCIPiendaIRE DU PRIX GLOBAL SOUTH CAUCUS DISTINGUISHED SCHOLAR 2021 DE L'INTERNATIONAL STUDIES ASSOCIATION

Dans son ouvrage *Tahafut al Tahafut (L'Incohérence de l'incohérence, 1095)*, le philosophe Abu Walid Mohammad Ibn Rush (Averroès) écrit: «L'ignorance mène à la peur, la peur mène à la haine, la haine conduit à la violence; voilà l'équation.» Cette réflexion nous renseigne sur les mécanismes historiques du colonialisme. S'il n'est pas nécessairement synonyme de haine, parce que borné de façon plus conséquente par trois autres paramètres – l'intérêt, le préjugé et l'ignorance –, le colonialisme est néanmoins porteur d'une haine à l'endroit de ceux que l'on assujettit.

L'habit religieux post-médiéval est remplacé par l'épopée de la «découverte» du monde. L'élan mystique s'essouffle à l'orée de la rationalité des Lumières, qui est d'abord économique comme en atteste l'essor des grandes compagnies concessionnaires. Acquisition de marchés, contrôle de matières premières et fourniture de main-d'œuvre: il n'y aura plus, à partir de ce moment, de répit dans une marche créatrice d'altérité.

Pillage et travail forcé, notamment en Amérique du Sud, esclavage et capitalisme, notamment aux Indes, se mettent à exploiter de façon plus systémique ces différents territoires, de concessions en commerces. Après 1870, le colonialisme devient nécessaire à l'assise de la révolution industrielle. L'accumulation en vient à exiger plus d'imbrication entre métropole et périphérie, ce qui accélère le sac colonial qui avance toujours drapé des oripeaux de la légitimité morale.

On doit au philologue français Ernest Renan et à son compatriote ministre de l'Instruction publique Jules Ferry deux déclarations qui explicitent cette philosophie coloniale: «La conquête d'un pays de race inférieure par une race supérieure qui s'y établit n'a rien de choquant» et «Il faut dire ouvertement que les races supérieures ont

L'archéologie coloniale de

OPINION

Pour votre campagne, semez de la haine: pas cher, ça pousse partout et tout seul, juste peu d'arrosage de temps en temps.



(XAVIER GORGE POUR LE TEMPS)

un droit vis-à-vis des races inférieures».

On peut encore citer Alphonse de Lamartine qui s'exclame: «Voilà la colonisation!... elle crée le mobile du travail; elle multiplie la vie, le mouvement social», Thomas Jefferson («j'émets donc l'hypothèse provisoire que les Noirs... sont inférieurs aux Blancs»), Emmanuel Kant («il ne s'en est jamais trouvé un seul pour produire quelque chose de grand»), Thomas Hume («je suis capable de soupçonner le Nègre d'être naturellement inférieur aux Blancs»), Francis Bacon ou John Locke. Le siècle des Lumières est parsemé de telles déclarations. Victor Hugo à propos

de la conquête de l'Algérie: «C'est la civilisation qui marche sur la barbarie» – Hugo tient ces propos en janvier 1841 à l'heure des enfumades, viols et massacres en Algérie.

Cécité de la spoliation, verbes d'extermination et sentiments de haine sont les irrésistibles ressorts créateurs de soumission. Au fil des âges, ce désir de soumettre ou démettre exprime invariablement une position de supériorité haineuse. Alexis de Tocqueville écrit: «Ne dirait-on pas à voir ce qui se passe dans le monde que l'Européen est aux hommes des autres races ce que l'homme lui-même est aux animaux?» Là où,

analysant la société américaine, Tocqueville se fait le chantre de la démocratie, considérant l'Algérie, il rédige un *Travail* (resté inédit jusqu'en 1991) dans lequel il prône un colonialisme efficace: «Quoique les Arabes aient moins de besoins que les nations civilisées de l'Europe, ce serait un erreur de croire qu'ils n'en aient pas plus que des sauvages», ajoutant «la colonisation sans la domination sera toujours une œuvre incomplète et précaire».

Cette déshumanisation s'exerce à l'égard des colonisés, mais également entre eux. Au Rwanda, la racialisation de la relation entre les ethnies Tutsis et Hutus, par, successivement,

La haine, de question en qu

OPINION



YVES DACCORD

PRÉSIDENT DE L'INSTITUT EDGELANDS, ANCIEN DIRECTEUR GÉNÉRAL DU CICR

Je pense à la haine... Et je la parcours. De question en question. De moi aux autres. Des autres à moi.

Il y a, tout d'abord, l'enfermement, ce contre quoi on bute, l'aliénation, et étrangement, l'inverse de la haine, l'amour.

Aimer sans haïr?

Très vite, il y a la haine intime. Celle qui fait changer de monde. Rompre. Rompre les amarres. Inventer de nouveaux mots, de nouveaux espaces. Partir sans haïr?

Et puis il y a la haine collective. Qui semble se cacher, s'exprimer derrière un groupe, une communauté. Derrière les autres. A quel moment commence-t-on à ressembler aux autres?

Et qu'est-ce qui, dans ce cas-là, me pousserait à haïr? Une réponse monte en moi. Qu'on empêche mes filles de penser parce qu'elles sont femmes.

De montrer leurs choix. Leurs manières d'être au monde.

La haine se définit, se pense, se mesure, au regard de ce qui constitue une valeur. Un fondement. Une évidence. Ce pour quoi on est prêt à se battre. A sortir de soi. Donner corps à la haine. Mais jusqu'où?

Un début de réponse se dessine. Je suis prêt à tout si l'on rompt, me refuse ce qui fait de moi un être humain.

Et il y a tant de personnes, tant de singularités, qui se sentent hors de ce qui nous lie. Hors du contrat social.

Désocialisés, dit-on. Est-ce que je parviens à les entendre? A les comprendre?

Et puis il y a la haine que j'ai l'impression de connaître le mieux. Celle qui m'effraie, me tétanise. La haine pensée, planifiée, organisée, construite. Celle qui se déploie dans le temps. Longtemps. Avec les mêmes ingrédients, la peur mêlée à l'ignorance, les certitudes répétées et, toujours, la recherche de boucs émissaires. Qui finissent par déshumaniser l'autre, les autres. Qui réduisent les leçons de l'histoire à ce qu'elles sont. De trop simples leçons.

la haine



MAIS ENCORE

«Les chemins de la haine» étaient aussi, cette année, une thématique forte des Rencontres Orient-Occident de Sierre (VS), qui se poursuivent au Château Mercier jusqu'au 29 octobre. Notre journaliste Luis Lema y participera ce vendredi à 10h30, pour un débat sur «L'information en crise». L'écrivain Kamel Daoud interviendra le même jour à 14 h sur le thème «Maghreb, état des lieux».

Pour plus d'informations: <https://roo-mercier.com/>

le colon allemand (1885-1919) et belge (1919-1959), contribua à la haine entre les groupes du pays. Ce ressentiment trouvera son apogée dans les affrontements de 1959, puis le génocide de 1994. Gérard Prunier conclut à l'importance de ceci: «Les lecteurs qui penseraient que la chaîne causale décrite est exagérée devraient garder à l'esprit un seul point essentiel: si le Rwanda n'était certainement pas une terre de paix... avant l'arrivée des Européens, il n'y a aucune trace dans l'histoire pré-coloniale du pays de violence systématique entre Tutsis et Hutus.»

A déshabiller ce monstre froid qu'est le colonialisme, nous voyons la continuité de sa haine: des massacres

des Indiens au siècle des Lumières au scientisme racial, du Congo belge aux zoos humains, de l'Algérie française à l'apartheid. L'arsenal utilisé par le colon afin de projeter ses normes subjectives en tant que valeurs objectives est celui de la singularité de la suprématie, l'instrumentalisation du droit, la manipulation d'une tradition des droits de l'homme, la projection d'un ordre libéral paternaliste, la rationalisation de dynamiques de subjugation et de conversion (à une religion, à une idéologie, à un discours, à une structure, à un ordre) et surtout une dialectique omniprésente trempée aux sources de la haine. ■

estion

Les mécanismes de la haine organisée sont à l'œuvre partout, pour créer l'irréparable, le vide, la terreur et susciter, un jour, la haine en retour. Comme un cycle. Sans fin?

Syrie, Nigeria, Yémen, Birmanie, Ukraine, Afghanistan, Burundi, Palestine et tant d'autres endroits. La haine planifiée œuvre.

Elle s'acharne contre les femmes en particulier, faisant de leur corps un champ de bataille où tout est permis.

Elle détruit à jamais les fragiles équilibres de nos fabriques sociales et redéfinit le «nous» en excluant. Sans arrêt. Sans pitié.

Les questions se bousculent.

La haine a-t-elle un genre? Masculine quand elle est planifiée?

Ses principaux architectes, quand il y en a, des hommes seulement?

Et que dire des concepteurs d'algorithme qui privilégient les messages de haine pour leur impact numérique?

De ce lent questionnement émerge une certitude.

La haine a de l'avenir.

Sans que cela soit une fatalité, ni un automatisme.

Cet avenir reste à construire. A travers les autres.

A travers moi. ■

Grand remplacement, grand fantasme...

OPINION



ÉTIENNE PIGUET
PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ DE NEUCHÂTEL
ET VICE-PRÉSIDENT DE LA COMMISSION FÉDÉRALE DES MIGRATIONS

Les peurs qui suscitent la haine reposent en général sur quelques faits et sur beaucoup de fantasmes. Ainsi du «grand remplacement», idée selon laquelle l'immigration aurait désormais une ampleur telle que les populations d'Europe seraient en voie de submersion par de «nouveaux barbares». Les faits, c'est, en Europe, la croissance rapide des populations d'origine extérieure. Elle est attribuable à la décolonisation, au recrutement de main-d'œuvre, puis à des regroupements familiaux et à l'accueil, peu enthousiaste mais effectif, d'une migration de survie via le statut de réfugié ou d'autres formes de tolérance humanitaire. Deux fantasmes se greffent sur cette diversification et mènent certains idéologues d'extrême droite à l'idée de remplacement.

Le premier est démographique. Du constat d'une croissance de population à un risque de remplacement, il y a un fossé. Au cours des périodes récentes, les arrivées de l'extérieur en Europe atteignent environ 2 millions de personnes par an, tous motifs et origines confondus, soit environ 0,4% de la population résidente. Même si on admet que certains immigrants puissent avoir plus d'enfants (ce qui est loin d'être toujours le cas), l'échéance d'une hypothétique majorité issue de l'immigration se chiffre donc en siècles.

Le fantasme démographique du grand remplacement se focalise souvent sur les populations musulmanes, jugées particulièrement menaçantes. Mais là aussi, les chiffres démentent les peurs. Dans le cas de la Suisse, le solde migratoire (arrivées moins départs) de pays musulmans équivaut annuellement à environ 8000 personnes, soit 15% du solde migratoire total, et reste remarquablement stable. Ici aussi, il faudrait des siècles pour observer un basculement de population.

Le second fantasme associé au grand remplacement est sociologique. Pour que remplacement il y ait, encore faut-il en effet qu'on puisse identifier remplaçants et remplacés. On imagine ainsi une population de souche ancestrale concurrencée par des nouveaux venus porteurs de cultures incompatibles et immuables. Mais c'est tout le contraire que nous apprend l'histoire. D'une part, les populations d'Europe sont depuis toujours de sang-mêlé et sa «civilisation» est le produit d'innombrables mélanges. D'autre part, les populations issues

de l'immigration n'ont rien de «peuples» homogènes. Bien au contraire, pour reprendre le cas musulman, la plus grande diversité règne en termes de régions d'origine, de pratiques religieuses, de statut social et de représentations culturelles. La même diversité règne d'ailleurs parmi les supposés autochtones. Les immigrants, a fortiori, ont souvent quitté leur pays précisément en aspirant à une société plurielle, moins religieusement contraignante, plus démocratique et plus respectueuse des valeurs humaines.

Ce constat pourrait sembler lénifiant car les défis sociaux, économiques et culturels de l'immigration globale restent importants. Mais ne pas craindre de grand remplacement ne signifie pas prôner la fin des frontières ni un melting-pot généralisé. La migration doit être gérée pour éviter les peurs infondées et équilibrer ses coûts et ses avantages, mais avec sérénité et sans fantasmes.

Pour que remplacement il y ait, encore faut-il qu'on puisse identifier remplaçants et remplacés

Dans son ouvrage *Identité et violence*, Amartya Sen souligne à quel point est étrange l'idée que les personnes ne puissent se définir qu'en fonction d'un système de catégorisation unique et globalisant divisant le monde en termes de religions et de civilisations. Cette idée est, selon lui, le plus sûr moyen de ne pas comprendre nos semblables et de produire de toutes pièces la violence et la haine. Seuls quelques individus, de tous bords d'ailleurs, s'enferment dans des appartenances identitaires uniques en termes de religion, de genre, d'orientation sexuelle, de passion sportive, politique ou professionnelle. Pour les autres, les identités sont multiples et relèvent tant d'héritages ou de révoltes familiales que de goûts personnels ou des hasards de la vie... Et Amartya Sen de conclure «Le plus grand espoir d'harmonie dans notre monde troublé repose sur la pluralité de nos identités, qui peut seule nous rassembler et nous aider à lutter contre les divisions violentes et contre l'idée d'une ligne de partage intangible à laquelle nous ne pourrions, soi-disant, manquer de nous soumettre».*

A cet égard, personne ne remplace personne. ■

* Amartya Sen, *Identité et violence*, Odile Jacob, 2006

La haine et moi

QUESTIONNAIRE DE PROUST



ROBIN CHESSEX
RÉALISATEUR, CHRONIQUEUR
SUR COULEUR 3

Qu'est-ce qui vous rend haineux?

Les gens qui se répandent dans un patriotisme et un nationalisme absolus pour des raisons complètement futiles. Et aussi une défaite de l'équipe de Suisse de foot.

Un moment dans votre vie où vous avez subi de la haine?

Je pense qu'en tant que personne plutôt privilégiée sur l'échelle de la planète, je ne peux pas réellement revendiquer d'avoir pu ressentir de la haine sociale. D'autres gens dans le monde en subissent bien davantage. Par contre, j'ai subi de la laine, un pull qui m'a fait des démangeaisons hyper-désagréables et ça, c'était terrible.

Vos trois mesures pour résister à la haine? 3 cm, 43 mm et 1 m 79.

Naît-on haineux ou est-ce qu'on le devient?

On le devient. Déjà parce que j'imagine mal un bébé avoir des partis pris sur des sujets. Et parce que ce sont souvent les traumatismes de la vie qui vous rendent haineux. Il y a plein de documentaires là-dessus. Regardez les biopics de Disney sur les méchants de dessins animés. A la base, ils étaient tous gentils. C'est fou ça.

Comment réagissez-vous aux propos haineux autour de vous/sur les réseaux?

En ce qui concerne les RS, je suis partisan de ne jamais réagir car je pense qu'une minorité minuscule de gens y parle plus fort que la majorité. Et si j'entends des personnes tenant des propos haineux autour de moi, je pense que le maître mot est le «dialogue». Le dialogue avec d'autres gens plus intéressants.

Pour vous, quels sont les facteurs de haine qui risquent de se développer sur ces prochaines années?

Oh mon Dieu... mais tout. Vous avez remarqué à quel point nous vivons dans une société pacifiée où

le dialogue est maître mot et où les preneurs de parole font en sorte de ne pas avoir que des affirmations péremptoires sur tous les sujets? Ou si je vous le dis en vaudois: «On va pas vers le beau.»

Peut-on être haineux comme on peut être amoureux?

On peut même être haineux et amoureux de la même personne. Mais là, il faut peut-être se poser deux-trois questions sur sa relation.

La haine, pulsion de vie ou pulsion de mort?

Ah mais c'est indubitablement une pulsion de mort. Ou de vie. Je ne sais pas. J'avoue que je n'ai pas compris cette question. Du coup, je vais faire planer le mystère sur mes raisons en répondant avec aplomb, en un mot, tout en y ajoutant un adjectif de certitude et une mimique faciale qui laissera entendre que je veux dire quelque chose d'extrêmement profond là derrière. Donc: «de mort, évidemment».* ■ PROPOS RECUEILLIS PAR C. K.

FONDS DE PLACEMENT

Fournis par: Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Financial Information AG

PUBLICITE

Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / rachat, Particularités, Valeur d'inventaire, prix d'émission ou cours de clôture (valeurs du mercredi, 13.10.2021, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2021 en %

BONHÖTE

T. 032 722 10 00 info@bonhote.ch bonhote.ch

Fonds en obligations

Bonhôte Asym.-Oblig.(CHF) B (CHF)	CHF 3/1 a	94.68	-2.8
Bonhôte Sel.-Obl. HR Multi-Flds (CHF)	CHF 4/2 a	96.24	2.0

Fonds en actions

Bonhôte Sel. Glob Emerg MF (CHF)	CHF 4/2 a	167.02	5.3
----------------------------------	-----------	--------	-----

Fonds d'allocation d'actifs

Bonhôte Impact Fund Class I-CHF	CHF 3/2 a	114.15	4.6
---------------------------------	-----------	--------	-----

Fonds immobiliers

Bonhôte-Immobilier SICAV - BIM	CHF 2/2	157.00	1.2
--------------------------------	---------	--------	-----

Investissements alternatifs

B. Alter. Multi-Performance CI. (CHF)	CHF 4/2 bf	14628.00	3.6
B. Alter. Multi-Performance CI. (EUR)	EUR 4/2 bf	10533.00	3.6
B. Alter. Multi-Performance CI. (USD)	USD 4/2 bf	13078.00	4.3

Autres fonds

Bonhôte Asym.-GI (CHF) B (CHF)	CHF 3/1 a	107.17	2.4
Bonhôte Strategies-Monde (CHF)	CHF 4/4 a	152.45	4.7

SYNCHRONY

Banque Cantonale de Genève
Tél. 058 211 21 11
bcge.ch/funds

Fonds en obligations

Synchrony (LU) World Bonds (CHF) A	CHF 1/1 e	98.68	-1.6
Synchrony (LU) World Bonds (EUR) A	EUR 1/1 e	107.30	-1.7
Synchrony LPP Bonds B	CHF 1/1 e	111.36	-2.1
Synchrony Swiss Government Bonds	CHF 4/3 e	103.66	-6.1

Fonds en actions

Synchrony (LU) HighDiv US Stocks A	USD 1/1 e	139.72	8.5
Synchrony (LU) HighDivEuroP.St. A	EUR 1/1 e	102.62	7.7
Synchrony (LU) Silk Road ZS A	USD 1/1 e	120.43	11.8
Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A	CHF 1/1 e	165.31	19.6
Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A	EUR 1/1 e	145.58	20.6
Synchrony (LU) SwissSm&MidCaps A	CHF 1/1 e	156.99	27.6
Synchrony (LU) World Equity (EUR) A	EUR 1/1 e	205.82	15.4
Synchrony All Caps CH A	CHF 1/1 e	146.33	20.4
Synchrony Europe Equity A	EUR 4/3 f	100.26	16.2
Synchrony High Div. Swiss Stocks A	CHF 1/1 e	123.64	5.5
Synchrony High Gr. Econ. Equity A	USD 4/3 f	128.68	-2.3
Synchrony Small & Mid Caps CH A	CHF 1/1 e	162.14	27.9
Synchrony Swiss Equity	CHF 4/3 e	109.79	13.8
Synchrony US Equity A	USD 4/3 e	165.03	13.2

Fonds d'allocation d'actifs

Synchrony (CH) Balanced (CHF)	CHF 2/1 f	150.46	5.8
Synchrony (CH) Balanced (EUR)	EUR 2/1 f	144.17	6.7
Synchrony (CH) Defensive (CHF)	CHF 2/1 f	103.85	2.0
Synchrony (CH) Dynamic (CHF)	CHF 1/1 f	135.03	9.8
Synchrony (CH) Guardian (CHF)	CHF 1/1 f	104.04	1.7
Synchrony (CH) World Equity (CHF)	CHF 1/1 f	155.73	14.6
Synchrony (LU) Balanced (EUR) A	EUR 1/1 e	138.64	6.8
Synchrony (LU) Dynamic (EUR) A	EUR 1/1 e	169.07	11.1
Synchrony LPP 25 B	CHF 1/1 a	129.81	3.2
Synchrony LPP 40 B	CHF 1/1 a	134.18	5.6
Synchrony LPP 40 SRI B	CHF 1/1 a	125.72	5.6
Synchrony LPP 80 B	CHF 1/1 a	134.68	11.5

Fonds immobiliers

Synchrony Global RE Eco. Sec. Fd. A	CHF 1/1	158.24	23.4
Synchrony Swiss Real Est FoF A	CHF 1/1 a	130.41	5.2

Banque CIC (Suisse) SA

T +41 61 264 12 00
cic.ch

Fonds en obligations

CIC CH - BOND CHF «PRIMUS» AKL B	CHF 3/3 e	102.46	-0.1
CIC CH - CONVERT BOND AKLB	EUR 3/3 e	1398.00	-0.2
CIC CH - CONVERT BOND AKLC	CHF 3/3 e	119.15	-0.6
CIC CH - CORP BD EUR - SWIF AKLB	EUR 3/3 e	877.85	-1.8

Fonds en actions

CIC CH - EQUITY CHF «Primus» AKLB	CHF 3/3 e	227.31	8.6
-----------------------------------	-----------	--------	-----

Fonds d'allocation d'actifs

CIC CH - STRATEGY (CHF) AKLB	CHF 3/3 e	1090.66	3.8
------------------------------	-----------	---------	-----

BBGI GROUP S.A.

Tél. +41 22 595 96 11
www.bbgi.ch

Autres fonds

BBGI - Equit. Sw. Behavior. Value	CHF 1/1 e	160.90	9.2
BBGI - Swiss Phys. Gold CI CHF	CHF 1/1 e	97.60	-3.0
BBGI - Swiss Phys. Gold CI CHF Hdg.	CHF 1/1 e	73.90	-9.2
BBGI - Swiss Phys. Gold CI EUR	EUR 1/1 e	116.40	-1.7
BBGI - Swiss Phys. Gold CI EUR Hdg.	EUR 1/1 e	79.50	-9.0
BBGI - Swiss Phys. Gold CI USD	USD 1/1 e	100.00	-7.8
BBGI Commodities (USD) A	USD 1/1 e	91.90	22.9
BBGI Natural Resources (USD)	USD 1/1 e	157.60	6.1
BBGI Share Clean Energy (USD)	USD 1/1 e	110.00	-3.2
BBGI Share Gold (USD)	USD 1/1 e	75.90	-2.3
BBGI Tactical Switzerland A	CHF 2/1 e	135.80	-4.2
BBGI Tactical World A	USD 2/1 e	103.10	-7.0

BCV 0848 808 885

Gérfonds +41 21 321 32 00
www.gerfonds.ch
info@gerfonds.ch

Fonds d'allocation d'actifs

BCV Actif Balancé (CHF) ESG	CHF 1/1 f	104.34	5.8
BCV Actif Défensif (CHF) ESG	CHF 2/1 f	94.30	2.9
BCV Actif Offensif (CHF) ESG	CHF 2/1 f	100.14	9.2
BCV Actif Sécurité (CHF) ESG	CHF 2/1 f	95.87	0.4
BCV Stratégie Actions Monde ESG	CHF 2/1 f	138.20	13.5
BCV Stratégie Dynamique ESG	CHF 2/1 f	112.97	9.2
BCV Stratégie Equipondérée ESG	CHF 2/1 f	166.36	5.8
BCV Stratégie Equipondérée ESG Imp.	CHF 2/1 f	106.29	4.0
BCV Stratégie Obligation ESG	CHF 2/1 f	91.09	-1.4
BCV Stratégie Revenu ESG	CHF 2/1 f	117.98	2.9

BERNINVEST AG

www.berinvest.ch

Berninvest

Fonds immobiliers

Good Buildings SREF	CHF 5/5	141.00	9.3
Immo Helvetic	CHF 5/5	231.00	2.8

BlackRock Asset Management Schweiz AG

Tél. +41 800 08 80 20
www.blackrock.com/ch

BLACKROCK

Fonds en obligations

BGF China Bond D2 USD	USD 1/1 e	16.10	-
-----------------------	-----------	-------	---

Fonds en actions

BGF FinTech D2 USD	USD 1/1 e	18.98	-
BlackRock Global Impact D Acc USD	USD 1/1 e	173.20	-

Autres fonds

BSF Global Event Driven D2 USD	USD 1/1 e	133.06	1.4
--------------------------------	-----------	--------	-----

Bordier & Cie

1204 Genève
+41 58 258 00 00
bordier.com

Fonds en obligations

BO Fd IV-Bordier Eur.ShTerm Bd EUR	EUR 4/4 e	107.77	-1.6
BO Fd IV-Bordier USD ShTerm Bd USD	USD 4/4 e	115.03	-1.8

Fonds en actions

BO Fd IV-Bordier Core Hold Eur - EUR	EUR 4/4 e	155.16	17.5
BO Fd IV-Bordier Gbl EmMkt USD	USD 4/4 e	243.34	1.0
BO Fd IV-Bordier Sat Eq Eur - EUR	EUR 4/4 e	112.73	15.2
BO Fd IV-Bordier US Sel Eq I USD	USD 4/4 e	1863.88	15.0
BO Fd IV-Bordier US Sel Eq USD	USD 4/4 e	184.48	14.3

BWM SA

Tél. +41 44 206 40 80
www.bwm.ch

bwm

VALUE INVESTING

Représentant pour la Suisse:
LLB Swiss Investment AG

Fonds en actions

Classic Global Equity Fund	CHF 3/3 a	652.20	22.5
Classic Value Equity Fund	CHF 3/3 e	195.70	23.7

CACEIS (Switzerland) SA

Tél. +41 58 261 94 00
www.caceis.ch

caceis

INVESTOR SERVICES

Fonds en obligations

BCP EM FixIn F USD Classe A	USD 2/3 a	93.51	1.0
BCP EM FixIn F USD Classe B	USD 2/3 a	90.18	-0.8

Fonds en actions

Swissquote Quant European Eq. A CHF	CHF 1/1 f	131.18	13.2
Swissquote Quant European Eq. A EUR	EUR 1/1 f	99.79	13.6
Swissquote Quant Swiss Eq. (CHF) A	CHF 1/1 e	139.85	15.1

Cité Gestion SA

Tél. 022 820 60 00
www.cite-gestion.com

CITE GESTION

Fonds d'allocation d'actifs

CG Global Alloc. fund CHF-hdg.	CHF 1/1 f	1049.45	2.0
CG Global Alloc. fund EUR	EUR 1/1 f	1081.41	2.2
CG Global Alloc. fund USD-hdg.	USD 1/1 f	1179.23	2.8

Credit Suisse Funds AG

www.credit-suisse.com/amfunds

CREDIT SUISSE

Fonds en instruments du marché monétaire

CS Money Market Fund CHF B	CHF 2/1 e	955.39	-0.7
CS Money Market Fund EUR B	EUR 2/1 e	1013.60	-0.6
CS Money Market Fund USD B	USD 2/1 e	1079.88	-0.3

Fonds en obligations

CS (CH) Corporate CHF BF A	CHF 2/1 e	115.85	-0.6
CS (Lux) Asia Corporate Bond Fund B	USD 2/1 e	130.35	-4.8
CS (Lux) Asia Local Ccy BF B	USD 2/1 e	114.21	-8.8
CS (Lux) Corp ST Duration CHF BF B	CHF 2/1 e	113.99	-0.4
CS (Lux) Corp ST Duration EUR BF B	EUR 2/1 e	130.80	-0.3
CS (Lux) Corp ST Duration USD BF B	USD 2/1 e	154.04	-0.2
CS (Lux) EM Corp IG Bd Fd B	USD 2/2 e	157.03	-1.6
CS (Lux) Emerging Mkt Corp Bd Fd B	USD 2/2 e	160.32	-4.0
CS (Lux) Inflation Linked CHF BF B	CHF 2/1 e	112.14	3.6
CS (Lux) Swiss Franc Bond Fund B	CHF 2/1 e	525.48	-1.6
CSPF (Lux) Gl Bal Convertible B	USD 2/1 e	189.16	-0.0
CSPF (Lux) Global Convertible Bd Fd B	USD 1/1 e	152.34	2.6

Fonds en actions

CS (CH) 130/30 Swiss Equity Fd B	CHF 2/1 e	37.10	6.8
CS (CH) Small Cap Switzerland EF A	CHF 2/1 e	509.99	19.2
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd A	CHF 3/1 e	14.61	5.3
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd B	CHF 3/1 e	21.34	8.6
CS (CH) Swissacc EF B	CHF 2/1 e	533.88	10.6
CS (Lux) Digit. Health Eq Fd B USD	USD 2/2 e	1025.63	-10.8
CS (Lux) Europ Div Plus EQ B	EUR 2/1 e	20.34	9.7
CS (Lux) Europ.Emt.Eq.Fnd B EUR	EUR 2/1 e	4421.76	17.5
CS (Lux) EZ Qual. Grth Eq Fd B	EUR 2/1 e	20.11	15.5
CS (Lux) EZ Qual. Grth Eq Fd UB	EUR 2/1 e	15.58	16.1
CS (Lux) GL Div Plus EQ B	USD 2/1 e	21.65	9.2
CS (Lux) Global Value EF B EUR	EUR 2/1 e	14.00	27.5
CS (Lux) Infrastruct Eq Fd B	USD 2/2 e	217.98	3.0
CS (Lux) Japan Value Equity B JPY	JPY 2/1	2423.00	13.9
CS (Lux) S&M Cap Germany EF B EUR	EUR 2/1 e	3734.12	10.8
CS (Lux) Security Equity Fd B	USD 2/1 e	43.89	12.0
CS EF (CH) S&M Cap Switz.Eq Fd B	CHF 2/1 e	1671.90	11.9

Fonds d'allocation d'actifs

CS (CH) Int & Divd Focus Bal CHF UB	CHF 2/1 e	119.62	7.6
CS (CH) Int & Divd Focus Yield CHF UB	CHF 2/1 e	106.06	4.3
CS (CH) Int&DivdFocusGrowth CHF UB	CHF 2/1 e	132.37	10.8
CS (Lux) Privilege 20 CHF IA	CHF 1/1 e	1018.44	1.2
CS (CH) Privilege 20 CHF UB	CHF 1/1 e	107.96	1.3
CS (CH) Privilege 35 CHF UB	CHF 1/1 e	111.75	4.4
CS (CH) Privilege 45 CHF UB	CHF 2/1 e	128.23	5.9
CS (Lux) Global High Income USD UB	USD 1/1 e	186.89	6.8

Fonds en obligations

Konwave Gold Equity Fd CHF - B	CHF 2/1 e	208.07	-9.4
Konwave Gold Equity Fd EUR - B	EUR 2/1 e	188.88	-8.6
Konwave Gold Equity Fd USD - B	USD 2/1 e	232.45	-13.8

Fonds d'allocation d'actifs

Allround QUADInvest Fund ESG - B	EUR 2/1 e	204.00	9.0
Allround QUADInvest Fund ESG - C	EUR 4/4 e	151.76	9.2
Allround QUADInvest Fund ESG - D	EUR 2/1 e	215.09	9.3
Allround QUADInvest Fund ESG - I	EUR 2/1 e	152.22	9.4
Allround QUADInvest Fund ESG - Ia	EUR 4/4 e	148.96	9.4
Allround QUADInvest Growth - C	EUR 2/1 e	317.00	6.4
Allround QUADInvest Growth - D	USD 4/4 e	321.08	6.5

Fonds immobiliers

Credit Suisse 1a Immo PK	CHF 5/5 b	1490.00	10.0
CS Real Estate Fund International	CHF 5/5 b	1095.00	5.3
CS Real Estate Fund LogisticsPlus	CHF 5/5 b	144.50	-3.7
CS REF Green Property	CHF 5/5 b	175.60	3.9
CS REF Hospitality	CHF 5/5 b	78.50	7.2
CS REF Interswiss	CHF 5/5 b	208.00	-3.3
CS REF LivingPlus	CHF 2/1 e	178.20	3.8
CS REF Siat	CHF 5/5 b	249.40	7.9

Investissements alternatifs

CS (Lux) Capital Allocation UB USD	USD 1/1 e	121.38	3.6
CS (Lux) Prima Multi-Strat. B EUR	EUR 2/1 a	103.11	-0.3

Fonds en obligations

GENERALI Bond Fund CHF	CHF 2/1 e	112.84	-1.9
GENERALI Invest - Long Term BF	CHF 1/1 e	110.38	-2.7
GENERALI Short Term Bond Fund CHF	CHF 1/1 e	562.57	-0.2

Fonds en actions

GENERALI Eq Fd Switzerland A	CHF 2/1 e	396.92	13.3
------------------------------	-----------	--------	------

Fonds d'allocation d'actifs

GENERALI Anlagefonds	CHF 2/1 e	138.02	1.4
GENERALI ESG Equity Fund C	CHF 3/1 e	101.30	0.3
GENERALI ESG Multi Asset Fund C	CHF 1/1 e	102.70	1.6
GENERALI Europe Balanced Fund CHF	CHF 2/1 e	110.15	0.7
GENERALI Europe Balanced Fund EUR	EUR 2/1 e	154.22	2.0
GENERALI INVEST - Risk Control 1	CHF 3/1 e	97.59	-1.4
GENERALI INVEST - Risk Control 2	CHF 3/1 e	97.91	-1.0
GENERALI INVEST - Risk Control 3	CHF 3/1 e	100.69	-0.4
GENERALI INVEST - Risk Control 4	CHF 3/1 e	96.41	-0.4
GENERALI INVEST - Risk Control 5	CHF 3/1 e	100.77	-0.4
GENERALI INVEST - Risk Control 6	CHF 3/1 e	103.14	0.0
GENERALI Multi INDEX 10	CHF 2/1 e	107.63	-3.3

PLUS DE LIQUIDITÉS AVEC UN CRÉDIT À 0%

Saisissez les opportunités du moment avec un crédit lombard à 0%.*

swissquote.com/lombard

Swissquote

L'octroi d'une limite de crédit comporte un risque accru et ne convient pas à tous les investisseurs.

FIR

FONDS IMMOBILIER ROMAND

www.fir.ch

Fonds immobiliers

FIR	CHF 2/2	242.60	5.9
-----	---------	--------	-----

de Pury Pictet Turrettini & Cie S.A.

Tél. +41 22 317 00 30, www.ppt.ch

DE PURY PICTET TURRETTINI

Fonds en actions

Cadmos Em Mkts Engagemt Fd B	USD 2/1 a	262.66	-17.0
Cadmos European Engagemt Fd A	EUR 2/1 a	192.18	15.6
Cadmos Peace Investment Fd B	EUR 4/4 a	140.44	7.7
Cadmos Swiss Engagemt Fd B	CHF 4/4 e	230.65	20.2
ENETIA Energy Infrast. Fund A CHF	CHF 2/1 e	118.35	9.1
ENETIA Energy Infrast. Fund A EUR	EUR 2/1 e	107.22	9.2
ENETIA Energy Infrast. Fund I CHF	CHF 2/1 e	16293.34	10.7
ENETIA Energy Infrast. Fund I EUR	EUR 2/1 e	14615.57	10.7
ENETIA Energy Transition Fund A EUR	EUR 2/1 e	174.38	5.6
ENETIA Energy Transition Fund I EUR	EUR 2/1 e	18073.94	6.2
White Fleet IV-Ri. St. B (USD)	USD 1/1 e	103.54	-
White Fleet IV-Sec.Trds B (CHF hdg)	CHF 1/1 e	178.60	9.4
White Fleet IV-Sec.Trds B (EUR hdg)	EUR 1/1 e	178.35	9.6
White Fleet IV-Sec.Trds B (USD)	USD 1/1 e	230.87	10.7

Fonds d'allocation d'actifs

Cadmos Balanced CHF B-ACCU	CHF 4/4 e	135.72	7.8
----------------------------	-----------	--------	-----

Edmond de Rothschild Real Estate SICAV

Tél. +41 58 201 75 88, info@realestate@bper.ch
www.edr-realestatesicav.ch

Fonds immobiliers

ERRES Swiss A-CHF	CHF 4/4	156.50	-1.6
-------------------	---------	--------	------

ethos

Tél. 022/ 716 15 55
Fax 022/ 716 15 56
www.ethosfund.ch

Fonds en obligations

Bonds CHF B	CHF 3/3 e	133.91	-2.2
Bonds International B	CHF 3/3 e	90.51	-0.5

Fonds en actions

Egities CH Index. C.G. B	CHF 3/3 e	303.04	13.4
Ethos - Eq. Sust. World ex CH B	CHF 4/4 e	171.40	16.4
Vontobel(CH)-EthosEqSwissM&S A	CHF 4/1 e	546.17	15.4

Fonds d'allocation d'actifs

Sustainable Balanced 33 B	CHF 1/1 e	118.95	4.1
---------------------------	-----------	--------	-----

GADD & Cie S.A.

Tél. +352 26 26 74 24
Web: www.gadd.lu

Fonds d'allocation d'actifs

GADD SMP Fnd CHF	CHF 1/1 e	1981.39	25.1
------------------	-----------	---------	------

Economie & Finance

+4,1%

EN ALLEMAGNE, L'INFLATION S'EST ÉTABLIE À +4,1% EN SEPTEMBRE SUR UN AN, EN RAISON D'UNE VIVE TENSION SUR LES PRIX DE L'ÉNERGIE ET D'UN EFFET DE TVA. L'indicateur atteint son plus haut niveau depuis décembre 1993, après avoir grimpé à 3,9% en août sur un an, selon Destatis.

FATIH BIROL
Directeur de l'Agence internationale de l'énergie
«La transition est trop lente»: le monde subira le réchauffement climatique mais aussi des «turbulences» d'approvisionnement s'il n'investit pas plus massivement et rapidement dans les énergies propres.



+0,4%

LES CONSOMMATEURS AMÉRICAINS ONT FAIT FACE EN SEPTEMBRE À UNE HAUSSE DES PRIX DE 0,4% PAR RAPPORT À AOÛT. Plus de la moitié de cette hausse est due à l'alimentation et au logement. Une part importante vient aussi de l'énergie, dont les prix ne cessent de grimper.

SMI	11 814,59	↑	Dollar/franc	0,9251	↓
	+0,49%		Euro/franc	1,0711	↓
Euro Stoxx 50	4083,28	↑	Euro/dollar	1.1579	↑
	+0,70%		Livre st./franc	1,2621	↓
FTSE 100	7141,82	↑	Barel Brent/dollar	83,29	↓
	+0,16%		Once d'or/dollar	1793	↑

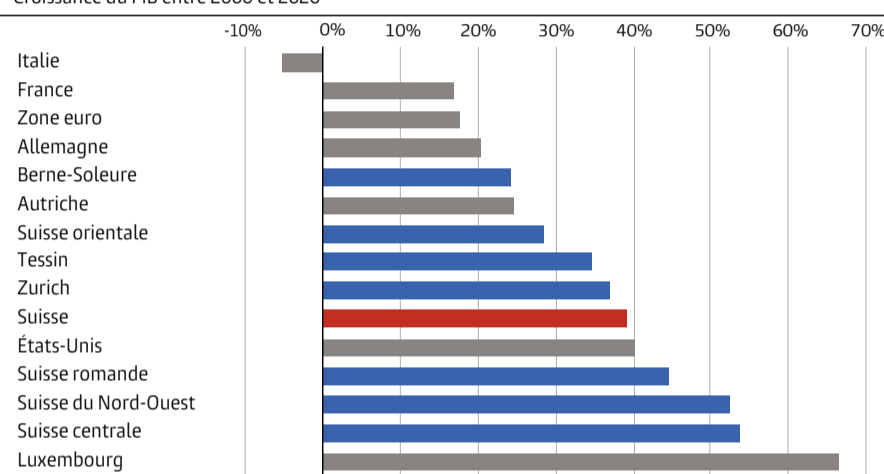
La diversité romande pour absorber les crises

FORUM DES 100 Dans son étude annuelle sur le PIB romand, publiée mercredi, l'institut CREA détaille comment la région s'est développée économiquement depuis vingt ans. Et démontre à quel point elle a su se montrer résistante

SERVAN PECA
@servanpeca

PLUS FORT QUE LES AMÉRICAINS

Croissance du PIB entre 2000 et 2020



Sources: FMI, SECO, OFS, CREA

Comment la Suisse romande a-t-elle traversé ce début de millénaire? C'est à cette question que le CREA s'est intéressé. A l'occasion de sa 14e étude annuelle sur la région, publiée mercredi, l'institut d'économie appliquée de l'Unil, en collaboration avec les six banques cantonales romandes et le Forum des 100, en a profité pour revenir sur vingt années de développement, de croissance, de crises et de rebonds.

Premier constat, la Suisse romande, avec une progression de son produit intérieur brut (PIB) de 45,2% sur la période 2000-2020, a progressé plus vite que la moyenne nationale (+39%), que bon nombre de pays d'Europe de l'Ouest et que les États-Unis (+33%). En Suisse, la région romande fait notamment mieux que Zurich et le Tessin. Mais elle est devancée par la région Nord-Ouest (Bâle et environs) et par la Suisse centrale, dont le dynamisme est porté par le canton de Zoug.

En termes d'emplois aussi, la région affiche de meilleurs résultats que bien d'autres. Le nombre de postes de travail a augmenté de 31,8% en vingt ans, à 1,07 million. La Suisse centrale (+28%), Zurich (+23%) et l'ensemble du pays (+21%) ont avancé à un rythme inférieur.

La période 2000-2020 a pourtant été émaillée de multiples crises. La bulle internet pour commencer, le 11-Septembre, les subprimes, le franc fort, la crise grecque ou encore, évidemment,

la pandémie de Covid-19. A chaque fois, la Suisse romande économique s'est relevée plus vite et est apparue plus adaptée à la nouvelle donne que les autres régions du pays et du monde. Pour expliquer ces bons résultats, il faut se rappeler que «la région est économiquement très complémentaire, elle compte de multiples atouts, des activités à haute valeur ajoutée», résume Jean-Pascal Baechler, qui a détaillé cette étude devant les médias à Genève. Le conseiller économique de la Banque cantonale vaudoise (BCV) cite «des leaders mondiaux dans les arômes, un géant de l'alimentaire, les plus grandes marques horlogères, dont le savoir-faire microtechnique est transposable dans le domaine de la medtech...»

Et il y a, bien entendu, la chimie et la pharma. Celles-ci propulsent l'agglomération bâloise au rang des régions les plus performantes de ces dernières décennies. Mais, même à une moindre échelle, les cantons romands bénéficient aussi de l'expansion et de la résistance aux cycles de cette industrie, de sa fonction de stabilisateur.

Les cantons cycliques et les autres

Le rapport présenté mercredi, qui détaille également les particularités de chacun des six cantons romands, montre que les plus cycliques d'entre eux – Neuchâtel, le Jura et le Valais – peuvent compter sur le soutien de ce secteur sur leur territoire, ces dernières années. Au sein des deux

A chaque crise, la Suisse romande économique s'est relevée plus vite et est apparue plus adaptée à la nouvelle donne que les autres régions du pays et du monde

premiers, les machines et l'horlogerie représentent certes un quart du PIB. Mais la chimie et la pharma sont en deuxième position, avec un poids de 10% dans leur économie.

Le Valais peut lui aussi compter sur le dynamisme de la chimie et de la pharma et leur poids de 11% dans son économie. Utile, pour un canton qui est certes un peu moins sensible aux aléas du secteur secondaire, mais qui est davantage exposé aux heurts et malheurs du tourisme. Les seules hôtellerie et restauration comptent pour 4,2% du PIB et pour 10 à 15% des emplois.

Les trois autres cantons romands ont leurs propres spécificités. Fribourg dispose d'un «bon mix face à la crise», selon les auteurs de

l'étude. L'alimentaire, la construction, les machines sont les trois piliers de son secteur secondaire. Mais son économie a fortement profité de la progression du tertiaire ces dernières années, en particulier du commerce et des services. Logique, sachant que Fribourg est la région de Suisse où la croissance démographique a été la plus forte, avec une hausse de 14% en dix ans.

Enfin, il y a les deux cantons les plus tertiariés: Genève (85% du PIB) et Vaud (79%). A l'image de la Suisse romande dans son ensemble, dépendante à hauteur de 75% des activités de services, c'est précisément ce profil économique qui permet à ces régions d'afficher de telles performances économiques depuis vingt ans. ■

UN QUART DE MILLION D'EMPLOIS CRÉÉS

Evolution de l'emploi entre 2000 et 2020

Secteur	Nombre en 2000	Nombre en 2020	Croissance 2000-2020
Secteur primaire	36 100	26 398	-26,9%
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	33 785	31 076	-8,0%
Chimie, pharma, caoutchouc, verre, métallurgie...	38 527	40 006	3,8%
Machines, instruments, horlogerie...	56 717	70 077	23,6%
Production et distribution d'électricité et d'eau	10 262	11 405	11,1%
Construction	61 194	85 318	39,4%
Commerce de gros et de détail, réparation...	115 398	128 337	11,2%
Hôtellerie et restauration	55 961	50 877	-9,1%
Transports, postes et télécommunications, édition	56 173	61 343	9,2%
Activités financières et assurances	43 829	54 225	23,7%
Activités immobilières, services aux entreprises...	105 163	193 760	84,2%
Administration publique, santé, éducation, sports...	184 676	303 156	64,2%
Autres services	13 319	13 345	0,2%
TOTAL	811 104	1 069 324	31,8%

Sources: SECO, OFS, CREA.

La Russie accusée de cyberattaques «dévastatrices»

TECHNOLOGIE La pression monte sur la Russie, accusée avec de plus en plus d'insistance de protéger des hackers. Le Royaume-Uni et Microsoft la pointent du doigt, alors que les États-Unis organisent un sommet sur les cyberattaques... sans inviter les Russes

ANOUGH SEYDTAGHIA
@Anouch

Alors que Montreux affirme désormais «exclure un vol de données en masse» après la cyberattaque survenue entre le 8 et le 10 octobre, les regards se tournent avec insistance vers la Russie. Si l'identité des hackers qui ont ciblé la ville de la Riviera est inconnue, Moscou est accusé par des États, de plus en plus fermement, de laisser les pirates agir librement depuis son sol. Alors que les États-Unis organisent ces mercredi et jeudi un sommet sur les cyberattaques, la Russie est clairement montrée du doigt.

Il n'y a plus d'allusions voilées. Mais des accusations précises. «Nous estimons, avec la National Crime Agency, que les cybercriminels basés en Russie et dans les pays voisins sont responsables de la plupart des attaques dévastatrices par ransomware contre des cibles britanniques», déclarait ainsi lundi Lindy Cameron, directrice générale

du National Cyber Security Centre. Selon la responsable britannique, les rançongiciels (ransomwares) «représentent le danger le plus immédiat» de toutes les cybermenaces auxquelles le Royaume-Uni est confronté. Partout, les hackers s'infiltrent dans des systèmes informatiques, chiffrent les données et exigent des rançons.

Agences ciblées

Moscou a aussi été clairement ciblée dans un rapport publié le 7 octobre par Microsoft. La multinationale américaine, qui tente depuis des années de s'imposer sur le marché de la cybersécurité, a constaté que, entre juillet 2020 et juin 2021, 58% de toutes les cyberattaques analysées émanaient de Russie. Et leur efficacité a augmenté, passant d'un taux de réussite, toujours selon Microsoft, de 21% l'année dernière à 32% cette année.

Et il n'y a pas que les entreprises, les administrations publiques, voire les particuliers, qui sont visés: les hackers liés à la Russie ciblent de plus en plus des agences gouvernementales pour y voler des informations, ces agences passant de 3% de leurs cibles il y a un an à 53%. Il s'agit surtout de services impliqués dans la politique étrangère, la sécurité nationale ou la défense. Et les trois prin-

cipaux pays visés sont les États-Unis, l'Ukraine et le Royaume-Uni.

Ces accusations interviennent alors que les États-Unis réunissent, mercredi et jeudi, une trentaine de pays pour renforcer la coopération internationale contre les rançongiciels. Royaume-Uni, Australie, Inde, Japon, France ou

Microsoft a constaté que, entre juillet 2020 et juin 2021, 58% de toutes les cyberattaques analysées émanaient de Russie. Et leur efficacité a augmenté

encore Allemagne sont conviés. Mais pas la Russie. «Pour ce premier tour de discussions, nous n'avons pas invité les Russes pour un certain nombre de raisons», a affirmé une source américaine à l'AFP, précisant qu'un «canal de communication séparé» avait d'ores et déjà été établi entre Washington et Moscou.

C'est en juin dernier, lors du sommet États-Unis-Russie tenu à Genève, que le président américain, Joe Biden, avait exigé de son homologue russe, Vladimir Poutine, qu'il cesse de fermer les yeux sur les hackers, voire de les encourager. Aucune réponse précise et formelle n'avait été exprimée côté russe. Et surtout, aucun progrès tangible n'a été constaté récemment. Cette semaine, un porte-parole de la société américaine de cybersécurité Recorded Future affirmait à CNN avoir suivi les activités d'un groupe russe actif dans les attaques par ransomware: ce groupe compte «plus de 100 membres et recrute activement de nouveaux cybercriminels», selon Recorded Future.

La semaine passée, Jen Easterly, directrice de l'Agence américaine de cybersécurité et de sécurité des infrastructures, déclarait qu'elle n'avait pas constaté de «changements significatifs et matériels» dans le comportement de la Russie depuis le tête-à-tête genevois entre Joe Biden et Vladimir Poutine.

Levier financier

Depuis, Washington tente d'activer d'autres leviers, en parallèle à la conférence organisée cette semaine. Les États-Unis cherchent à empêcher les

hackers d'accéder trop facilement aux rançons versées en cryptomonnaie, en s'en prenant notamment à la plateforme d'échange Suex, apparemment beaucoup utilisée par les hackers. Il est possible que les États-Unis tentent par la suite de rendre moins faciles les échanges anonymes en cryptomonnaie, ce qui posera des problèmes autant techniques que juridiques. Selon la société américaine de sécurité Cybersecurity Ventures, les dégâts liés aux ransomwares pourraient atteindre 20 milliards de dollars dans le monde cette année.

Ces pressions interviennent alors que la Russie a interpellé en septembre dernier son ressortissant Ilya Sachkov, cofondateur de la société de cybersécurité Group-IB. L'homme est inculpé de trahison, notamment après des propos tenus récemment sur les attaques par ransomware. «Aucun organe d'Etat russe ne réagit à cette affaire. Croyez-moi, cela affecte l'image des entreprises russes qui exportent de la sécurité informatique. Que se passe-t-il dans le pays si le monde entier vous dit qu'il y a de la criminalité?» selon des propos rapportés par le Financial Times. Dans son discours, Ilya Sachkov ciblait directement le responsable d'Evil Corp, un groupe de hackers russe. ■

16 Bourses

BOURSE 13.10.2021

↑ SMI 11814.59 0.49% ↑ SPI 15246.01 0.67% ↑ SLI 1912.72 0.72% ↑ SMIM 3319.222 1.30% ↓ VSMI 15.0486 -4.08%

SMI

Titre	Div.	Rend. du div.	Cours clôture	Variation % jour d'avant	Plus bas / Plus haut
13.10.					52 semaines
ABB NA	0.80	2.55	31.33	1.79	21.85 / 34.79
Alcon N	0.10	0.14	73.00	0.69	51.20 / 80.52
Cr. Suisse NA	0.10	1.05	9.49	-1.70	8.50 / 13.50
Geberit NA	11.40	1.63	698.00	0.98	515.20 / 780.00
Givaudan	64.00	1.51	4243.00	1.36	3401.00 / 4683.00
Holcim N	2.00	0.00	44.15	-0.02	38.00 / 58.46
Logitech NA	0.87	1.06	82.88	1.57	67.70 / 124.90
Lonza Gr.	3.00	0.42	719.20	2.95	516.20 / 785.40
Nestlé NA	2.75	2.43	113.32	0.64	95.00 / 117.44
Novartis	3.00	3.92	76.50	-0.08	70.42 / 86.92
Partners Gr.	27.50	1.85	1482.50	2.42	808.00 / 1650.00
Richemont	2.00	1.92	104.30	2.96	56.20 / 119.00
Roche Hld.GS	9.10	2.55	357.10	-0.46	290.55 / 374.70
SGS	80.00	2.91	2745.00	1.07	2253.00 / 2951.00
Sika N	2.50	0.81	307.80	2.29	221.70 / 336.10
Swiss Life	21.00	4.45	472.40	-0.69	299.90 / 494.70
Swiss Re NA	5.90	7.40	79.70	-0.70	62.22 / 94.96
Swisscom	22.00	4.04	544.00	0.26	456.30 / 562.40
UBS Group N	0.34	2.21	15.48	-0.64	10.19 / 15.81
Zurich Ins. Gr.	20.00	5.17	386.70	-0.59	297.80 / 411.30

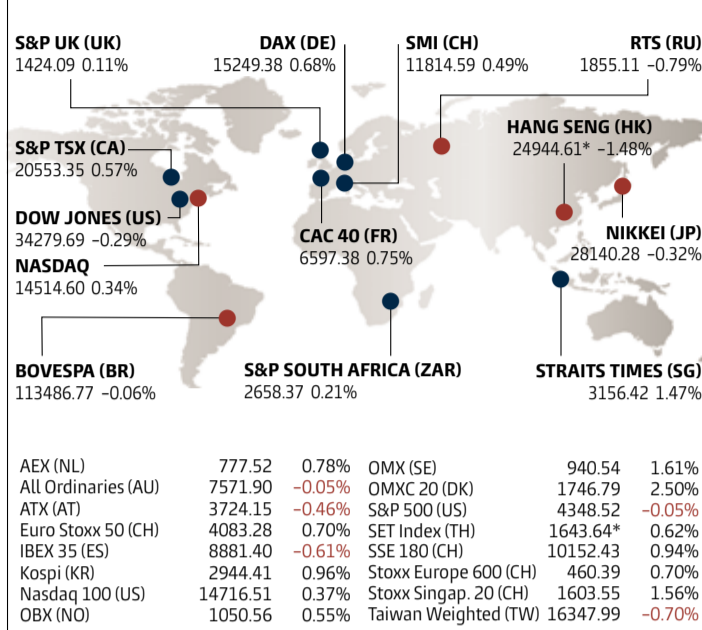
GAGNANTS

Spice Private	17.00	+9.68%	Relief Th.	0.094	-13.94%
Bossard	335.50	+8.58%	Achiko Ltd	0.18	-4.26%
Blackstone	3.38	+6.96%	EFG Int.	6.75	-3.30%
DKSH Hold.	74.00	+6.78%	Polyphor	1.75	-2.89%
Swissquote	180.00	+6.26%	Atuflexpack	28.20	-2.76%

PERDANTS

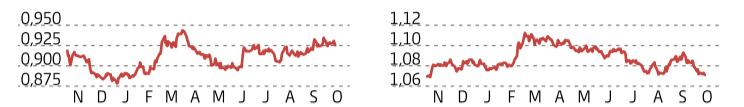
Relief Th.	0.094	-13.94%
Achiko Ltd	0.18	-4.26%
EFG Int.	6.75	-3.30%
Polyphor	1.75	-2.89%
Atuflexpack	28.20	-2.76%

INDICES BOURSIERS



CHANGES

↓ \$/CHF 0.9253 -0.57% ↓ €/CHF 1.0711 -0.19%



La Banque

13.10.	Devises		Billets		avec 100 fr. on achète
	achète	vend	achète	vend	
1 Euro	1.0723	1.0725	1.05	1.11	90.38
1 Dollar US	0.9277	0.9279	0.90	0.97	103.09
1 Dollar canadien	0.7450	0.7453	0.71	0.79	126.98
1 Dollar australien	0.6818	0.6820	0.64	0.72	138.41
100 Dollar hongkong	11.9230	11.9260	11.30	13.10	763.36
100 Yens	0.8169	0.8171	0.78	0.87	11560.69
1 Livre sterling	1.2645	1.2649	1.19	1.34	74.63
100 Couronnes suédoises	10.5925	10.5984	9.90	11.40	877.19
100 Couronnes norvég.	10.8902	10.8964	10.20	11.80	847.46
100 Couronnes danoises	14.4094	14.4136	13.60	15.35	651.47

1 Bitcoin USD

56938.26 (13.10.) 56055.76 (12.10.)

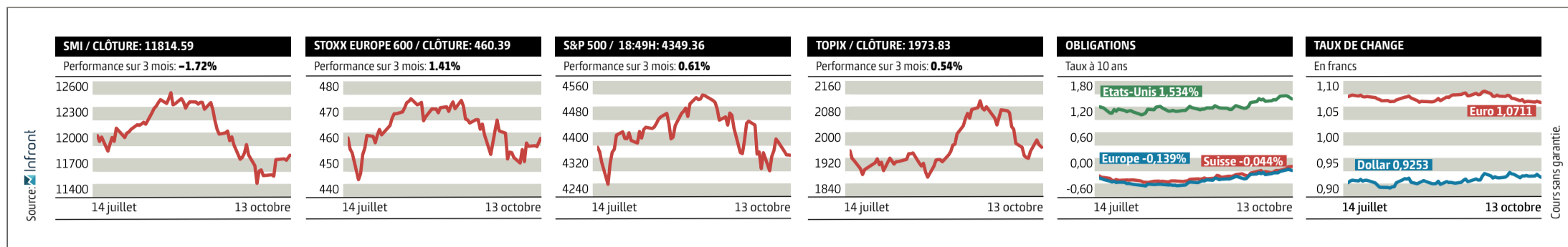
Monnaies

13.10.	CHF	USD	EUR	GBP	JPY	CAD	RUB
Franc suisse	-	1.0807	0.9336	0.7919	122.5930	1.3448	77.8770
Dollar US	0.9253	-	0.8639	0.7327	113.4400	1.2444	72.0710
Euro	1.0711	1.1575	-	0.8482	131.3147	1.4405	83.4157
Livre sterling	1.2628	1.3646	1.1789	-	154.8125	1.6983	98.3371
Yen	0.8157	0.0088	0.0076	0.0065	-	0.0110	0.6352
Dollar canad.	0.7436	1.2444	0.6942	0.5888	91.1567	-	57.9102
Rouble	0.0128	72.0710	0.0120	0.0102	1.5740	0.0173	-

SWISS-PERFORMANCE-INDEX (SPI sans SMI)

Cours 13.10.	Var. %	52 semaines	Clariant <th>1775 <th>1.40 <th>207 <th>15.1 </th></th></th></th>	1775 <th>1.40 <th>207 <th>15.1 </th></th></th>	1.40 <th>207 <th>15.1 </th></th>	207 <th>15.1 </th>	15.1		
clôture	j. d'av.	Haut	Bas	Coltene <th>111.60 <th>0.90 <th>135 <th>68.0</th> </th></th></th>	111.60 <th>0.90 <th>135 <th>68.0</th> </th></th>	0.90 <th>135 <th>68.0</th> </th>	135 <th>68.0</th>	68.0	
Achiko Ltd	0.18	-4.26%	0.66	0.14	Comet	333.50	4.38	375	123
Addex Therap.	1.35	+0.00%	2.62	1.30	Comp. Fin. Tr.	112.00	+0.00%	120	102
Adco Gr. NA	47.88	-0.54%	67.0	43.9	Cosmo Pharma.	71.10	1.14	92.8	66.7
Adval Tech	170.00	+0.00%	190	125	CPH	72.00	0.84	75.4	60.6
Aevis Vict. NA	13.50	0.75	14.0	11.8	Crealogix	121.50	+0.00%	134	109
Airesis S.A	0.78	+0.00%	0.95	0.65	Datwyler	352.00	1.29	353	198
Allreal NA	191.00	-0.21%	207	179	DKSH Hold.	74.00	6.78	78.0	57.5
Also Holding	277.00	1.84	299	206	dormakaba	659.50	0.46	698	41.0
Aluflexpack	28.20	-2.76%	42.2	23.4	Dottikon	316.00	0.64	358	92.0
AMS	16.90	0.66	24.8	15.2	Dufry	50.60	-1.56%	70.7	30.0
APG SGA NA	214.50	-1.38%	248	167	Edison Pow.	132.00	0.76	140	96.4
Arbonia NA	18.80	0.75	20.5	9.60	EFG Int.	6.75	-3.30%	8.08	4.80
Arundel NA	2.34	-	2.98	1.89	Elma Electronic	670.00	+0.00%	670	460
Aryzta NA	1.16	1.75	1.42	0.43	Emmi NA	976.00	1.24	1110	844
Ascom NA	14.32	-0.56%	16.9	10.6	Ems-Chemie	898.50	1.18	1033	78.2
Asmaltworld	3.25	1.56	4.88	1.35	Evolva Hold.	0.14	-0.87%	0.26	0.13
Autoneum H. NA	150.80	0.53%	201	109	Feintool Int.	59.70	1.88	72.1	46.2
Bachem H. NA	795.00	3.25	817	318	Fischer Ge. NA	1381.00	1.54	1549	890
Baloise NA	140.70	-0.85%	169	121	Flugh. Zürich	165.50	-1.95%	175	120
Bank Linth	505.00	+0.00%	545	484	Forbo Hold. NA	1794.00	2.99	2040	1354
Barry Callebaut	2140.00	0.85%	2382	1870	Fund. Real	19.85	-0.25%	20.9	16.8
Baselland. KB	918.00	-0.22%	946	900	Galenica NA	67.30	0.98	73.2	57.2
Basilea Pharm.	43.88	-0.95%	62.0	41.5	GAM NA	1.60	-1.05%	2.98	1.41
Baer Group	62.40	-0.64%	69.4	57.2	Gavazzi	259.00	1.17	276	145
BB Biotech	80.55	-0.37%	93.5	56.5	Glarner KB N	28.50	+0.00%	31.9	27.3
Belimo	500.00	2.56	540	312	Grp. Minoterie	410.00	+0.00%	448	308
Bell Food	296.50	-0.17%	310	230	Gunit Hold.	1786.00	3.00	2800	1580
Bellevue Gr.	39.50	-0.75%	45.8	23.2	Helvetia	103.80	-1.24%	114	69.3
Bergb.Engelb.	47.50	3.26%	57.0	36.5	HIAG Immo.	99.00	-0.20%	118	89.8
Berner KB	207.00	-0.24%	232	202	Highlight	29.00	-	31.0	24.2
BKW	117.00	-1.52%	119	88.7	Hochdorf	41.00	-1.20%	65.7	39.0
Blackstone	3.38	6.96%	4.45	2.10	Huber+Suhrner	75.00	0.67%	85.8	64.0
Bobst Group	81.45	2.26%	87.3	42.2	Hypo Lenzburg	4240.00	+0.00%	4420	4140
Bossard	335.50	8.58%	339	144	Idorsia	20.50	-2.10%	29.8	19.9
Bq. Cant. de G.	163.00	0.31%	173	153	Implenla	20.38	0.39%	30.9	16.8
Bq. Cant. de J.	54.00	1.89%	58.5	50.0	Ina Invest	18.50	0.98%	19.7	16.5
Bq. Cant. Vaud.	69.50	-0.86%	102	69.0	Inficon	1136.00	4.60%	1306	653
Bucher Ind.	438.00	1.34%	520	339	Interall	4270.00	3.52%	4470	2370
Bündner KB	1535.00	0.33%	1580	1440	Intershop	585.00	0.52%	637	543
Burkhardt	407.50	5.30%	408	217	Investis	101.50	-0.98%	109	84.8
Burkhalter	65.20	+0.00%	76.7	57.1	IVF Hartmann	144.00	+0.00%	193	135
BVZ	740.00	-0.67%	890	690	Julius Bar NA	62.92	0.06%	64.1	39.6
Bystronic	1270.00	1.60%	1370	877	Jungfraubahn	138.00	0.44%	149	99.5
Calida Holding	48.00	3.00%	49.9	26.3	Kardex	271.00	1.12%	277	152
Cassiopea	33.00	0.92%	53.0	30.8	Klingelb.	16.25	+0.00%	25.9	14.5
Cembra Money	63.10	-0.79%	115	60.7	Komax	234.40	1.38%	278	159
CI Com	3.16	-	5.20	1.84	Kudelski	3.90	0.91%	5.21	3.00
Cicor Technol.	57.40	-0.69%	64.6	38.2	Kuehne + Nagel	295.80	1.10%	365	181
					Kuros Bios.	2.31	0.43%	2.60	1.81

Lalique Group	35.60	-	40.0	26.4	Sensirion	126.80	3.76%	130	47.1
Landis+Gyr	59.55	2.58%	81.2	49.1	SF Urban Prop. N	97.50	-1.02%	106	89.5
Lastminute	40.80	1.49%	46.6	15.1	SFS Group	126.10	2.27%	143	83.3
Leclanché NA	0.74	+0.00%	1.24	0.50	SHL Telemed.	16.40	-1.80%	17.7	5.65
Lem	2150.00	3.37%	2535	1596	Siegfried	853.50	1.61%	944	565
Leonteq	59.00	-0.17%	61.9	31.2	SIG Combib.	25.06	2.96%	28.6	18.6
Liechten. LB	52.80	0.57%	56.8	49.5	SoftwareONE	20.95	0.24%	30.2	19.8
Lindt & Spr.	111500.00	1.27116200	77100	7130	Sonova	355.20	2.07%	390	214
Lindt & Spr. PS	10970.00	2.05%	11190	7130	Spice Private	17.00	0.68%	18.0	8.40
Luzerner KB	422.00	0.12%	456	385	St. Galler KB	435.00	1.40%	450	383
MCH Group N	13.20	0.76%	15.3	10.8	Stadler Rail	38.94	-0.36%	47.9	



PROPOSÉ PAR BCGE

Reprise emmenée par les cycliques

BOURSE Mercredi, le marché suisse a ouvert la séance en baisse de 0,39% à 11 711,01 dans le sillage du léger repli de Wall Street la veille. Le SMI a clôturé en hausse de 0,49% à 11 814,59 points et le SPI de 0,67% à

LE TITRE VEDETTE

15 246,01 points. Le gestionnaire de marques de luxe genevois **Richemont** (+2,96% à 104,30 francs) s'est distingué, suivi du sous-traitant pharma **Lonza** (+2,95% à 719,20 francs) et du leader suisse des matériaux de construction **Sika** qui a progressé de 2,29% à 307,80 francs. Les trois poids lourds de la cote ont connu des fortunes diverses. **Nestlé** (+0,64% à 113,32 francs) a soutenu l'indice, tandis que **Roche** (-0,46% à 357,10 francs) et **Novartis** (-0,08% à 76,50 francs) faisaient pâle figure. ■ BCGE, SALLE DES MARCHÉS

CHARTÉ ÉDITORIALE WWW.LETEMPS.CH/PARTENARIATS

DÉBÂCLE GREENSILL

Credit Suisse fait un geste
Credit Suisse fait un geste pour certains clients affectés par la débâcle des fonds de la société en faillite Greensill. Le numéro deux bancaire suisse proposera à des investisseurs des conditions particulières, notamment le remboursement des frais, selon l'agence Reuters. Contacté mercredi par AWP, un porte-parole de l'établissement a confirmé l'information, refusant toutefois d'en donner les détails. (AWP)

Les Etats-Unis deviennent numéro un du minage de bitcoin

CRYPTOMONNAIE Depuis son interdiction en Chine, le marché du minage de bitcoin a été bouleversé. Une grande partie des mineurs ont trouvé refuge aux Etats-Unis

AFP

Les mineurs américains de bitcoin, qui permettent la validation des transactions et la création de la cryptomonnaie, sont désormais les premiers producteurs au monde, alors que l'activité a complètement disparu en Chine, selon une étude publiée mercredi.

«Les nouvelles données, qui courent jusqu'à fin août, montrent que les Etats-Unis concentrent 35,4% [de l'activité, ndr], contre 16,8% fin avril, suivis par le Kazakhstan avec 18,1% (contre 8,2%) et la Russie 11% (contre 6,8%)»,

commente dans un article Michel Rauchs, auteur de l'étude de l'Université de Cambridge.

Pour faire fonctionner le réseau décentralisé du bitcoin, des processeurs valident des transactions et prouvent leur participation à l'exercice en cherchant à deviner le résultat d'équations complexes. Ils reçoivent en échange de nouveaux bitcoins, un processus très énergivore appelé «minage» et qui était jusqu'à présent concentré en Chine.

Mesure drastique de Pékin

Mais après plusieurs annonces ces dernières années contre les cryptomonnaies, alors que cette technologie décentralisée et difficile à contrôler pour un Etat inquiète Pékin, qui lance en outre son propre yuan numérique, la Chine a finalement interdit complètement l'activité de minage en juin.

Les mineurs de bitcoin consomment l'équivalent de 0,45% de la production mondiale d'électricité, estime le Cambridge Bitcoin Electricity Consumption Index (CBECI), soit plus qu'un pays comme les Philippines. «La conséquence directe de l'action du gouvernement chinois a été une baisse mondiale de 38%» de la participation des mineurs au réseau bitcoin, note Michel Rauchs.

«Cela représente à peu près la part de la Chine avant les mesures gouvernementales, ce qui suggère que les mineurs ont bien cessé leurs opérations, tous en même temps», ajoute Michel Rauchs. Depuis, le réseau a repris une activité aussi intense, et l'a même dépassée.

Une partie importante des mineurs s'est relocalisée aux Etats-Unis, où ils cherchent des sources d'énergie au prix peu élevé, et où les législateurs sont partagés sur

le sujet encore nouveau des cryptomonnaies.

Le président du régulateur des marchés (SEC), Gary Gensler, a ainsi qualifié le secteur de «Far West» à plusieurs reprises, même s'il a reconnu fin septembre qu'il n'avait pas le pouvoir d'interdire leur utilisation sans l'appui des parlementaires.

Implantation encouragée

A l'inverse, certains élus, surtout du côté de l'opposition républicaine encouragent cette nouvelle source de revenu à la croissance impressionnante.

Le sénateur texan Ted Cruz, invité à une conférence sur le bitcoin, a incité vendredi les mineurs à s'installer dans son Etat pour profiter du gaz et de l'énergie éolienne produits localement et qui sont en partie gaspillés faute de demande. ■

PUBLICITÉ

Trader vite fait bien fait en déplacement?

Réaliser des opérations boursières n'importe où avec l'e-trading.

Le placement facile.

postfinance.ch/e-trading

PostFinance

18 Carnet du jour

DEUIL

LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE RJ MANAGEMENT SA

ont le profond regret de faire part du décès de

MONSIEUR JEAN-HUGUES LEOPOLD-METZGER (ZL)

PÈRE DE MONSIEUR PHILIPPE LEOPOLD-METZGER

leur cher ami et membre du Conseil d'Administration de RJ Management SA.

Ils lui expriment, ainsi qu'à sa famille, leurs plus sincères condoléances et leur font part de leur profonde sympathie.

CONVOIS FUNÈBRES

LAUSANNE

10 h 30: **M. Erwin Chatelain**; Lucens; centre funéraire de Montoie, chapelle A.

11 h: **M^{me} Antoinette Forclaz-Grivel**; chapelle Saint-Roch.

VAUD

Aigle - 10 h: **M. Konstantinos Leonardos**; chapelle Saint-Jean.

Clarens - 14 h: **M^{me} Sonya Fuchs**; temple.

Fiez - 15 h: **M^{me} Nanette Taillefert-Deriaz**; église (pass sanitaire requis).

Gingins - 14 h: **M. Dan-Nicolas Blandu**; temple.

Morrens - 14 h: **M. Daniel George**; église (50 personnes autorisées à l'intérieur).

FRIBOURG

Bulle - 14 h: **M. Gilbert Crausaz**; église Saint-Pierre-aux-Liens (pass sanitaire et pièce d'identité requis).

Fribourg - 14 h 30: **M. Georges Bärtschi**; église Saint-Pierre (certificat Covid requis).

Fribourg - 14 h 30: **M. Albert Brugger**; église Sainte-Thérèse (pass sanitaire requis).

Fribourg - 14 h 30: **M^{me} Ida Rotzetter-Bürky**; église Saint-Jean (pass sanitaire et pièce d'identité requis).

NEUCHÂTEL

Neuchâtel - 14 h: **M. Claude Hiertzeler**; chapelle du cimetière de Beaugard (pass sanitaire ou test négatif obligatoires).

VALAIS

Evolène - 17 h: **M^{me} Danielle Beytrison Bays**; église (pass sanitaire requis).

Sierre - 10 h 30: **M. Sigismund Mathieu**; église Sainte-Catherine (pass sanitaire requis).

GENÈVE

Genève - 14 h: **M. Jean de Muralt**; chapelle des Rois (certificat Covid demandé).

Genève - 14 h: **M^{me} Nicole Piguet**; chapelle Camoletti, proche de l'entrée principale du cimetière Saint-Georges (passe sanitaire et carte d'identité obligatoires).

Genève - 14 h 15: **M^{me} Roxane Aubry**; centre funéraire de Saint-Georges.

CARNET DU JOUR

Les avis peuvent être envoyés par e-mail à l'adresse carnets@letemps.ch jusqu'à 17h le jour avant la parution.

Tél. +41 22 575 80 50

E-mail: carnets@letemps.ch

LE TEMPS

TÉLÉPHONES UTILES

NUMÉROS D'URGENCE

Urgences santé/Ambulances: Tél. 144
Police Secours: Tél. 117
Sauvetage du lac: Tél. 117
Pompier: Tél. 118
Secours routier: Tél. 140
La Main tendue: Tél. 143
Centre d'information toxicologique: Tél. 145
Aide pour enfants Pro Juventute: Tél. 147
REGA: Tél. 1414
Air Glaciers: Tél. 1415

HÔPITAUX ET CLINIQUES

GENÈVE

HUG: Tél. 022 372 33 11
HUG Urgences adultes: Tél. 022 372 81 20
HUG Urgences de gynécologie et d'obstétrique: Tél. 022 372 42 36
HUG Urgences ophtalmologiques: Tél. 022 372 84 00
HUG Urgences pédiatriques: Tél. 022 372 45 55
HUG Urgences psychiatriques: Tél. 022 372 38 62
HUG Prévention suicide: Tél. 022 372 42 42
HUG Ophtalmologie: Tél. 022 382 84 00
Hôpital de La Tour: Tél. 022 719 61 11
Centre médico-chirurgical Grand-Pré: Tél. 022 734 51 50
Centre Médical Eaux-Vives: 022 737 47 47
Clinique de Carouge: Tél. 022 309 45 45
Clinique La Colline, urgences: Tél. 022 702 21 44
Clinique Générale-Beaulieu: Tél. 022 839 54 15
Clinique des Grangettes: Tél. 022 305 01 11
Urgences adultes: Tél. 022 305 07 77
Urgences enfants: Tél. 022 305 05 55
Clinique et permanence d'Onex: Tél. 022 709 00 00
Clinique dentaire de Genève: Tél. 022 735 73 35

Garde pédiatrique de Lancy:

Tél. 022 879 57 00 (Jour)
Tél. 0844 022 022 (Soir sur RDV)
SOS médecins à domicile: Tél. 022 748 49 50
SOS Infirmières: Tél. 022 420 24 64

VAUD

CHUV: Tél. 021 314 11 11
Hôpital de l'enfance, Lausanne: Tél. 021 310 50 00
Hôpital ophtalmique, Lausanne: Tél. 021 626 81 11
Centrale téléphonique des médecins de garde du canton de Vaud: Tél. 0848 133 133
Centre de la main: Tél. 021 314 25 50
Clinique Cecil, Lausanne: Tél. 021 310 50 00
Clinique de Montchoisi, Lausanne: Tél. 021 619 39 39
Clinique Bois-Cerf, Lausanne: Tél. 021 619 69 69
Clinique de La Source, Lausanne: Tél. 021 641 33 33
Clinique de Genolier: Tél. 022 366 90 99
Centre hospitalier Yverdon: Tél. 024 424 44 44
Hôpital Saint-Loup: Tél. 021 866 51 11
Hôpital Orbe: Tél. 024 442 61 11
Hôpital La Vallée, le Sentier: Tél. 021 845 18 18
Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: 058 773 21 12
Centre hospitalier de La Côte, Morges: Tél. 021 804 22 11
Hôpital de Rolle: Tél. 021 822 11 11
Hôpital de Gilly: Tél. 021 822 47 00
Clinique La Lignière, Gland: Tél. 022 999 64 64
Hôpital de Nyon: Tél. 022 994 61 61
Hôpital du Pays-d'Enhaut, Château-d'Oex: Tél. 026 923 43 43
Policlinique médicale universitaire: Tél. 021 314 60 60
Permanence PMU-Flon: Tél. 021 314 90 90
Hôpital intercantonal de la Broye, Payerne: Tél. 026 662 80 11

FRIBOURG

Hôpital cantonal: Tél. 026 306 00 00

NEUCHÂTEL

Hôpital Pourtalès: Tél. 032 713 30 00
Hôpital La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 967 21 11
Hôpital de la Providence: Urgences médicales et chirurgicales Tél. 032 720 30 46
Clinique de la Tour, La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 930 30 00
Clinique Montbrillant, La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 910 094 00

VALAIS

Hôpital de Sion: Tél. 027 603 40 00
Hôpital de Sierre: Tél. 027 603 70 00
Hôpital Martigny: Tél. 027 603 90 00
Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: 058 773 21 12
Permanence médicale du Chablais: Route de Morgins 54, Monthey, 058 773 11 46, ouverte du lundi au vendredi de 9h à 18h, avec ou sans rendez-vous.

JURA

Hôpital de Delémont: Tél. 032 421 21 21
Hôpital de Porrentruy: Tél. 032 465 65 65

ADRESSES DE POMPES FUNÈBRES EN SUISSE ROMANDE

GENÈVE
Pompes Funèbres Officielles Ville de Genève: Tél. 022 418 60 00
Pompes Funèbres Générales Genève SA: Tél. 022 342 30 60
A. Murith SA: Tél. 022 809 56 00,

VAUD

Pompes funèbres officielles de la Ville de Lausanne: Tél. 021 315 45 45
Blanchet & Wiesmann SA: Renens, Tél. 021 636 13 13
Cossonay-Ville: Tél. 021 861 13 13

Nyon: Tél. 022 362 33 33
Cassar Pompes Funèbres SA: Lausanne: rue du Tunnel 7, Tél. 021 329 08 10.
Aigle: tél. 024 466 46 56
Aubonne: Tél. 021 808 62 88
Bex: tél. : 024 463 35 79
Carrouge: Tél. 021 903 26 24
Corcelles-le-Jorat: Tél. 021 903 18 69
Château-d'Oex: Tél. 026 924 40 00
Chexbres: Tél. 021 946 24 01
Echallens: Tél. 021 882 23 35
Froideville: Tél. 021 881 15 20
Goumoens-la-Ville: Tél. 021 881 56 94
La Tour-de-Peilz: Tél. 021 944 00 54
Le Mont-sur-Lausanne: Tél. 021 653 06 12
Mézières: Tél. 021 903 23 38
Montreux: Tél. 021 964 46 46
Morges: Tél. 021 801 06 08
Morrens: Tél. 021 731 16 55
Moudon: Tél. 021 905 28 28
Nyon: Tél. 022 361 80 10
Orbe: Tél. 024 441 15 55
Oron-la-Ville: Tél. 079 398 80 15
Rolle: Tél. 021 825 50 60
Villeneuve: Tél. 021 960 30 20
Vuibroye: Tél. 021 907 79 18
Yverdon-les-Bains: Tél. 024 425 27 27
Eggs F. & Fils: Territet, av. de Chillon 74, Tél. 021 963 44 24

Fischer Manfred Sàrl: Chavornay, le Verneret 27A, Tél. 024 441 13 38
Florideuil: Lausanne, av. William-Fraisse 1, Tél. 021 616 05 97
Funeradog: Pampigny, rte de la Moutonnerie 3A, Tél. 021 800 08 33
Funesta: Aigle, rue de Jérusalem 2, Tél. 024 471 91 91
François Schneider et fils, Yverdon-les-Bains et environs: rue du Buron 2, Tél. 024 425 73 43.
Gaillard et Pittet SA pompes Funèbres: Morges, av. de Vertou 8, Tél. 021 801 23 43

Bière: Tél. 021 809 51 60
Nyon: Tél. 022 361 05 05
Perroy: Tél. 021 825 30 40
Gavillet SA Pompes funèbres: Montreux, avenue des Alpes 90bis, Tél. 021 963 27 32
Vevey: Tél. 021 922 89 11
Générales SA: Montreux, avenue des Alpes 90bis, Tél. 021 922 89 13
Le Sépey, route de Leysin 35, Tél. 024 491 18 51
Echallens, Grand-Rue 7, Tél. 021 882 20 22
Lucens, avenue de la Vignette 25, Tél. 021 906 60 44
Lausanne, rue du Maupas 6, Tél. 021 342 20 20
Pérusset SA: Orbe., rue Sainte-Claire 8, Tél. 024 441 32 78
Pompes Funèbres de la Riviera: Vevey, avenue Mayor-Vautier 22, Tél. 021 922 69 00
Clarens, Tél. 021 961 11 12
La Tour-de-Peilz, Tél. 021 944 50 80
St-Légier-La Chiésaz, Tél. 021 943 53 00
Pompes Funèbres de Saint-Laurent SA: Moudon. rue du Temple 6, Tél. 021 905 12 00

NEUCHÂTEL

Wasserfallen Pompes Funèbres: faubourg du Lac 11, Tél. 032 725 40 30.
Flühmann-Evard: rue de la Maladière 16, Tél. 032 725 36 04
Pompes Funèbres Flühmann-Evard, Couvet: Tél. 032 863 23 42.
Accompagnement Guntert J.-F. pompes funèbres SA, La Chaux-de-Fonds: rue de Chasseral 79, Tél. 032 968 38 33
Pompes funèbres Yan Dubois, Couvet: Clos-Pury 7, Tél. 032 861 12 64
Emery Pompes funèbres, Hauterive: Rouges-Terres 18, Tél. 032 841 18 00
Pompes Funèbres Horizon, Colombier:

rue du Creux-du-Sable 20, Tél. 032 842 18 42

JURA

ARC-Jura Voisard SA: www.arc-jura-voisard.ch
Bassecourt: Tél. 032 426 88 88
Delémont: rue de Fer 7, Tél. 032 422 25 25
Porrentruy: Pompes Funèbres d'Ajoie SA, rue Pierre-Péquignat 46, Tél. 032 466 38 38
Saignelégier: Pompes Funèbres Chaignat SA, rue de la Gruère 25, Tél. 032 951 24 51

FRIBOURG (CANTON)

Pompes Funèbres Générales Fribourg-Région Sàrl: Fribourg: rue de Morat 54, Tél. 026 322 39 95
Bulle: Tél. 026 913 97 07.
Romont: Tél. 026 652 89 90
Murith P. SA: Fribourg: bd de Pérolles 27, Tél. 026 322 41 43
Corserrey: les Pontets 10, Tél. 026 470 19 94
Domdidier: route de Saint-Aubin 6, Tél. 026 675 41 33
Murten: Tél. 026 672 21 00
Bestattungsdienst Josef Mülhauser: Düringen: Velgaweg 4, Tél. 026 493 30 46
Bestattungsdienste Raemy GmbH: Giffers: Allmendstrasse 20, Tél. 026 418 14 29

VALAIS

Gay-Crosier & Terretaz SA: Martigny: rue D'Octodure 2, Tél. 027 722 24 13.
Pompes funèbres Pagliotti & Fils: Martigny: av. du Grand-St-Bernard 66, Tél. 027 721 87 21

LE TEMPS IMPRESSUM

Editeur/Rédaction
Le Temps SA - Avenue du Bouchet 2
CH - 1209 Genève
Tél + 41 22 575 80 50

Conseil d'Administration
Présidence: Eric Hoesli
Administrateur-délégué: Tibère Adler

Direction
Tibère Adler, administrateur-délégué
Madeleine von Holzen, rédactrice en chef
Zeynep Ersan Berdoz, directrice
Stratégie et Développements
Oliver Schwarz, finances
Nicole Pomezny, ressources humaines

Rédactrice en chef
Madeleine von Holzen
Adjoints:
Paul Ackermann

Xavier Filliez
Serge Michel
Eleonore Sulser
Richard Werly (détaché)
Assistante et office manager:
Monique Graber Sangiorgio

Chefs de rubrique
International:
Marc Allgöwer
Suisse:
Vincent Bourquin
Economie:
Valère Gogniat
Opinions & Débats:
Frédéric Koller
Culture & Le Temps Week-end:
Stéphane Gobbo
Époque & Société:
Célia Héron
Sport:
Laurent Favre

Sciences:
Pascaline Minet

Chefs d'édition
Nicolas Dufour (numérique)
Florian Delafol (numérique)
Catherine Frammery (numérique)
Olivier Perrin
Philippe Simon
Jean-Michel Zufferey

Iconographie
images@letemps.ch

Rédactrice en chef
T Magazine
Rinny Gremaud

La liste complète de tous les services et collaborateurs du Temps SA sur www.letemps.ch/contact/annuaire

Rédaction de Berne
Responsable: Bernard Wuttrich
Bundesgasse 8
CH - 3003 Berne
Tél. + 41 22 575 80 50

Rédaction de Sion
Responsable: Grégoire Baur
Case postale 906
CH - 1950 Sion
Tél. +41 22 575 80 50

Rédaction de Zurich
Flurstrasse 55
CH - 8048 Zurich
Tél. + 41 22 575 80 50

Relation clients
Ringier SA
Pont Bessières 3
CP 7289 - 1002 Lausanne
Lundi-vendredi

8h00 à 11h30 - 13h30 à 16h30
Tél. 0848 48 48 05
E-mail: relationclients@letemps.ch
Tarifs: découvrez nos offres sur www.letemps.abos

Régie publicitaire
Ringier Advertising
Pont-Bessières 3
1002 Lausanne
Tél. +41 58 909 98 23
E-mail: lt_publicite@ringier.ch
Prix et conditions générales: www.ringier-advertising.ch
Managing Director:
Thomas Passen
Head of sales romandie:
Anne-Sandrine Backes-Klein

Impression
CIL, Centre d'Impression Lausanne SA

Tirage diffusé
35 370 exemplaires
(source: tirage contrôlé REMP 2021)

Audience REMP MACH Basic
2021-1 : 105 000 lecteurs
La rédaction décline toute responsabilité envers les manuscrits et les photos non commandés ou non sollicités. Tous droits réservés. En vertu des dispositions relatives au droit d'auteur ainsi qu'à la Loi contre la concurrence déloyale et sous réserve de l'approbation préalable écrite de l'éditeur (tél.+41 22 575 80 50; e-mail: info@letemps.ch) sont notamment interdites toute réimpression, reproduction, copie de texte rédactionnel ou d'annonce ainsi que toute utilisation sur des supports optiques, électroniques ou tout autre support, qu'elles soient totales ou partielles, combinées ou non avec d'autres oeuvres ou prestations. L'exploitation intégrale ou partielle des annonces par des tiers non autorisés, notamment sur des services en ligne, est expressément interdite.
ISSN 1423-3967
No CPPAP: 0413 N 05139
Notre papier journal est produit de manière écologique avec une forte proportion de papier recyclé

Servette Chênois dans la gueule des Louves

LIGUE DES CHAMPIONNES Les Genevoises se sont inclinées 5-0 ce mercredi à Wolfsburg contre l'une des équipes les plus titrées d'Europe. Le fossé est large, même si, de leur côté, les Allemandes ont de plus en plus de concurrence sur la scène internationale

LIONEL PITTET, WOLFSBURG
@lionel_pittet

L'écart de niveau se confirme entre le Servette FC Chênois Féminin et ses adversaires en Ligue des championnes. Après avoir été battues 0-3 à Genève par la Juventus, les protégées d'Eric Sévèrac ont enregistré une défaite plus cinglante encore à Wolfsburg, ce mercredi (5-0). Il leur reste à découvrir Chelsea, la formation qui passe pour la plus redoutable du groupe A.

En Allemagne, les championnes de Suisse ont résisté durant un quart d'heure. Mais le tableau était déjà limpide, entre une formation qui portait l'assaut et une autre qui encaissait les coups. A la 17e minute, Svenja Huth a profité d'un ballon mal dégagé pour ouvrir le score d'une frappe surpuissante, puis les buts se sont enchaînés à intervalles réguliers. L'addition aurait été plus salée encore sans plusieurs parades spectaculaires d'Inês Pereira. Ses coéquipières ne se sont pas découragées et n'ont jamais abandonné, mais elles sont restées loin du compte et de la cage d'Almuth Schult.

Pouvait-il en aller autrement? Avant la rencontre, Daniel Hotop se posait la question. Le spécialiste football féminin des *Wolfsburger Nachrichten* n'avait jamais vu jouer une équipe suisse. «Et cette année, mêmes les rencontres qui devraient être faciles ne le sont pas tant que ça pour Wolfsburg, soupirait le journaliste. Mais c'est vrai que s'il doit y avoir une victoire facile, ce sera peut-être celle-ci...»

On vit Volkswagen

Point d'offense aux championnes de Suisse. C'est juste qu'elles poursuivent leur apprentissage du plus haut niveau tandis que le VfL Wolfsburg est l'une des équipes les plus titrées d'Europe avec ses deux succès en Ligue des championnes. Les Louves («die Wölfinnen» *auf Deutsch*) cumulent aussi six sacres en Bundesliga, historiquement le plus relevé des championnats du Vieux Continent, et huit victoires en Coupe d'Allemagne. Le tout, s'il vous plaît, depuis 2013 et un triplé retentissant qui a placé cette petite ville de 125 000 habitants bien en évidence sur la carte du football féminin.



Les Louves de Wolfsburg en train de célébrer leur premier but contre les Suissesses. (SWEN PFÖRTNER/KEYSTONE)

REPORTAGE

Le monde de l'industrie, lui, la connaissait déjà pour ces quatre immenses cheminées qui chatouillent le ciel et indiquent au visiteur l'emplacement de l'usine Volkswagen. Le constructeur automobile est indissociable d'une localité qui n'était qu'un village lorsque les Coccinelles commencèrent à y être produites en 1938. Une anecdote résume l'importance de la marque pour Wolfsburg: en 2003, la ville est officiellement devenue «Golfsburg» pendant deux mois pour accueillir la cinquième génération de la Golf...

Ici, on roule Volkswagen, on travaille Volkswagen et on se divertit Volkswagen, que ce soit au parc à thème Autostadt, dans les différents lieux culturels soutenus par la firme ou bien sûr au stade. «Le VfL Wolfsburg est une société fille de Volkswagen, elle lui appartient à 100%», rappelle Tim Schumacher, qui est devenu l'un des trois direc-

teurs généraux du club de football en 2016 après avoir commencé sa carrière au département juridique de... Volkswagen.

Démarche visionnaire

Selon lui, le football féminin «fait partie de l'ADN» local. «Pour l'entreprise, les thèmes de l'égalité et de l'émancipation de la femme sont très importants, car elle veut être attractive pour ses employés, les personnes qu'elle souhaite recruter et aussi les gens de la région, développe-t-il. C'est pour cela que le VfL Wolfsburg s'est engagé tôt et avec conviction dans le football féminin. Aujourd'hui, vu les succès obtenus, cela participe à sa notoriété en Allemagne et au-delà.»

Le club, dont l'équipe masculine dispute aussi la Ligue des champions cette année, fut l'un des premiers à anticiper l'essor que la discipline allait connaître auprès de l'«autre» genre. En 2003, il absorbe

l'équipe féminine locale (devenue WSV Wendschott après être née Eintracht Wolfsburg en 1973) à une époque où les formations qui gagnent sont indépendantes.

La démarche se révèle visionnaire: aujourd'hui, dix des douze équipes de Bundesliga féminines sont des sections de clubs professionnels masculins.

C'est peut-être le sens de l'his-

«Pour Volkswagen, les thèmes de l'égalité et de l'émancipation de la femme sont très importants»

TIM SCHUMACHER, L'UN DES TROIS DIRECTEURS GÉNÉRAUX DU CLUB

toire, et s'y engager reste abordable. Le VfL Wolfsburg ne publie pas de chiffres, mais le budget de son équipe féminine tournerait selon différents médias autour des 3,5 millions d'euros. Plus de quatre fois celui de Servette Chênois. Mais une toute petite fraction de celui de sa section masculine. Tim Schumacher ne commente pas, mais renvoie à la différence de primes versées par l'UEFA aux équipes participantes à la Ligue des champions (2100 millions d'euros) et à la Ligue des championnes (24 millions d'euros) pour rappeler qu'hommes et femmes sont encore loin d'évoluer dans le même univers financier.

«Aujourd'hui encore, il faut relativement peu d'argent pour hisser une équipe de femmes au plus haut niveau, mais Wolfsburg a eu l'intelligence de le faire quand cela coûtait encore moins cher», fait remarquer le journaliste Daniel Hotop. Qui craint toutefois la fin immi-

nente de l'époque où les Louves pouvaient chaque année prétendre aux plus prestigieuses trophées.

En Allemagne, le Bayern Munich a subitement décidé de faire de son équipe féminine (créée dans les années 1970) une formation de premier plan. Sur la scène internationale, la Juve, le Barça et les équipes anglaises suivent le mouvement. «La compétition s'intensifie clairement avec des clubs espagnols, anglais et français qui investissent de plus en plus, note Tim Schumacher. Aujourd'hui, on ne peut pas dire que Wolfsburg veut gagner la Ligue des champions. On veut se qualifier chaque année pour la phase de groupes, et si possible pour le deuxième tour, où tout est alors possible. Mais gagner est désormais beaucoup plus difficile qu'il y a trois, quatre ou cinq ans.»

Un stade à elles

Reste qu'avec son expérience, le VfL Wolfsburg a pris de l'avance en matière de savoir-faire. Il sait où établir des synergies (tous les secteurs administratifs notamment) et où s'abstenir (l'essentiel du domaine sportif).

«Nous ne nous entraînons pas au même endroit que l'équipe féminine et nous avons relativement peu de contacts avec les joueuses, confirme le Genevois Kevin Mbabu, membre de l'équipe masculine. Nous participons parfois à des événements ensemble, notamment auprès de sponsors, mais nous ne partageons ni nos entraîneurs, ni nos staffs médicaux.»

Ni, d'ailleurs, leur stade: depuis 2015, les «Wölfinnen» évoluent dans leur propre enceinte de 5200 places, l'AOK Stadion, situé juste à côté de la six fois plus vaste Volkswagen Arena où s'illustre le latéral de la Nati. Il est moderne, fonctionnel et bien dimensionné pour une formation dont les matchs accueilleraient, avant la pandémie, une moyenne de 2000 spectateurs. Ils n'étaient que 869 mercredi contre Servette mais si le club «fait bien ses devoirs», comme aime le répéter Tim Schumacher, peut-être seront-ils beaucoup plus nombreux dans un avenir proche...

En attendant, avant chaque coup d'envoi, les enceintes balancent toujours des hurlements de loups qui rappellent aux équipes adverses où elles s'apprennent à mettre les crampons. ■

PUBLICITÉ

**Il vous reste tant à lire!
Profitez des contenus réservés
à nos abonnés**

Pour nous lire en ligne,
c'est facile, il suffit
d'activer votre compte sur
www.letemps.ch/activer



Après la marche du Capitole, le FBI craint de nouveaux soulèvements

Article publié le mardi 12 janvier 2021



LE TEMPS

La marche du monde, sur LeTemps.ch

La Revue genevoise ronronne

SPECTACLE Produit désormais par Frédéric Hohl, le grand spectacle satirique ne tient pas la longueur au Petit Casino de Genève, malgré l'excellence des interprètes

ALEXANDRE DEMIDOFF
@alexandredmiff

Une bonne nouvelle d'abord: *La Revue genevoise* est de retour dès ce vendredi au Petit Casino, avec Alain Berset en guest-star malgré lui – Laurent Deshusses, méconnaissable et époustoufflant. Deuxième nouvelle réjouissante: les interprètes réunis par le producteur Frédéric Hohl – qui a repris les clés de la boutique – ont du talent, ce qui attise les regrets. Car la troisième nouvelle est moins heureuse: cosignée Claude-Inga Barbey, Capucine Lhemanne, Laurent Deshusses et Thierry Meury, la satire est mitée, alternant morceaux de bravoure et mornes tunnels, tableaux inspirés et saynètes poussives, comme si ces quatre plumes ne s'étaient pas accordées, comme si elles étaient trop différentes pour faire encrier commun, comme si surtout il avait manqué l'œil d'un metteur en scène pour trancher dans le gras et resserrer une matière trop distendue.

Est-ce un symptôme? Le plus croquant de cette 129e édition de *La Revue*

puise dans le chaudron politique de l'année. C'est d'abord, sur un écran de cinéma, Alain Berset, mine de funérailles, demandant solennellement au public de ne pas rire, pour éviter les projections de postillons. Et de se féliciter de la médiocrité de la gent dramatique locale qui ne risque pas d'affoler les muscles zygomatiques.

Alain Berset en Gargamel

Ce même Alain Berset reviendra au bout de la nuit, comme le malfaisant Gargamel dans les Schtroumpfs, plus plissé que jamais par les couacs en chaîne de cet *annus horribilis*. Il aura assisté aux intrusions de Manuela, la femme de ménage espagnole, philosophe terre à terre dans son tablier rose – Claude-Inga Barbey, le grain de folie du spectacle. Il l'aura écoutée pleurer son Darius Rochebin, le temps d'un slow avec un balai élégiaque, ou dispenser ses conseils à la toujours impayable Doris Ittig, dans la peau d'une artiste désespérant de toucher ses APG. Il aura surtout applaudi le salmigondis vaudois de Guy Parmelin (Laurent Deshusses encore!) recevant dans son costume de président de la Confédération Vladimir Poutine et Joe Biden. Cette parodie avec sac de montagne et spécialité locale – un malakoff pour le caïd du Kremlin – est un bonheur de dérision.

Mais *La Revue* est aussi l'art des choses vues au coin de la rue. C'est là que le spectacle pêche. Si la chronique des puissants fait mouche – Antonio Hodgers et Fabienne Fischer en sortent lessivés –, celle de nos aberrations partagées est faible. Le suicide avorté d'un amoureux du Cirque Knie et l'hommage farceur à la grande famille de Fredy sont trop longs pour que l'humour poétique opère. Même constat devant le vaudeville en version covid – un amant au placard pendant trois mois, sous la menace d'un mari condamné au télétravail.

Le rendez-vous du Petit Casino est une épreuve en soi pour ses scénaristes. Ils doivent additionner les bonnes histoires pendant deux heures et demie, entracte compris. Mais pour qu'elles vivent, il faut qu'elles respirent. C'est une affaire de rythme, c'est-à-dire de variation de durées. Par le passé, Pierre Naftule et son équipe avaient introduit des fines gâchettes du stand-up, qui reprenaient au vol l'actualité du jour. Ils injectaient de la surprise et du piquant. L'autre soir, devant un parterre de conseillers municipaux et administratifs, le show manquait de cette vitalité, comme si le covid avait anesthésié les satiristes. Alain Berset peut bien tomber de son fauteuil. Il y a des années qui résistent à l'esprit comique. ■

La Revue genevoise, Genève, Petit Casino, dès le 14 oct.; rens. www.larevue.ch

Le vote des femmes aux enfants



LIVRES Caroline Stevan publie «Citoyennes!». Dans cet opus illustré par Elina Braslina, la journaliste et autrice dresse une histoire fraîche et vulgarisée de la conquête féminine du pouvoir politique

AGATHE SEPPEY
@AgatheSeppey

C'était le vendredi des cris et des chants. Le vendredi du «c'en est trop», mais aussi celui de l'espoir. Ce 14 juin 2019, elle était dans la rue, Caroline Stevan. Avec ses deux filles, muées alors en sœurs d'un jour. En sœurs de lutte contre l'inégalité de genre et pour la liberté. C'est à ce moment-là, ciel bleu, rues violettes, que le flambeau est passé des grandes mains aux petites et que la graine de *Citoyennes!* s'est plantée dans les pavés fleuris de milliers de femmes. «J'ai senti la nécessité de raconter à mes filles et à d'autres tout le chemin qui a été parcouru pour que l'on puisse manifester ce 14 juin», livre la journaliste franco-suisse.

Citoyennes!, publié récemment chez Helvetiq, narre l'histoire du droit de vote des femmes dans le monde, au stylo et à l'encre de couleur. Les mots frais de l'autrice s'unissent à des dessins ludiques signés par la Lettone Elina Braslina, illustratrice jeune public. Le livre conte au passé et s'ancre au présent, naviguant habilement entre les questions simples et les réponses moins simples. Entre les pionnières, les combattantes, les intrépides, pour finalement s'achever sur un panorama des politiciennes d'aujourd'hui et des batailles à venir.

Un complément à l'éducation

Rédigé avec une pensée pour celles et ceux qui glisseront bientôt leur première enveloppe dans l'urne, l'ouvrage souhaite nourrir aussi les personnes qui éduquent les plus jeunes. Et pourquoi pas tout le monde. «Il y a énormément de gens qui n'ont pas conscience de toutes les luttes qui ont eu

lieu – et de la violence qu'elles ont engendrée – pour que les femmes acquièrent leurs droits», note l'autrice. Loin de vouloir jeter la pierre à une éducation scolaire qui faillirait à sa mission, Caroline Stevan ne se veut pas non plus «moralisatrice»: «Si ce livre peut être un outil supplémentaire dans les mains d'enseignantes et enseignants pour amener matière et débat autour de l'égalité, je suis satisfaite.»

«Rien n'est jamais gravé dans le marbre. Des retours en arrière sont toujours possibles»

CAROLINE STEVAN

Et c'est déjà chose faite. *Citoyennes!* a récemment inspiré une enseignante vaudoise qui a reproduit une scène forte en symbolique décrite dans l'ouvrage. Imaginez une classe où les filles et les garçons seraient traités différemment, de façon flagrante et sans qu'aucune explication leur soit donnée. Insolite, déstabilisant, injuste. L'enseignante en question a mené cette expérience dans une école de Genolier avec ses élèves de 11 à 12 ans. Durant une semaine, elle a favorisé les filles avant de faire de même avec les garçons. En pratique? «Elle laissait par exemple les filles s'asseoir plus rapidement lors du retour en classe alors que les garçons devaient rester debout, ou elle ne distribuait des bonbons

Mourir ne peut plus attendre

JAMES BOND Cinquième et dernier film avec Daniel Craig, «Mourir peut attendre» réserve une grosse surprise finale. Attention spoiler: l'agent britannique est éternel, comme les diamants, mais pas immortel

ANTOINE DUPLAN
@duplantoine

Achille, le champion des Grecs, meurt d'une blessure au talon provoquée par une flèche. Hercule est brûlé, jusqu'à la moelle par le venin qui imprègne sa tunique. Thésée, le vainqueur du Minotaure, est poussé par le fourbe Lycomède en bas d'une montagne... Oui, les héros meurent. Or James Bond est un héros. Donc James Bond meurt. C'est la surprise finale de *Mourir peut attendre*, cinquième et dernier film de la franchise avec Daniel Craig dans le rôle de l'agent britannique.

La presse n'a rien dit de ce coup de théâtre. Il faut dire que l'époque vit sous le joug du spoiler, cette frilosité de l'esprit

qui veut que l'on taise désormais la folie de Hamlet, les infidélités de Madame Bovary ou la mort de Julien Sorel. L'interdit s'est officialisé avec *Mourir peut attendre*. Priés en début de séance de ne rien divulguer, les journalistes se sont pliés à l'ukase. Ils ont regardé le film avec inquiétude, s'interrogeant: ai-je le droit d'écrire qu'il y a des poursuites motorisées? Que le

Les instances directrices du *Temps* ont dit: ces timidités, ça suffit! Le devoir d'information doit l'emporter sur la hantise du spoiler. Maintenant que 198 335 spectateurs ont vu le film en Suisse (330 000 en France, et assez sur terre, en attendant la Chine à la fin du mois, pour annoncer des recettes de plus de 314 millions de dollars...), maintenant que même ceux qui ne fréquentent pas les salles obscures se doutent de la tragique issue, on peut l'écrire noir sur blanc: pour la première fois en 25 missions, l'agent 007 meurt.

Hérésie surprenante

Evidemment, cette hérésie surprend. Depuis son apparition sur les écrans en 1962, James Bond semblait immortel. Il s'est réincarné à cinq reprises mais sans passer par l'épreuve du trépas, et personne ne s'émouvait de le voir changer d'apparence. Les cinq films avec Daniel Craig convergent toutefois vers cette conclusion inéluctable car ils relèvent d'une volonté de réalisme jusqu'alors absente de la série. L'Empire britannique s'étant ratatiné depuis les années 1960, la cote du mâle blanc dominant s'étant effondrée, 007 a abdiqué une forme de légèreté pop.

Qu'on se souvienne de la séance de torture dans *Casino Royale* (2006) où James se fait exploser les testicules à coups de corde à nœuds, atteinte directe à sa virilité conquérante, et de son chagrin lorsque meurt Vesper Lynd.

La pentalogie Craig s'attache à l'évolution du personnage. Le débutant qui obtient son permis de tuer dans *Casino Royale* est déjà jugé inapte au service dans *Skyfall* (2012). Empoisonné, frappé d'une balle, chu d'un viaduc, noyé dans un torrent écumeux, il meurt et ressuscite. Le consommateur de Bond Girls tombe amoureux dans *007 Spectre* (2015) et accomplit un pas supplémentaire vers les responsabilités de l'âge adulte (on ne va quand même pas tout spoiler) dans *Mourir peut attendre*. Le missile britannique qui embrase l'île japonaise où le méchant préparait l'Apocalypse marque le degré ultime de l'humanisation du héros sacrifiant sa vie pour sauver le monde...

Alors, James Bond, il est mort? Oui. C'est grave? Non. Il reviendra, incarné par un nouveau comédien pour traduire les convulsions idéologiques de son époque. Il est un mythe, inscrit dans le présent et la durée, à l'avant-garde de la technologie, au service de la tradition avec la complexité du spectateur, jubilant quand vrombit l'Aston Martin de 1964. A la fin du générique apparaît d'ailleurs la promesse rituelle: «*James Bond will return*». ■

Les cinq films avec Daniel Craig convergent vers cette conclusion inéluctable

Spectre est toujours actif? Que James Bond n'a peur de rien? Qu'il ramasse un doudou? Avant de comprendre in fine le pourquoi de l'injonction.

PUBLICITÉ

BIBLIOTHÈQUE DE GENÈVE

IL N'EST PAS BON QUE L'HOMME SOIT SEUL

FEMMES POLITIQUES GENEVOISES 1960-2002

Exposition jusqu'au 13 novembre 2021
Entrée libre
www.bge-geneve.ch

Bruno Mégevand quitte la présidence

GENÈVE L'initiateur du grand projet de formation renonce à ses responsabilités à la tête de la fondation. Rencontre

SYLVIE BONIER
@SylvieBonier

Il a tenu à recevoir en petit comité dans les locaux de son ancienne étude. Car si la nouvelle a été diffusée par communiqué de presse hier au moment de la rencontre, pour Bruno Mégevand, l'importance de la décision se devait d'être partagée. C'est que la Cité de la musique est son bébé, et que la résolution de quitter la présidence de la fondation au 1er octobre a été très difficile à finaliser, et à vivre. «C'est la plus douloureuse décision qu'il m'ait été donné de prendre dans ma vie active», avoue avec émotion l'avocat, à la retraite depuis le 1er janvier.

Après huit ans et plus de 5000 heures

bénévoles d'un travail enthousiaste, passionné et intensif, Bruno Mégevand jette l'éponge – à quelques mois du refus du référendum du 13 juin. «Nous n'avons perdu qu'à 800 voix près, soit 0,8% du scrutin. Il reste aujourd'hui au Conseil d'Etat à savoir ce qu'il voudra faire du vote consultatif et s'il entend valider ou non le préavis négatif de la commune de Genève.»

Assurer la pérennité

Ce qui a motivé sa démission, Bruno Mégevand l'explique sans fard: «A tort ou à raison, j'ai incarné ce projet auquel j'ai beaucoup été identifié. Le temps est venu que la Cité de la musique soit représentée institutionnellement par son Conseil de fondation, et plus par l'homme qui a lancé l'idée en s'engageant naturellement pour la défendre. Comme je tiens plus que tout à cette structure de formation et de musique,

s raconté



Olympe de Gouges s'est inspirée de la Déclaration de 1789 pour rédiger sa «Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne». Elle a laissé de nombreux autres écrits féministes. (ELINA BRASLINA HELVETIQ)

qu'à l'un des deux groupes», raconte Caroline Stevan. L'autrice est intervenue ensuite dans la classe pour échanger avec les enfants et leur professeur: «C'était incroyable. Les élèves ont pu se représenter, concrètement, ce qu'est une société dans laquelle la moitié de la population n'a pas la main sur les décisions qui la concernent.»

A la découverte de pionnières méconnues

L'ouvrage de Caroline Stevan a bénéficié du soutien de la ville de Lausanne. La journaliste estime que *Citoyennes!* pourrait jouer un rôle d'utilité publique. Parce qu'à ses yeux, faire la lumière sur la route orageuse du vote des femmes, c'est remercier celles qui ont compté et qui, parfois, ont tout sacrifié pour laisser une empreinte. C'est aussi dire que rien

n'est jamais «gravé dans le marbre et que des retours en arrière sont toujours possibles».

Avant de coucher son verbe vulgarisateur sur le papier, la journaliste a mené un travail de documentation foisonnant. Féministe convaincue et «déjà conscientisée», elle a pourtant découvert des pionnières dont elle n'avait jamais entendu parler et mille manières de lutter pour l'égalité. Et vous, connaissez-vous Huda Sharawi, cette enseignante égyptienne qui a défendu l'éducation des femmes au début du XXe siècle? Ou cette poétesse et révolutionnaire chinoise, Qiu Jin, qui a résisté contre un régime de femmes domestiquées avant d'être tuée en 1907? Les pages vous sont ouvertes. ■

Citoyennes! Il était une fois le droit de vote des femmes, Helvetiq, 2021.

nce de la Cité de la musique

j'espère pouvoir assurer sa pérennité et faciliter son avancement en me retirant.» «Si mon départ peut y contribuer, je préfère sacrifier mes sentiments personnels, poursuit Bruno Mégevand. Je resterai probablement simple membre de la fondation pour pouvoir aider ou faire bénéficier de mon expérience, mes connaissances et mes contacts.»

Pour l'avocat, les Feuillantines demeurent le meilleur lieu. «Nous avons tout étudié. Il n'y a pas de plan B dans la forme de ce que nous souhaitons, qui doit pouvoir accueillir la HEM en même temps que l'OSR et une salle symphonique.»

Gouvernance modifiée et nouvelles nominations

Aujourd'hui, le vice-président de la Fondation pour la Cité de la musique (FCMG), David Lachat, reprend la présidence *ad interim* jusqu'à la nomination du succes-

seur ou de la successeur. Dans son communiqué, la FCMG déclare vouloir «poursuivre ses efforts sur le projet qui fait dialoguer l'OSR (Orchestre de la Suisse romande) et la HEM (Haute école de musique), ouvert à toutes les musiques, et qui demeure d'une grande nécessité».

Elle annonce aussi «modifier sa gouvernance, le concept artistique et culturel, l'implantation du bâtiment et son architecture». Cela passera par la réduction à deux des représentants pour l'ensemble des institutions: OSR, HEM, nouveaux membres du conseil de fondation issus des collectivités publiques et des musiques actuelles.

«Une large concertation des milieux musicaux va débuter prochainement avec le Comité consultatif, créé en janvier 2021. Ces travaux déboucheront sur une refonte du projet artistique et culturel de la Cité de la musique», précise encore la fondation. ■

MAIS ENCORE

William Shatner s'envoie dans l'espace

Après avoir incarné le capitaine d'un vaisseau spatial dans la série culte «Star Trek», William Shatner, 90 ans, s'est rendu dans l'espace hier à bord d'une fusée bien réelle de Blue Origin, devenant la personne la plus âgée à atteindre l'ultime frontière, et accomplissant un exploit symbolique pour les générations de passionnés ayant suivi ses aventures. C'était «l'expérience la plus intense» imaginable, a déclaré l'acteur canadien après l'atterrissage. (AFP)

«Nous ne sommes plus aveugles sur la circulation des variants»

COVID-19 Désormais, les séquences génétiques du coronavirus en Suisse sont centralisées par la plateforme SPSP. De quoi donner une meilleure vue d'ensemble des variants et contribuer à la recherche internationale, selon Aitana Lebrand, sa cheffe de projet



PROPOS RECUEILLIS PAR FABIEN GOUBET
@fabienougout

Longtemps critiqué pour son manque d'intérêt initial pour le séquençage génétique des variants du coronavirus, l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) a, depuis, changé son fusil d'épaule. En mai, il a annoncé le lancement d'un programme national de surveillance des variants afin de suivre l'évolution du virus et d'évaluer le risque d'apparition de lignées échappant à l'immunité.

Effectuer le séquençage est une première étape: encore faut-il s'assurer d'obtenir des données de qualité, et surtout compatibles, ce qui est loin d'être une sinécure dans un pays fédéral tel que la Suisse. Pour y remédier, le SIB (Institut suisse de bioinformatique) annonce que la Swiss Pathogen Surveillance Platform (SPSP), une infrastructure en ligne, sera chargée de centraliser et d'uniformiser les séquences génétiques du coronavirus identifiées sur tout le territoire. Sa cheffe de projet opérationnelle Aitana Lebrand en dessine les contours.

Vous êtes chargée de SPSP. De quoi s'agit-il? SPSP est une plateforme en ligne sécurisée créée en 2018 - avant le covid - pour collecter les données génétiques d'agents pathogènes (bactéries, virus...) ayant un intérêt en médecine humaine ou vétérinaire. Elle rassemble les HUG, le CHUV, l'Hôpital de Bâle, les Universités de Berne et de Zurich et le SIB, ce dernier jouant également le rôle de coordinateur national.

Dans le cadre du covid, SPSP collecte les séquences du coronavirus identifiées dans toute la Suisse. Sa mission est de centraliser et d'harmoniser les données, mais aussi les

«Ces données permettent d'avoir une vision globale des variants en circulation»

AITANA LEBRAND

métadonnées, c'est-à-dire toutes les informations contextuelles qui les accompagnent telles que le lieu du test, la date, etc.

En quoi est-ce important? Les laboratoires chargés du séquençage utilisent habituellement chacun leur propre méthodologie pour produire et classer leurs données.

Les noms des échantillons ou des champs (la date, par exemple) diffèrent souvent d'un laboratoire à l'autre, ce qui rend les données difficilement comparables entre elles. Or pour avoir une vision globale de la circulation des variants dans le pays, il faut que ces données soient compatibles, ou «interopérables». Pour résumer, SPSP reçoit les résultats des séquençages envoyés par les laboratoires, les traite pour les rendre interopérables et les analyse pour identifier les variants, les restitue à l'OFSP sous forme de rapport sur mesure, et enfin les transmet à des plateformes de recherche scientifique.

Concrètement, à quoi ressemblent ces données que vous collectez? Ce sont des données informatisées que l'on reçoit sous forme brute, c'est-à-dire les résultats directs de séquençage. Il s'agit alors de fragments de séquence génétique du coronavirus,

qui permettent aux chercheurs de faire tous types d'analyses comparatives. Nous travaillons également avec des données de génome assemblé, ce qui permet de déterminer de quel variant il s'agit, mais aussi d'aller plus loin en identifiant des mutations intéressantes.

A quoi servent ensuite ces données harmonisées? L'objectif est double. Au niveau de la surveillance en santé publique, ces données, qui sont envoyées trois fois par semaine à l'OFSP, lui permettent d'avoir une vision globale des variants en circulation [ce que l'on retrouve dans le tableau de bord Covid-19, ndr], voire d'être en mesure de détecter de nouveaux variants émergents, ou encore des variants qui échapperaient à la vaccination. Disposer de données harmonisées grâce à SPSP simplifie énormément le travail de l'OFSP.

Deuxième objectif, ces séquences suisses ont également une vocation de recherche académique. Via SPSP, elles alimentent les grandes bases de données internationales telles que GISAID ou le Covid-19 Data Portal européen. Cela permet de soutenir la recherche scientifique et d'intégrer le contexte suisse dans la surveillance internationale des variants. Grâce à cet effort, la Suisse fait désormais partie des bons élèves au niveau mondial pour le partage des séquences. A noter que lorsque les données sont envoyées sur ces plateformes, elles sont auparavant rendues totalement anonymes.

De nombreux scientifiques ont critiqué par le passé la lenteur et le manque de vision d'ensemble en termes de surveillance génomique en Suisse. Est-ce que l'on peut dire qu'enfin le retard est comblé? Nous ne sommes en tout cas plus aveugles en regard de la circulation des variants, notamment grâce aux efforts de séquençage consentis ces derniers mois. Par ailleurs, SPSP a aussi rendu la Suisse davantage visible au niveau international. Le SIB participe notamment à des réunions dans le cadre d'un projet visant à coordonner et harmoniser l'envoi de séquences au niveau européen. ■

«La Terre aurait pu être comme Vénus»

ASTRONOMIE Une étude remet en question des croyances établies. Malgré ses similarités avec la Terre, la planète n'aurait jamais eu d'océans à sa surface. Les explications de l'astronome de l'Université de Genève Emeline Bolmont

PROPOS RECUEILLIS PAR HUGO RUHER

Un séjour touristique sur Vénus aujourd'hui ne donne pas vraiment envie. Une pression énorme, une atmosphère toxique, plus de 400 degrés à l'ombre... Rien de bien accueillant. Mais certains indices laissent penser que cela n'a pas toujours été le cas. Notre voisine aurait été similaire à la Terre avec même des océans à sa surface. Une croyance jusqu'alors bien établie, qui est désormais mise en doute par une étude suisse parue dans Nature. Emeline Bolmont, astronome à l'Université de Genève, est une des autrices.

La théorie générale veut que Vénus ait connu la présence d'océans, mais selon vous ce n'est pas le cas. Pourquoi? Les études précédentes se basaient sur un modèle climatique dans lequel il y avait de l'eau liquide après la formation de Vénus, et se demandaient si ces océans pouvaient perdurer. Nous sommes par-

tis d'un autre postulat: et si la chaleur avait tout simplement empêché la formation d'océans? Dans ce nouveau modèle, l'eau reste à l'état gazeux dans l'atmosphère, puis finit par s'échapper et le sol reste sec.

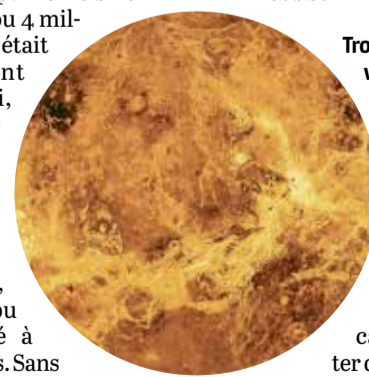
Qu'est-ce que vous fait penser qu'il faisait trop chaud? Entre les impacts de météorites lors de l'accrétion, et la proximité avec le Soleil, c'est trop! Même si le Soleil d'il y a 3 ou 4 milliards d'années était moins puissant qu'aujourd'hui, cela reste une trop grosse source de chaleur pour permettre l'apparition de l'eau liquide. En plus, le processus a pu être accéléré à cause des nuages. Sans eau liquide, les nuages ne peuvent pas apparaître côté jour, donc le Soleil tape de plein fouet. Il y en a côté nuit mais ils ne protègent pas, au contraire! Ils favorisent l'effet de serre et la planète n'arrive pas à se refroidir.

La Terre aurait-elle pu connaître le même destin? Oui, nous avons eu de

la chance car nous étions un petit peu plus loin! Si le Soleil avait eu la même luminosité qu'aujourd'hui, les océans n'auraient pas non plus

pu se former sur Terre et notre planète n'aurait jamais été habitable. C'est cette relative fraîcheur qui a donné l'occasion à la Terre de voir ses océans se condenser. Après, l'atmosphère s'est formée, les nuages aussi, et aujourd'hui nous sommes bien protégés.

INTERVIEW



Trois missions sont prévues pour aller visiter Vénus: Veritas et Davinci+ de la NASA, et EnVision de l'ESA. Pourront-elles confirmer votre hypothèse? Certainement. Elles devraient être capables de détecter des matériaux altérés par l'humidité comme

c'est le cas sur Mars. Si elles en trouvent, c'est que nous avons tort. D'ailleurs, c'est un peu ce que tout le monde espère, c'est bien plus excitant d'imaginer une Vénus anciennement habitable. Mais je trouve que la planète est fascinante dans tous les cas, donc nous verrons bien! ■

Surf sur la vague des bateaux électriques

#LETEMPSAVÉLO (29)

En octobre 2021 sera inaugurée la première «ligne verte» suisse de transports publics sur un bateau 100% électrique mis à l'eau par la Société de navigation du lac de Lugano. En jeu: une flotte tessinoise zéro émission, et l'image d'un canton souvent regardé de haut

CÉLIA HÉRON
@celiaheron

Devant nous, le déluge. La pluie qui s'abat sur le lac de Lugano en ce mois d'octobre donne au Ceresio, bateau historique de 1931, des airs d'Arche de Noé pimpée au néon vert fluo. La couleur symbolise l'effort fait cette année par la Società Navigazione del Lago di Lugano pour réduire son impact environnemental. Le Ceresio est le premier bateau suisse à moteur 100% électrique, dont l'endurance permet d'envisager l'exploitation commerciale en remplacement des embarcations diesel. Cette «ligne verte», qui relie Lugano à San Rocco et Gandria, fera la fierté du canton lors de son lancement courant octobre. Et ce n'est que le début.

Comment fonctionne-t-il? «Par ici, venez voir le moteur!» Francesco Musto, imperméable bleu et cravate ornée d'ancres marines, ouvre une trappe dans une cabine flamboyante neuve. «Attention à la tête», prévient-il. L'ingénieur, expert maritime de formation, a été mandaté par la société de navigation depuis le mois de janvier 2021 pour accompagner le projet. Il disparaît dans le ventre de la bête agrippé à une échelle en métal. «Je vous montre, mais ne prenez pas de photos. On aimerait garder certaines technologies pour nous, pour le moment.»

Plus de six heures d'autonomie

Le moteur d'origine, nonagénaire, a été remplacé par une version électrique et 6,5 tonnes de batteries. Leur stockage et leur refroidissement ont représenté un véritable défi, compte tenu de la taille imposée par le gabarit de l'antique embarcation. «Leur design, couplé à la possibilité de les charger rapidement, sont les innovations qui pourraient vraiment faire une différence pour l'exploitation commerciale», détaille Gabriel Ramos, responsable des projets stratégiques et directeur technique de la Società Navigazione. La vitesse de croisière n'en pâtit pas, au contraire: le Ceresio est légèrement plus rapide depuis



Sur le Ceresio, Francesco Musto (à g.), expert maritime mandaté par la Società Navigazione del Lago di Lugano pour sa transition énergétique, escorté de Gabriel Ramos, chargé des projets stratégiques de la société. (PHOTOS LE TEMPS)



SUR LE WEB

Découvrez, via ce QR code, notre carte interactive #LeTempsAVélo. En ligne, sur www.letemps.ch, cette carte montre le parcours et la composition des équipes. Elle donne aussi accès aux articles, photographies et vidéos, ainsi qu'aux carnets de bord du tour de Suisse.



sa métamorphose et atteint plus de 24 km/h.

Doté de plus de six heures d'autonomie, le Ceresio peut être rechargé en une vingtaine de minutes en mode accéléré, directement sur le débarcadère grâce à des prises surpuissantes. En mode lent sur le chantier naval, il faut compter trois à quatre heures. Adieu, planches de bois patinées. Pour répondre aux normes de sécurité, le deck, sol du bateau (ou le plafond de la salle des machines, c'est selon), a été remplacé par une couche d'acier et laine de verre afin d'assurer l'isolation en cas d'incendie. Un wifi crypté permet par ailleurs d'intervenir à distance et de prendre le contrôle sur le moteur et ses batteries en cas de problème.

A bâbord, la poupe blanche et bleue du Morcote, un bateau historique à diesel, se détache de l'embarcadère dans un nuage de fumée malodorante. Bientôt de l'histoire ancienne. «Nous aurions pu construire un nouveau véhicule au lieu de transformer le Ceresio, indique Gabriel Ramos, mais cela aurait été très cher. L'idée était aussi de montrer qu'on pouvait conserver le patrimoine historique lacustre tout en étant à la pointe de l'innovation.»

Les ambitions tessinoises ne s'arrêtent pas là. Le Ceresio est le fleuron du projet Venti35, lancé cette année, qui rassemble des partenaires des



secteurs public et privé. L'investissement pour Ceresio a été soutenu, entre autres, par l'Office fédéral des transports avec le programme SETP 2050, et par la Ville de Lugano. L'ensemble du projet a pour objectif de convertir

toute la flotte du lac à l'électricité d'ici à 2035, d'une part, et de faire du Tessin un pôle de compétence dans la transition énergétique, d'autre part.

«Que ce soit ici ou à Genève, c'est toujours pareil: tout le monde pense qu'il

«Construire un nouveau bateau? L'idée était aussi de montrer qu'on pouvait conserver le patrimoine historique lacustre tout en étant à la pointe de l'innovation»

GABRIEL RAMOS, DIRECTEUR TECHNIQUE DE LA SOCIETÀ NAVIGAZIONE DEL LAGO DI LUGANO

faut aller en Suisse alémanique pour apprendre quelque chose. Nous voulons inverser la tendance et faire en sorte que les étudiants, ingénieurs et entrepreneurs (re)viennent au Tessin pour acquérir des compétences dans ce domaine. Nous avons déjà des collaborations avec l'Université des sciences appliquées de la Suisse italienne, nous en espérons d'autres.»

L'espoir d'essaimer

Pour promouvoir leur initiative, les partenaires du projet Venti35 ont lancé l'association Green Swiss Lakes. «Nous avons l'intention de participer à la transition d'autres villes lacustres en Suisse, voire d'autres villes internationales. Ce secteur sera porteur et incontournable dans les années qui viennent», souligne Gabriel Ramos. Et en Suisse romande? Des prises de contact ont eu lieu, mais les détails ne seront pas partagés.

Sur le pont, le déluge redouble. Depuis 24 heures, la météo fait déjà les gros titres de la presse locale, entre interruption du trafic ferroviaire et dégâts des eaux. Difficile de ne pas penser aux études parues cet été, démontrant le lien entre multiplication des épisodes de précipitations intenses et changement climatique. «Si toute la flotte passe à des solutions zéro émission, on économisera 16 000 tonnes de CO₂ par an», estime Gabriel Ramos. Pas l'Arche de Noé, mais presque. ■

Carnet de route

Sous le déluge



Hashtag du tour de Suisse: #LeTempsAVélo
RÉALISÉ AVEC L'AIDE DU TCS

VIRGINIE NUSSBAUM, SYLVIA REVELLO,
CÉLIA HÉRON
@Virginie_Nb @sylviarevello
@celiaheron

Locarno, lundi, 19h. Depuis Lugano, où *La Desolazione*, la statue du parco Ciani, résumait plutôt bien notre état d'esprit devant la météo, la route jusqu'à Locarno est agréable, si ce n'est cette pluie qui continue de tomber sans discontinuer. Nous longeons des routes de campagne quasi désertes en tentant d'éviter les flaques de boue. Finalement, on aperçoit le lac Majeur et, enfin, la Piazza Grande. La promesse d'aller se sécher – nos chaussures ont des airs de piscine à débordement. Et l'espoir que mardi le ciel nous offre quelque accalmie: la route sera longue jusqu'en Italie...

Locarno, mardi, 8h30. En ouvrant la fenêtre ce matin, nous espérons, mais... le rideau de pluie sur un ciel désespérément gris aouché nos ambitions. Dire que nous avons délibérément choisi de pédaler au Tessin pour sa douceur et son soleil... Nous voilà servies. Recluses dans notre auberge non loin du lac, nous tentons de faire sécher nos vêtements et nos baskets. Des chiffres? Durant les dernières 48 heures, 161 mm d'eau ont été relevés à Mogogno, dans le Val Onsernone, ou 125 mm à Cevio, dans la vallée de la Maggia. L'application MétéoSuisse indique les bons «comportements à adopter en cas de fortes pluies»: «Etre vigilant sur les rives des cours d'eau et des plans d'eau ainsi que sur les terrains en pente mais aussi sur la route.» Or, l'itinéraire prévu pour rejoindre notre

prochaine étape, Domodossola, longe précisément la rivière Melezza, par les Centovalli et le val Vigezzo. De guerre lasse, nous nous rendons à l'évidence: le train risque bien de remplacer le vélo. Un petit tour sur le web achève de nous plomber le moral. En raison du danger d'inondation, la liaison ferroviaire entre Locarno et Domodossola est interrompue pour une durée indéterminée. Des bus de remplacement ont été mis en place. Croyions-nous...

Andermatt (UR), mardi, 16h30. En fait, il n'y a ni train, ni bus. «Risque de glissements de terrain.» Les débordements des cours d'eau tessinois auront fini par carrément détourner le cours de notre voyage: après que nous avons fait le deuil du périple à vélo et nous sommes résolues à prendre un bus d'ur-

gence faute de trains, les CFF ont doué nos derniers espoirs en milieu de journée: même les bus de remplacement sont annulés par sécurité. Action/réaction. Google Maps dessine notre seule solution pour rendre à temps les vélos à l'équipe qui prendra le relais ce mercredi à Brigue: s'y rendre directement, en train, en passant par le Gothard et la vallée de Conches. Soit quatre heures et demie de trajet en tout, qui biffent définitivement de la carte notre étape transfrontalière. La déception est (un peu) compensée par les paysages d'automne entre Göschenen et Andermatt et leurs folles rivières uranaises. A noter: avec trois changements et trois vélos électriques de 20 kilos à suspendre aux crochets ad hoc des wagons, le voyage n'est pas forcément beaucoup moins sportif. Enfin, c'est ce qu'on se dit... ■